

LE SOMMIET ÉCONOMIQUE DE VENISE

DU 8 AU 10 JUIN 1987



CANADA

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025003 6

DOCS
CA1 EA77 87V25 EXF
The Venice Economic Summit : Jun
8-10, 1987. --
43245717



CANADA

Le Sommet économique de Venise

du 8 au 10 juin 1987

43. 275-718



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

TABLE DES MATIÈRES

Le Premier ministre du Canada Brian Mulroney	1
Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark	2
Le ministre des Finances Michael Wilson	3
Les Sommets économiques	4
Ordre du jour du Sommet de Venise	6
Survol des Sommets économiques	8
Dette internationale	10
Négociations commerciales multilatérales	11
La crise agricole	12
Relations Nord-Sud	13
Questions politiques	14
Autres questions: l'environnement, les sciences et la technologie	15
Situation de l'économie canadienne	16
Les pays du Sommet	17
Italie	17
États-Unis d'Amérique	19
République fédérale d'Allemagne	21
France	22
Japon	23
Royaume-Uni	24
Les Communautés européennes	25
Tableaux économiques comparatifs	27
Graphiques sur l'économie mondiale	30
Institutions et organismes économiques internationaux	35
Déclarations faites au Sommet de Tokyo	37

LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY PREMIER MINISTRE DU CANADA

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

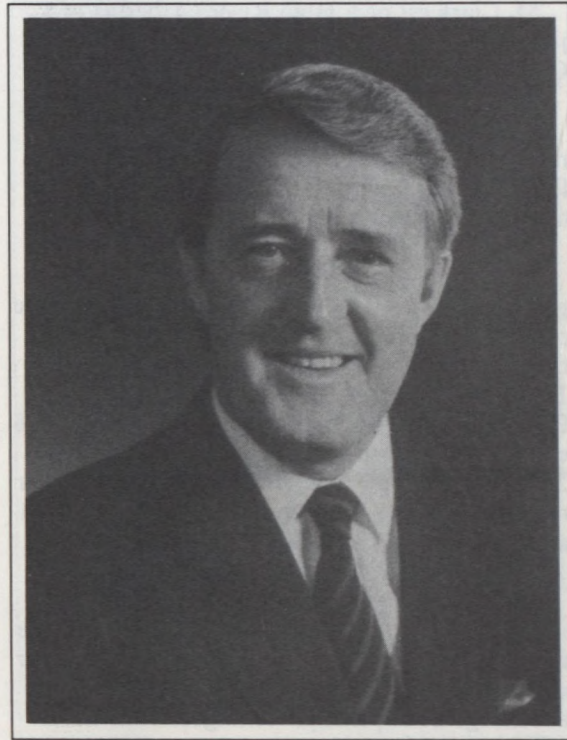
Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.



LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

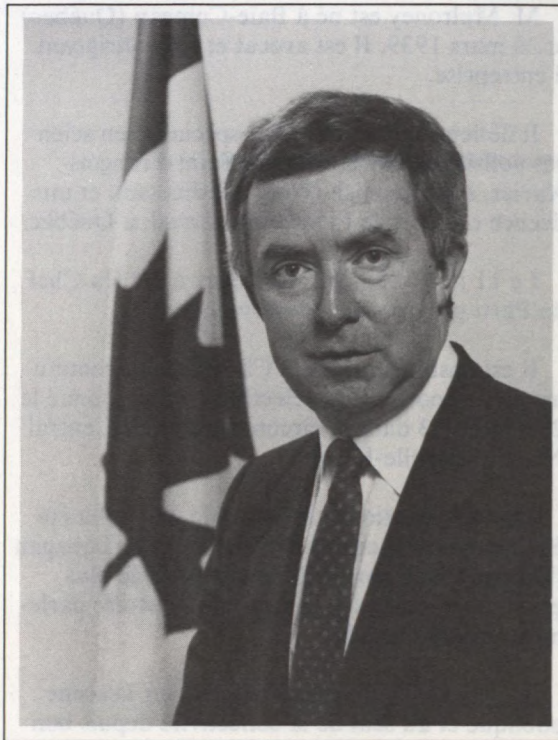
M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il a déjà été Premier ministre du Canada et Chef national de son parti.

Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes aux élections de 1972. Il y a été réélu en 1974, 1979, 1980 et 1984. Il est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979. Il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Le 17 septembre 1984, M. Clark est nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans le nouveau gouvernement progressiste-conservateur majoritaire. Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité chargé des priorités et de la planification responsable du commerce.

Depuis 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.



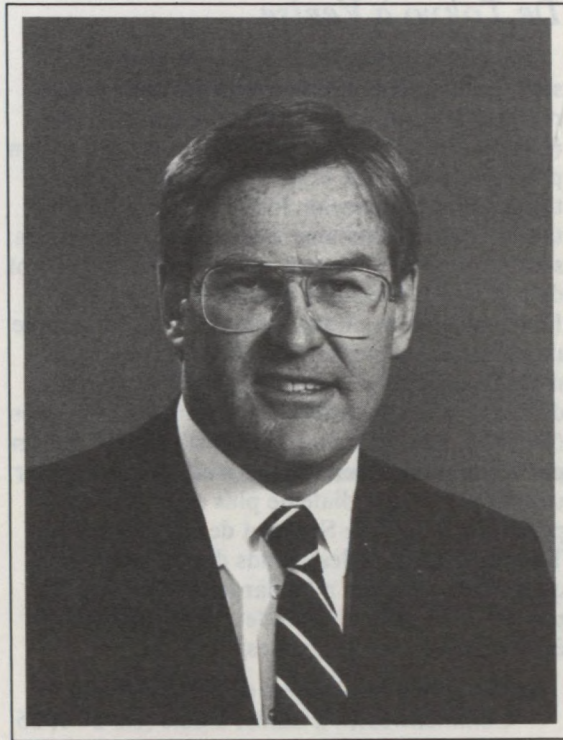
L'HONORABLE MICHAEL WILSON MINISTRE DES FINANCES

M. Wilson est né à Toronto en 1937. Il a étudié au Upper Canada College et est diplômé en commerce de l'Université de Toronto. Il a été vice-président de la firme canadienne de courtiers en placements Dominion Securities.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, il est nommé, le 4 juin suivant, ministre d'État chargé du Commerce international. Réélu le 18 février 1980, il est le porte-parole de son parti dans divers secteurs, dont ceux de l'Industrie et du Commerce, de l'Énergie, des Finances et de l'Expansion industrielle régionale. En 1983, il est candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Au sein de son parti, M. Wilson a été membre du Comité des priorités et de la planification du Caucus, président du Comité du Caucus chargé du développement économique et de la création d'emplois, et membre du Comité des conseillers économiques auprès de M. Mulroney.

M. Wilson et son collègue, le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ont présidé à la réunion ministérielle de 1985 du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

De Tokyo à Venise

Les rencontres annuelles des dirigeants des sept grandes démocraties industrialisées et des représentants de la Communauté européenne (CE) ne forment que la partie la plus visible d'un processus plus vaste et plus complexe de consultation et de coopération internationales permettant de gérer l'économie mondiale. Les Sommets sont étroitement liés aux travaux qui se déroulent dans d'autres forums internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces organisations constituent le moyen par lequel les gouvernements s'efforcent de gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante. Depuis le Sommet de l'an dernier à Tokyo, l'évolution des grands dossiers économiques internationaux a été largement influencée par les réunions majeures de ces organisations économiques internationales:

- Réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Sainte-Lucie (les 24 et 25 septembre 1986);
- Réunion spéciale des pays signataires du GATT à Genève (le 25 septembre 1986);
- Réunion du Groupe des Sept à Washington (le 28 septembre 1986);
- Réunions annuelles FMI/Banque mondiale à Washington (du 29 septembre au 3 octobre 1986);
- Session annuelle des pays signataires du GATT à Genève (le 30 novembre 1986);
- Réunion du Groupe des Sept à Paris (le 22 février 1987);
- Réunion du Groupe des Sept à Washington (le 8 avril 1987);
- Réunions de printemps FMI/Banque mondiale à Washington (les 9 et 10 avril 1987);
- Réunion des ministres de l'OCDE à Paris (les 12 et 13 mai 1987);
- Réunion des ministres de l'Agriculture du Groupe Cairns à Ottawa (du 21 au 23 mai 1987).

Les grandes questions à l'ordre du jour du Sommet sont également examinées lors de plusieurs rencontres préalables des représentants personnels («sherpas») des dirigeants des pays du Sommet. Les Sommets ont pour but de permettre

aux dirigeants d'échanger leurs points de vue au cours de réunions informelles plus ou moins structurées. Les sherpas, au cours de leurs réunions préparatoires, cherchent à dégager des terrains d'entente qui pourront servir de base à la recherche d'un consensus sur les grandes questions. Le représentant personnel du Premier ministre Mulroney est M^{me} Sylvia Ostry, qui est aussi Ambassadrice du Canada aux Négociations commerciales multilatérales.

Éléments nouveaux depuis le Sommet de Tokyo

À Tokyo, les dirigeants sont parvenus à s'entendre unanimement sur une vaste gamme de questions économiques. Reconnaisant la nécessité d'une coordination étroite et continue des politiques économiques au sein des pays du Sommet, ils ont créé le Groupe des sept ministres des Finances, à qui ils ont confié la responsabilité d'améliorer la coordination des efforts de promotion d'une croissance économique non inflationniste, de renforcer les mesures incitatives commerciales favorisant l'emploi et l'investissement et d'assurer une plus grande stabilité des taux de change. Ils se sont également engagés à appuyer le lancement d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM), maintenant connue sous le nom de «Uruguay Round», à faire le nécessaire pour régler le problème des surplus de production agricole et à contribuer à la reconstitution rapide et généreuse des réserves de l'Association internationale de développement (IDA).

Depuis le Sommet de Tokyo, de nombreux dossiers économiques internationaux de grande importance ont marqué des progrès sensibles grâce, notamment, aux actions suivantes:

- Réunis à Paris le 22 février 1987, les ministres des Finances du Groupe des Sept ont convenu qu'il était nécessaire d'intensifier les efforts de coordination des politiques économiques afin de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres budgétaires et commerciaux existants. Chaque pays a alors pris des engagements précis à cet égard. L'Accord du Louvre comprenait des mesures destinées à stimuler la demande interne au Japon et en RFA ainsi qu'à réduire le déficit budgétaire américain.
- Le Canada s'est engagé à réduire son déficit budgétaire, à réformer son régime fiscal et sa réglementation, à mener des initiatives de

libéralisation des échanges sur les plans bilatéral (avec les États-Unis) et multilatéraux (dans le cadre de l'Uruguay Round), et à continuer d'orienter sa politique monétaire en fonction de l'objectif de réduire l'inflation et d'assurer le fonctionnement harmonieux du marché des changes. Le Groupe a également affirmé que les importants changements survenus sur le plan des taux de change depuis l'accord conclu par le Groupe des Cinq à Washington en septembre 1985 (Accord du Plaza) contribueraient à réduire les déséquilibres et qu'ils ramèneraient les taux de change à l'intérieur de limites compatibles avec les principes fondamentaux, à condition que les engagements soient respectés. Les ministres du Groupe des Sept et les gouverneurs des banques centrales ont convenu de collaborer afin de favoriser la stabilité des taux de change. Ces engagements ont été réaffirmés à l'occasion de la dernière réunion du Groupe des Sept à Washington, en avril dernier.

—À Punta del Este, en Uruguay, les ministres des pays membres du GATT se sont entendus pour lancer une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM). L'ordre du jour convenu est le plus vaste et le plus ambitieux jamais adopté jusqu'ici; il répond à la nécessité de contrer les pressions protectionnistes, qui ne cessent de s'accroître. Les discussions porteront notamment sur la crise du commerce international des produits agricoles, la nécessité de renforcer le GATT et la poursuite des efforts de libéralisation du commerce.

ORDRE DU JOUR DU SOMMET DE VENISE

À Venise, les dirigeants des pays du Sommet auront devant eux une longue liste de questions économiques et politiques épineuses sur lesquelles ils devront se pencher. Heureusement, nos économies se sont relevées graduellement depuis la récession de 1981-1982. Nous avons réussi dans l'ensemble à endiguer l'inflation. Il y a eu un réajustement notable des taux de change, quoique les marchés internes demeurent sensibles aux répercussions des importants déséquilibres actuels au niveau des balances commerciales. En dépit des augmentations enregistrées récemment en Amérique du Nord, les taux d'intérêt sont généralement plus bas que l'an dernier et le chômage est en perte de vitesse, grâce aux immenses progrès réalisés au chapitre de la création d'emplois. Toutefois, si la situation s'est améliorée au Canada et aux États-Unis, le taux de chômage demeure élevé dans plusieurs pays du Sommet, particulièrement en Europe. De graves déséquilibres budgétaires, commerciaux et de compte courant persistent, ce qui accentue les pressions protectionnistes et menace la stabilité économique mondiale.

Au Sommet de Tokyo l'an dernier, un groupe de ministres des Finances, le Groupe des Sept, a été créé afin d'assurer une surveillance et une coordination plus efficaces des politiques économiques internationales et une meilleure coopération dans ce domaine, afin d'améliorer la performance économique des principaux pays. Il a été convenu que le Groupe des Sept se réunirait périodiquement pour examiner les objectifs et les prévisions économiques et en vérifier la compatibilité d'après divers indicateurs économiques, afin d'assurer une croissance plus équilibrée.

À la suite de l'Accord du Louvre, conclu par le Groupe des Sept en février, le Japon et la RFA ont annoncé des mesures fiscales destinées à stimuler la demande interne qui devraient favoriser une réduction des surplus commerciaux. Mais pour que ces efforts portent fruits, les dirigeants devront, à Venise, s'attacher à mieux coordonner leurs politiques fiscales et monétaires, à renforcer les engagements pris par le Groupe des Sept, et à susciter la confiance du marché en concrétisant leurs engagements au moment opportun.

Le Canada cherchera à s'assurer que les pays du Sommet maintiennent leur ferme engagement à lutter contre le protectionnisme et que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM), maintenant en cours, aboutisse rapidement à des résultats positifs. Il

importe particulièrement que des résultats soient atteints rapidement aux chapitres du règlement des différends et du fonctionnement du système du GATT, afin de maintenir la crédibilité du GATT.

La question de l'agriculture, inscrite pour la première fois à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo à la demande du Canada, fera encore partie des principaux sujets de discussion. Le maintien des prix de soutien à des niveaux élevés dans de nombreux pays et les subventions à l'exportation ont artificiellement stimulé la production et produit un écart marqué entre l'offre et la demande. Les gouvernements représentés au Sommet reconnaissent maintenant la nécessité de porter attention aux questions liées à la réforme du système agricole international, en fondant leur action sur les résultats de la rencontre des 12 et 13 mai des ministres de l'OCDE. Le Canada a été l'hôte, du 21 au 23 mai derniers, d'une réunion ministérielle du Groupe de Cairns à laquelle étaient représentés 14 pays exportateurs de produits agricoles, tant industrialisés qu'en développement.

À Venise, les dirigeants se pencheront aussi sur les problèmes particuliers des pays débiteurs. Les récentes rencontres FMI/Banque mondiale ont permis de réaffirmer l'initiative du secrétaire au Trésor James Baker. Cependant, les perspectives des pays les plus mal en point, qui se retrouvent surtout en Afrique subsaharienne, restent plutôt sombres. À ce propos, le Canada cherchera à s'assurer que les réserves de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA VIII) seront généreusement reconstituées, comme il a été convenu en 1986. Il encouragera également l'adoption de mesures spéciales pour solutionner les problèmes de dette publique des nations les plus pauvres.

Comme ce fut le cas aux précédents Sommets, les dirigeants échangeront leurs points de vue sur un éventail de questions d'ordre politique, notamment les relations Est-Ouest, le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international et les problèmes régionaux (Afrique du Sud, Afghanistan, Indochine et Moyen-Orient). La question de l'Afrique du Sud préoccupe particulièrement le Canada; nous avons d'ailleurs fait savoir à nos partenaires du Sommet que nous comptons approfondir le sujet.

Ainsi qu'il l'a fait aux autres Sommets, le Canada veillera à ce que les intérêts et points de vue des pays les moins avancés (PMA) soient

dûment pris en compte au Sommet de Venise, étant donné surtout qu'il sera l'hôte des Sommets de la Francophonie et du Commonwealth plus tard en 1987.

Les entretiens toucheront peut-être aussi à certains thèmes tels que l'énergie et la coopération dans les domaines des sciences et de la technologie. Les dirigeants pourraient se pencher sur les graves problèmes que pose à la médecine et au développement l'épidémie du syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA). Si tel est le cas, ils approuveront sans doute les travaux menés dans le cadre du Programme spécial de l'Organisation mondiale de la santé concernant le SIDA.

Il pourrait aussi être question de l'abus des drogues.

SURVOL DES SOMMETS ÉCONOMIQUES

Les Sommets économiques réunissent chaque année, depuis 1975, les dirigeants des grands pays industrialisés et des représentants de la CE. L'objet de ces réunions est d'examiner l'évolution de l'économie mondiale, notamment les questions monétaires et commerciales, et de discuter de certains sujets internationaux d'ordre politique et non économique.

La première réunion de ce genre, tenue à l'invitation du Président de la France, s'est déroulée à Rambouillet. L'idée initiale des Sommets était de permettre aux chefs d'État de discuter de sujets économiques dans un cadre informel, à la manière du groupe informel des ministres des Finances (appelé ultérieurement le Groupe des Cinq), qui s'est réuni pour la première fois en 1973 dans la bibliothèque de la Maison-Blanche pour discuter des problèmes de taux de change. À un certain moment, ce groupe comprenait à la fois M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Helmut Schmidt, soit les hommes d'État qui représentaient respectivement la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA) au premier Sommet.

Six pays ont participé au premier Sommet soit la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, la RFA, le Japon et l'Italie. Le Canada a été invité à participer pour la première fois au Sommet de Porto Rico en 1976, et la CE a pris part pour la première fois à une réunion de ce genre au Sommet de Londres en 1977. Les pays membres sont à tour de rôle les hôtes du Sommet: Rambouillet (1975), Porto Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa/Montebello (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984), Bonn (1985) et Tokyo (1986).

L'objectif permanent des Sommets est de chercher à établir des politiques macro-économiques compatibles en vue de favoriser une croissance équilibrée. Les Sommets ne sont pas des mécanismes de prise de décisions, mais ils ont permis aux dirigeants des démocraties industrialisées de mieux comprendre les interdépendances qui existent entre leurs économies, de renforcer leurs consensus sur les grandes questions, de rechercher une réaction plus concertée (et efficace) aux problèmes économiques et, au besoin, de prendre de nouvelles initiatives de politique.

Après le premier choc pétrolier et l'effondrement du régime des parités, le monde est entré dans une période de croissance au milieu des

années 70. Les dirigeants des pays du Sommet ont convenu de mesures visant à soutenir une expansion économique stable de façon à réduire les hauts niveaux de chômage sans aggraver les pressions inflationnistes. Ils ont reconnu qu'il faudrait modifier la structure des économies nationales en fonction de la montée du prix du pétrole et d'autres nouvelles réalités économiques. Au Sommet de Bonn en 1978, ils ont entériné un programme d'action concertée que les ministres de l'OCDE avaient approuvé à leur réunion annuelle. Ce programme invitait à l'expansion de la demande nationale, à une plus grande coopération avec les pays en développement et à un effort de collaboration en vue de réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole.

Le début des années 1980 a été une période de récession mondiale caractérisée par une inflation persistante, une croissance lente et la montée du chômage, des déficits de balance des paiements et des taux d'intérêt. La lutte contre l'inflation est devenue une préoccupation majeure et les dirigeants se sont entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts publics et la croissance monétaire.

L'économie mondiale s'est de nouveau relevée après la récession de 1981-1982. Aux Sommets des dernières années, les dirigeants ont essayé d'adopter des politiques compatibles afin de renforcer et d'élargir cette reprise économique. Réunis à Williamsburg en 1983, ils ont décidé de mener des politiques favorisant un faible niveau d'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires réduits et de meilleures possibilités d'emploi. Conscients de plus en plus des effets que les politiques nationales exercent sur la situation macro-économique, les chefs d'État ont approuvé en 1985, à Bonn, une série de mesures économiques concertées. Ils ont accru leurs efforts à Tokyo en 1986, en demandant au Groupe des Sept de renforcer la coordination de la politique économique internationale en procédant à des réexamens périodiques des orientations et du rendement économique, y compris le niveau des taux de change. Ce processus a débouché sur l'Accord du Louvre, conclu en février 1987, en vue de favoriser une croissance mondiale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres commerciaux.

Les questions d'énergie ont été au coeur de plusieurs Sommets. C'est en partie en réaction à la première augmentation des prix du pétrole,

décidée par l'OPEP, que le premier Sommet s'est réuni en 1975. Les réunions de Tokyo en 1979 et de Venise en 1980, ont eu essentiellement pour thème le second « choc pétrolier ». À Tokyo, on a créé un groupe d'experts qui a suivi l'évolution des prix du pétrole et les tendances de la consommation d'hydrocarbures dans les pays industrialisés. À Venise en 1980, les dirigeants se sont mis d'accord sur une stratégie décennale qui permettrait de rompre le lien entre la croissance économique et la consommation d'hydrocarbures.

Les problèmes du protectionnisme et du commerce mondial ont été discutés à tous les Sommets. Les réunions de la fin des années 70 ont donné appui et élan à la série de négociations commerciales multilatérales de Tokyo, qui ont été conclues avec succès en 1979. En 1984 à Londres et en 1985 à Bonn, les dirigeants ont plaidé vigoureusement en faveur de la tenue d'une nouvelle série de négociations multilatérales. En septembre 1986, à la suite d'un engagement pris au Sommet de Tokyo, le « Uruguay Round » était finalement lancé.

En 1986 à Tokyo, le Canada a fait inscrire la question de l'agriculture à l'ordre du jour des Sommets. Les dirigeants ont alors constaté avec inquiétude l'ampleur de l'excédent de production agricole qui avait résulté, en bonne partie, des subventions nationales et des mesures protectionnistes. Ils ont convenu unanimement qu'il fallait, en conséquence, réorienter les politiques et opérer un rajustement de la production agricole en fonction de la demande mondiale.

La dette internationale préoccupe de plus en plus les dirigeants du Sommet. À Williamsburg en 1983, ils ont convenu d'adopter une approche au cas par cas pour faire face à ce problème. À Tokyo en 1986, ils ont endossé la stratégie coopérative mise de l'avant par les États-Unis et se sont réjouis de constater une collaboration plus étroite entre les institutions financières internationales.

Les relations entre pays développés et pays en développement ont constitué un thème spécial du Sommet tenu au Canada en 1981. Les délibérations de Montebello ont contribué aux préparatifs du Sommet de Cancun, qui a réuni, plus tard la même année, des dirigeants du Nord et du Sud. À Bonn en 1985, on a constitué un groupe spécial d'experts qui a fait rapport sur la crise en Afrique sub-saharienne aux ministres des Affaires étrangères des pays du Sommet à l'automne de

1985. À Tokyo en 1986, les dirigeants ont à nouveau insisté sur l'importance de reconstituer rapidement et largement les réserves de l'Association internationale de développement (IDA VIII), afin de répondre aux besoins des pays en développement.

Des questions politiques d'intérêt mondial ont également été abordées aux différents Sommets. Le Sommet de Tokyo tenu en 1979 a concentré l'attention internationale sur le sort des réfugiés indo-chinois. L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et ses effets sur les relations Est-Ouest ont reçu une attention particulière à Venise en 1980. Les chefs d'État réunis à Versailles en 1982 se sont mis d'accord sur une approche générale en matière de relations économiques Est-Ouest, qui a inspiré l'élaboration de politiques précises, cette année-là, à l'OTAN et à l'OCDE. Le terrorisme a fait l'objet de déclarations distinctes à divers Sommets. Le Canada a joué un rôle majeur dans l'adoption d'une Déclaration sur la piraterie aérienne internationale à Bonn en 1978 et d'une Déclaration sur le terrorisme international à Tokyo en 1986. À Tokyo l'an dernier, les chefs d'État se sont aussi penchés sur les incidences de l'accident nucléaire de Tchernobyl.

Les dirigeants du Sommet se sont aussi intéressés à des questions diverses comme les sciences et la technologie, l'abus des stupéfiants, la protection de l'environnement et l'éducation.

DETTE INTERNATIONALE

Le problème de l'endettement des pays en développement devrait être examiné en détail au Sommet. À la fin de 1986, l'encours de la dette extérieure des pays en développement s'élevait à plus de 1 000 milliards \$US. C'est la dette de l'Amérique latine, qui atteint presque 400 milliards \$US, qui continue d'attirer le plus d'attention. Les trois quarts de cette dette sont concentrés dans quatre pays: le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela. La plus grande partie de la dette des principaux pays débiteurs a été contractée auprès de banques commerciales et d'autres créanciers privés.

La dette extérieure des pays les moins avancés, particulièrement celle de certains pays de l'Afrique sub-saharienne, pose des problèmes uniques qui exigent une attention spéciale en raison de la capacité limitée du service de la dette dans ces pays. De plus, comme le niveau de l'endettement de ces pays est relativement peu élevé en termes absolus (environ 85 milliards \$US pour toute l'Afrique sub-saharienne), il est arrivé souvent que la situation n'obtienne pas le degré d'attention qu'elle méritait. Dans plusieurs de ces pays, la dégradation des termes de l'échange a rendu l'exercice du service de la dette extérieure de plus en plus difficile à court terme. Les pays les plus pauvres ont des dettes surtout envers des gouvernements et des institutions financières internationales. Le fardeau des pays les plus pauvres est maintenant reconnu comme un problème distinct.

Le Canada s'inquiète particulièrement de ce problème et se propose de souligner l'importance de l'examiner de près lors des discussions qui auront lieu à Venise.

Malgré les efforts importants qui ont été faits pour atténuer le problème de la dette, les progrès réalisés sont plutôt fragiles. Des crises financières potentielles ont été successivement évitées et, bien qu'elle soit encore présente, la menace qui pèse sur le système financier mondial a été considérablement réduite. Plusieurs des pays les plus endettés ont mis sur pied de vigoureux programmes d'ajustement. C'est une disposition essentielle au rétablissement de leur capacité d'emprunt. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont joué un rôle clé dans l'aide aux pays débiteurs. Les créanciers officiels et les banques commerciales membres du Club de Paris ont aidé les pays débiteurs à appliquer leurs programmes d'ajustement en leur accordant, au besoin, des rééchelonnements de dettes et des extensions de crédit. Finalement, la chute des

taux d'intérêt au cours des deux dernières années a largement contribué à alléger le fardeau de la dette dans plusieurs pays en développement.

En dépit de ces facteurs positifs, la mise en oeuvre de la stratégie de la dette à l'égard des débiteurs à revenus moyens a été inégale. De plus, la situation diffère considérablement d'un pays débiteur à l'autre. La croissance particulièrement lente de l'économie mondiale et la faiblesse persistante du prix des matières premières limiteront continuellement la mise en oeuvre de la stratégie de la dette. Il est maintenant évident qu'il faudra la revigorer.

La stratégie mise de l'avant en octobre 1985 par le secrétaire au Trésor américain James Baker demeure l'approche la plus globale pour affronter le problème de la dette. Le Plan Baker prend fond sur l'approche au cas par cas du problème de la dette adoptée au Sommet de Williamsburg. Sa principale caractéristique est d'établir pour principe que l'ajustement intérieur doit aussi permettre un taux de croissance économique adéquat dans les pays débiteurs. Plus précisément, le Plan Baker mettait l'accent sur certains besoins essentiels, à savoir: la mise en oeuvre par les pays débiteurs de réformes de leurs politiques économiques, un rôle central continu pour le FMI et un rôle accru pour les banques de développement multilatéral, particulièrement la Banque mondiale, et une augmentation des prêts des banques commerciales.

La plupart des débiteurs et des créanciers continuent de souscrire au Plan Baker, mais il faudra à l'avenir s'attacher davantage à améliorer son application. Comment les gouvernements prêteurs et les institutions financières internationales peuvent-ils jouer un rôle plus actif dans l'apport de ressources financières pour la croissance et l'ajustement? Comment amener les banques commerciales à poursuivre le financement des pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés? Et comment inciter les pays débiteurs de façon plus immédiate à renforcer les programmes d'ajustement économique qui donnent de bons résultats? Voilà quelques-unes des principales questions auxquelles il faudra répondre.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Les ministres des pays signataires du GATT, y compris le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, se sont réunis en septembre dernier à Punta del Este, en Uruguay, afin de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM) qui définiront les règles du jeu du commerce international jusqu'au XXI^e siècle.

Pour le Canada, les NCM représentent à la fois un défi et une occasion de trouver des solutions à long terme aux problèmes actuels et naissants qui se posent aux nations commerçantes. Conscient que le temps presse, le Canada aborde les négociations du Uruguay Round avec la volonté arrêtée de lutter contre les menaces protectionnistes, d'assujettir davantage le commerce international à la règle du droit et de relancer les efforts de libéralisation du commerce.

La Déclaration ministérielle de Punta del Este témoigne de l'intérêt que portent les pays participants au processus et montre à quel point l'ordre du jour des négociations est chargé. Cette déclaration:

- renforce considérablement l'engagement de mettre un frein à l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes et de promouvoir des politiques qui élimineront les barrières commerciales (statu quo et recul);
- fixe pour la première fois des objectifs précis en vue de négociations de portée générale sur l'agriculture, qui portent non seulement sur l'amélioration de l'accès aux marchés, mais également sur l'application de règles de discipline multilatérales concernant l'utilisation de toutes les subventions directes et indirectes et des autres mesures qui faussent les échanges;
- vise à réduire ou à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires afin d'améliorer les conditions d'accès aux marchés;
- inclut de «nouveaux thèmes» comme le commerce des services, la propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements liées au commerce;
- précise un ensemble de mesures relatives à la création d'institutions et à l'établissement de règles afin de renforcer et d'élargir le mandat du GATT.

Le Canada est déterminé à jouer un rôle constructif dans les NCM afin d'obtenir une

réduction des barrières commerciales globales et l'établissement de règles commerciales plus claires et plus efficaces. Il importe pour le Canada que le GATT soit fort et fonctionnel et qu'il ait de la crédibilité auprès des nations commerçantes et du monde des affaires. À cette fin, le Canada verra, avec ses partenaires du Sommet, à mettre en place des moyens de renforcer le système du GATT et d'accroître son efficacité.

LA CRISE AGRICOLE

Ces dernières années, la production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande effective, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et le déclin des cours internationaux. Le phénomène est observé pour la plupart des principaux produits agricoles faisant l'objet d'échanges internationaux. Depuis 1981, les stocks se sont accrus de 85 p. cent et atteignent maintenant un volume équivalent à deux années d'échanges internationaux. Pendant ce temps, les cours internationaux du blé ont chuté de près de moitié.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière sérieusement aggravée. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole a modifié considérablement la trésorerie des pays.

La communauté internationale tente de cerner les causes fondamentales du problème. On considère que la principale cause est l'encouragement à la surproduction que créent les programmes de soutien agricole. Les mesures de soutien des prix et du revenu des agriculteurs comptaient pour plus de 80 p. cent de toute l'aide gouvernementale que les pays de l'OCDE ont accordée à l'agriculture entre 1979 et 1981. Depuis, les écarts entre les cours mondiaux et les prix de soutien internes se sont nettement élargis.

La situation a été aggravée au cours de dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques agricoles sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la CE enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes métriques en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes métriques dans le solde céréalier de la CE en moins d'une décennie. De récents changements aux politiques américaines ont eux aussi eu une incidence fort négative sur les prix internationaux, surtout ceux des céréales. Les États-Unis ont sensiblement intensifié leur utilisation des subventions à l'exportation, qui tendent à ramener les cours mondiaux même en deçà des prix pratiqués sur le marché américain.

La crise agricole a suscité une attention politique accrue dans tous les pays, comme en témoignent:

- l'initiative du Canada de faire inclure l'agriculture à l'ordre du jour des Sommets économiques de 1986 et 1987;
- l'initiative canadienne d'instituer des réunions périodiques des ministres des principaux pays exportateurs de blé;
- la création par l'Australie (en 1986) du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles;
- l'inclusion, pour la première fois, de toutes les politiques agricoles touchant le commerce à l'ordre du jour de la nouvelle ronde de Négociations commerciales multilatérales lancée en septembre dernier en Uruguay sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT);
- la publication (en 1982) d'une grande étude de l'OCDE sur l'incidence commerciale des politiques agricoles.

Il semble maintenant y avoir un assez bon consensus international sur la nécessité de modifier sensiblement les politiques agricoles. Les participants à la Réunion ministérielle de l'OCDE ont adopté des principes de réforme ayant pour objet à long terme de laisser le marché influencer lui-même l'orientation de la production agricole. Ils ont aussi invité les pays membres à s'abstenir de toute action qui risquerait d'assombrir le climat des négociations à la nouvelle ronde du GATT, qu'ils considèrent comme le mécanisme le plus susceptible d'apporter les changements fondamentaux qui s'imposent.

Le Sommet de Venise offre aux dirigeants l'occasion de renforcer les engagements de l'OCDE à l'égard de solutions à court et à long termes et d'étudier des moyens précis pour faire progresser rapidement les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture.

LES RELATIONS NORD-SUD

Les difficultés persistantes que connaît l'économie mondiale font chaque jour ressortir davantage l'ampleur et la complexité de l'interdépendance entre pays en développement et pays développés. A Venise, les leaders se pencheront une fois de plus sur les problèmes d'endettement des pays en développement, sur la nécessité de maintenir la croissance et les efforts d'ajustement et sur les besoins uniques des pays les plus démunis.

Membre à la fois du Commonwealth et de la Francophonie, le Canada a acquis de ce fait une connaissance approfondie et particulière des problèmes économiques qui affligent les pays en développement. Lors des précédents Sommets, le Canada s'est employé à faire en sorte qu'il soit porté une attention particulière à ces derniers.

La position du Canada reflète des préoccupations d'ordre social et humanitaire, un engagement inébranlable envers le système multilatéral et un appui constant à l'aide au développement et à la coopération internationale. L'élargissement des liens économiques est à l'avantage de tous les pays. Le Canada est d'avis que la coopération multilatérale sur les questions économiques est essentielle à la croissance économique mondiale.

Le Canada est d'avis que tous les pays, y compris surtout ceux d'industrialisation récente, doivent participer aux Négociations commerciales multilatérales (NCM) dans le but de favoriser une croissance économique mondiale grâce à la libéralisation des échanges. Nous ne cessons de préconiser le maintien et l'accroissement des ressources financières acheminées vers les pays en développement par la voie des institutions financières internationales, plus particulièrement la Banque mondiale et l'Association internationale de développement (IDA). Nous avons par ailleurs engagé le FMI et la Banque mondiale à mieux coordonner leurs opérations de manière à permettre une plus grande souplesse dans l'acheminement des fonds voulus pour soutenir la croissance et les efforts d'ajustement dans les pays en développement. Enfin, nous nous sommes attachés à encourager la coopération entre pays donateurs et pays bénéficiaires afin d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des programmes d'aide au développement.

Depuis le Sommet de Tokyo, le Canada a, de sa propre initiative, institué un moratoire sur la dette des pays de l'Afrique subsaharienne au titre de l'aide publique au développement (APD). Par

ailleurs, dans la ligne de sa politique consistant à fournir une aide entièrement composée de subventions, il a annoncé qu'il transformerait en subventions le solde non encore décaissé des prêts consentis au titre de l'APD. Enfin, nous continuons de rechercher des moyens d'alléger les problèmes d'endettement des pays en développement les plus démunis.

QUESTIONS POLITIQUES

Les chefs d'État et les ministres des Affaires étrangères auront l'occasion à Venise de discuter d'importantes questions politiques d'intérêt commun.

L'état des relations Est-Ouest dominera les discussions, en raison surtout des changements qui surviennent en Union soviétique et de la possibilité d'un accord majeur de contrôle des armements visant à réduire les missiles nucléaires à moyenne portée. Les perspectives de nouvelles améliorations dans les relations Est-Ouest, basées sur la restauration de la confiance et la réciprocité, se sont accrues considérablement depuis le Sommet de Tokyo. Les chefs d'État et les ministres des Affaires étrangères voudront se pencher sur les éléments requis pour la construction à long terme d'une relation de meilleure collaboration avec l'Union soviétique. À cet égard, le développement des relations économiques avec l'Union soviétique constituera un sujet d'intérêt particulier.

Le Canada attache une importance spéciale aux discussions sur la situation en Afrique du Sud. Nous croyons qu'en oeuvrant de concert, les pays du Sommet peuvent jouer un rôle plus important dans la promotion de changements pacifiques en Afrique du Sud. Nos pays ont des vues communes: l'apartheid leur répugne et ils reconnaissent que seule une démocratie représentative et non raciale en Afrique du Sud fournirait les bases nécessaires à l'instauration de la paix et de la justice dans la région.

D'autres conflits régionaux feront également l'objet de discussions à Venise. L'échec persistant de l'Union soviétique à se désengager de l'Afghanistan, en dépit de déclarations allant dans le sens contraire, aura un effet sur les discussions touchant les relations Est-Ouest, tout comme la situation au Cambodge. Le climat politique qui se détériore au Moyen-Orient et en Amérique centrale pourrait également faire l'objet d'une discussion extensive.

Le terrorisme occupait une place importante à l'ordre du jour des Sommets précédents. Venise n'échappera pas à la règle. Les pays du Sommet examineront des moyens d'étendre leur action collective contre le terrorisme.

AUTRES QUESTIONS

L'environnement

Les dirigeants présents au Sommet de Tokyo ont réaffirmé qu'ils avaient la responsabilité commune de protéger l'environnement. Ils ont donné suite à cet engagement en participant aux activités d'organismes multilatéraux et de l'ONU touchant des problèmes tels le contrôle des substances nocives, la destruction de la couche d'ozone, le transport sur de grandes distances de la pollution atmosphérique (pluies acides) et d'autres problèmes de pollution de l'air et de l'eau, ainsi que les problèmes environnementaux qui préoccupent particulièrement les pays en développement.

À la demande des dirigeants des pays du Sommet, le Groupe d'étude sur la technologie, la croissance économique et l'emploi a rédigé un rapport sur l'amélioration et l'harmonisation des techniques et méthodes de mesure dans le domaine de l'environnement. Il est recommandé dans ce rapport que le plan d'action proposé soit mis en oeuvre par le biais d'organismes internationaux, dont surtout le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Conseil international des unions scientifiques; des rapports techniques y sont également inclus à titre de référence.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Rapport Brundtland) a été publié à la fin d'avril et sera étudié de près par les organismes multilatéraux et les institutions de l'ONU. On y retrouve toute une gamme de recommandations portant notamment sur la réalisation de progrès durables par l'intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques et sociales, et sur la protection du patrimoine environnemental commun pour le bénéfice des générations à venir.

Les sciences et la technologie

Les sciences et la technologie se sont inscrites de diverses manières à l'ordre du jour des quatre derniers Sommets économiques. Cela traduit à la fois l'importance croissante de la technologie dans les affaires économiques et l'internationalisation plus poussée des sciences et de la technologie.

Après le Sommet de Versailles de 1982, on a créé un groupe de travail sur la technologie, la croissance économique et l'emploi, lequel a mis en marche plusieurs projets multilatéraux de recherche coopérative dans des domaines très

variés, dont la biotechnologie, les matériaux de pointe et la télédétection. Au Sommet de 1983, le Japon a proposé la tenue d'une conférence annuelle d'«hommes sages» indépendants sur les incidences éthiques des progrès des sciences de la vie. La quatrième de ces conférences a eu lieu cette année au Canada. Le Sommet de 1984 a bien accueilli la proposition américaine d'une station spatiale internationale habitée et a encouragé les travaux de l'OCDE sur l'innovation et l'ouverture au changement technologique. Au Sommet de 1985, les dirigeants se sont prononcés fortement en faveur de la coopération internationale dans le domaine des sciences et de la technologie, un engagement qu'ils ont renouvelé en 1986.

Cette année, les participants au Sommet de Venise se pencheront sur un certain nombre de questions scientifiques et technologiques. Le Premier ministre Mulroney déposera le rapport de la quatrième conférence internationale sur la «bioéthique», qui s'est tenue à Ottawa en avril; ce rapport contient des recommandations sur les normes et les pratiques applicables à la recherche médicale mettant en cause des êtres humains. Les dirigeants se pencheront peut-être aussi sur une proposition japonaise concernant un important programme international de recherche fondamentale en sciences de la vie. Ce programme, baptisé «Colloque sur les sciences de la vie et l'homme» aurait pour objet de résoudre, par l'étude des phénomènes biologiques, des problèmes mondiaux comme ceux de la consommation d'énergie et de l'épuisement des ressources, ainsi que les grands problèmes sanitaires des pays en développement. D'autres activités internationales de recherche pourraient également retenir l'attention des dirigeants, par exemple un important projet relatif à la physique des particules.

SITUATION DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

L'économie canadienne s'est beaucoup mieux comportée en 1986 que celle de ses principaux partenaires commerciaux. Le produit intérieur brut réel a augmenté de 3,1 p. cent, les taux d'intérêt ont atteint les niveaux les plus bas qu'on ait connus depuis 10 ans, l'inflation est restée stable et la croissance de l'emploi a été beaucoup plus forte que dans les autres principaux pays de l'OCDE. La croissance de la productivité a été plus faible en 1986 qu'en 1985, en partie à cause d'un ralentissement de la demande intérieure finale. Néanmoins, le secteur des ménages est demeuré un important facteur de croissance.

Le Canada a enregistré un taux élevé de création d'emplois en 1986. L'emploi total a augmenté de 2,9 p. cent, sa plus forte croissance depuis 1980. Le taux de chômage s'est maintenu aux alentours de 9,6 p. cent, alors qu'il était de 10,5 p. cent en 1985. Au cours des quatre premiers mois de 1987, l'emploi a continué d'augmenter rapidement pour atteindre le chiffre de 11 850 000 personnes. Depuis juillet 1986, il a augmenté au rythme de plus 32 000 emplois par mois. La population active a suivi cette forte croissance et le taux de chômage a grimpé légèrement au cours du premier trimestre, passant à 9,6 p. cent. En avril, il est passé à 9,3 p. cent, son plus bas niveau en cinq ans.

La croissance économique réelle a beaucoup ralenti durant le second semestre de 1986, à cause d'une forte baisse de l'investissement en stocks suite aux augmentations insoutenables enregistrées durant le premier semestre. Toutefois, la demande des consommateurs est demeurée relativement forte et le solde du commerce des marchandises s'est sensiblement amélioré. L'investissement résidentiel est resté élevé et les mises en chantier se sont maintenues au-dessus des 200 000 unités (taux annuel). Au premier trimestre de 1987, les mises en chantier ont atteint des niveaux élevés et les données mensuelles du produit intérieur brut réel, au coût des facteurs, indiquent une forte croissance de la production durant le trimestre.

Le solde au compte courant s'est détérioré en 1986 à cause d'une baisse du surplus du commerce des marchandises et d'une dégradation des termes d'échange. Toutefois, le solde du commerce des marchandises s'est amélioré au quatrième trimestre et encore plus au premier trimestre de 1987.

Les prix ont augmenté de 4,1 p. cent en 1986,

soit à peu près le même taux qu'en 1985. L'inflation a été plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, à cause surtout d'une baisse moins forte des prix de l'énergie en général, des augmentations de taxes indirectes et d'une croissance plus rapide des prix des aliments. Signe encourageant, les ententes salariales récentes n'ont guère alimenté l'inflation, surtout dans le secteur privé où les augmentations des taux salariaux de base ont été de 2,0 p. cent au quatrième trimestre de 1986. En avril, l'inflation de l'IPC était de 4,5 p. cent.

Le dollar canadien s'est fortement redressé au début de l'année, augmentant d'un peu plus de 4 cents US et pour passer au-dessus de \$0,76 US. Ce mouvement à la hausse s'est traduit par des baisses substantielles des taux d'intérêt. Le taux d'escompte est tombé à des niveaux qui ne s'étaient pas vus depuis 1973-1974. Au cours des dernières semaines, le dollar s'est déprécié quelque peu et les taux d'intérêt ont augmenté.

L'ITALIE

Le Président du Conseil Amintore Fanfani

M. Amintore Fanfani est né en Toscane, en 1908. Licencié en économie, professeur universitaire d'histoire économique, intellectuel formé à l'école du mouvement personnaliste français de l'entre-deux guerres, M. Fanfani est aussi peintre dans ses moments de loisir.

Ministre pour la première fois en 1947, plusieurs fois Président du Conseil (il forma son premier gouvernement en 1954), il fut en 1958 le politicien le plus influent de son pays en cumulant simultanément les fonctions de secrétaire de la Démocratie-Chrétienne, de Président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères. Dans les années soixante, il se fit connaître comme le protagoniste de l'ouverture au centre-gauche. Nommé sénateur à vie, M. Fanfani était Président du Sénat avant sa nomination récente à la présidence du Conseil. Les charges importantes qui lui ont été confiées au cours des dernières décennies font de lui un leader au sein de sa formation politique, où il s'avère être le chef de file de la fraction centriste.

M. Fanfani a aussi été élu à la présidence de la XX^e Assemblée générale de l'ONU en 1965. Pendant son cinquième mandat à la présidence du Conseil italien, il a assisté au Sommet de Williamsburg tenu en 1983. Auteur de nombreuses publications, dont certaines ont été traduites en plusieurs langues, M. Fanfani est également récipiendaire d'une douzaine de doctorats honorifiques, dont celui décerné par l'Université Laurentienne de Sudbury en 1981.

À Venise, M. Fanfani en sera à sa deuxième participation à un Sommet économique. Il sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, et le ministre du Trésor, M. Giovanni Goria. Son représentant personnel est M. Renato Ruggiero.

Performance économique récente

Le taux d'inflation en Italie, de 8,6 p. cent qu'il était en 1984, est passé à 6,1 p. cent pour l'année 1986 et à 4,1 p. cent en mars 87. Le PNB, dont le taux de croissance était de 2,3 p. cent en 1985 et de 2,8 p. cent en 1986, pourrait connaître une nouvelle hausse en 1987 et passer à environ 3 p. cent. Le chômage demeure toutefois élevé avec un niveau moyen d'environ 11,1 p. cent en 1986.

Le déficit du secteur public a par ailleurs

connu une croissance rapide depuis la fin des années soixante. En 1985, le déficit atteignait l'équivalent de 14 p. cent du PIB. Cependant, les efforts soutenus du gouvernement pour rationaliser les dépenses publiques ont porté fruit en 1986, le déficit gouvernemental est passé à 12 p. cent du PIB. L'investissement privé s'est accru en 1986, tandis que la balance des paiements enregistré un net redressement, passant d'un déficit de 4,2 milliards \$US en 1985 à un surplus d'environ 4,5 milliards \$US en 1986. L'assainissement des finances publiques et l'amélioration de la balance des paiements ont permis à l'Italie en 1986 de réduire son endettement pour la première fois depuis plusieurs années.

Les relations Canada-Italie

La présence au Canada d'une communauté d'origine italienne forte de près d'un million de personnes contribue considérablement au renforcement de nos liens. Elle explique l'important mouvement touristique du Canada vers l'Italie, et a été le facteur déterminant dans les négociations qui ont conduit à l'Accord bilatéral de 1979 sur la sécurité sociale et à l'Accord culturel de 1984.

Les relations entre nos deux pays sont excellentes et aucun irritant majeur n'est à signaler. Au plan commercial, nos échanges ont continué à progresser, passant de 1985 à 1986 de 1,8 milliard \$CAN à environ 2,4 milliards \$CAN. Les exportations canadiennes vers l'Italie, d'une valeur de 691 millions \$CAN en 1986, ont augmenté de 31 p. cent par rapport à l'année précédente, mais nos importations se sont accrues encore davantage pour atteindre le chiffre record de 1,7 milliard \$CAN, ce qui nous laisse aux prises avec un déficit commercial de 1 milliard \$CAN. Il y a entre nos deux pays une volonté mutuelle d'accroître les échanges de produits de haute technologie, de favoriser l'investissement et d'intensifier la coopération industrielle. La visite du Gouverneur général Jeanne Sauvé en Italie, la venue au Canada du Président Cossiga et la visite du Premier ministre Mulroney à Rome en janvier dernier sont venues insuffler une nouvelle vigueur à nos relations bilatérales. Récemment, le Premier ministre Fanfani a rencontré le Premier ministre Mulroney à Ottawa, le 26 mai, afin de passer en revue l'ordre du jour du Sommet de Venise.

La situation politique en Italie

M. Amintore Fanfani a été assermenté comme

Premier ministre et Président du Conseil pour la sixième fois de sa carrière le 17 avril dernier. Le gouvernement n'a toutefois pas obtenu la confiance du Parlement et se trouve donc officiellement dissous. M. Fanfani restera Premier ministre jusqu'à la prochaine élection générale, prévue pour le 14 juin, et sera l'hôte du Sommet de Venise.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le Président Ronald Reagan

Ronald Wilson Reagan est né le 6 février 1911 à Tampico, en Illinois. Il a obtenu en 1932 un diplôme en économie et en sociologie du collège Eureka (Illinois). Après une brève carrière de commentateur et de rédacteur sportif, M. Reagan est allé s'installer en Californie pour y travailler dans le domaine du cinéma.

Il a entrepris sa carrière politique en se faisant élire gouverneur de la Californie en 1966, poste auquel il a été réélu en 1970. Après une vaine tentative en 1976, il a été nommé candidat à la présidence par la Convention nationale du Parti républicain en juillet 1980. Il a été élu Président des États-Unis le 4 novembre suivant, puis a obtenu un second mandat en 1984.

Le Président Reagan en sera à Venise à son septième Sommet économique. Il sera accompagné du secrétaire d'État George Shultz et du secrétaire au Trésor James Baker. Son représentant personnel est M. Allen Wallis.

Relations commerciales et économiques

D'après les chiffres de Statistique Canada pour 1986, le volume total des échanges de marchandises a atteint 172 milliards SCAN, le Canada ayant exporté pour 94 milliards SCAN et importé pour 77 milliards SCAN. C'est donc dire que près de 78 p. cent de toutes les exportations canadiennes sont allées aux États-Unis et qu'environ 70 p. cent des importations canadiennes provenaient de ce pays. Pour les États-Unis, ces échanges représentent plus de 20 p. cent des exportations totales, et environ 18 p. cent des importations totales. Le Canada constitue un marché en expansion pour les États-Unis car, selon Statistique Canada, la valeur des exportations américaines au Canada a augmenté de 4,3 p. cent en 1986, après une hausse de 12,7 p. cent en 1985.

Le 26 septembre 1985, le Canada a proposé officiellement aux États-Unis de négocier un accord commercial bilatéral. En avril 1986, le Sénat américain a autorisé le Président Reagan à mener les négociations selon la «procédure accélérée», et les discussions ont commencé en mai. Pour pouvoir respecter les échéances, c'est-à-dire pour qu'un accord soit approuvé au plus tard en janvier 1988, une ébauche devra être soumise au Congrès d'ici octobre 1987. Les négociations vont

bon train et les deux parties sont confiantes de pouvoir respecter l'échéancier.

Les négociations portent sur les barrières tarifaires et non tarifaires. Le Canada s'est donné pour objectifs de protéger ses exportations des mesures protectionnistes, d'élargir son accès aux marchés et d'améliorer la productivité par des chaînes de production plus longues et une concurrence accrue. Ses priorités sont les mesures de protection spéciales, les marchés publics et les arrangements institutionnels, y compris les mécanismes de règlement des différends. De leur côté, les États-Unis ont comme priorités les tarifs, les marchés publics et les «nouvelles» questions rattachées au commerce (services, propriété intellectuelle et investissements).

Le Canada et les États-Unis sont l'un pour l'autre le plus important destinataire des investissements à l'étranger. En 1986, les États-Unis avaient au Canada pour environ 129 milliards SCAN en investissements directs et de portefeuille, tandis que ceux du Canada aux États-Unis étaient évalués à 54 milliards SCAN.

Aperçu de la situation économique des États-Unis

L'économie américaine a connu en 1986 sa quatrième année consécutive d'expansion depuis la récession de 1981-1982. Le PNB réel s'est accru de 2,5 p. cent, ce qui représentait une deuxième année de croissance modérée après la forte croissance de 1983 et 1984. Depuis le milieu de 1984, la demande intérieure a connu une assez bonne croissance, mais celle-ci a été largement atténuée par la détérioration de la balance commerciale des États-Unis. La demande intérieure a augmenté de 3,6 p. cent en 1986. Les importations réelles ont toutefois progressé trois fois plus vite, et les exportations ont tardé à réagir à la forte dépréciation du dollar. En 1986, le déficit commercial des États-Unis a atteint un record de 169,8 milliards \$ (coût, assurance, fret [CAF]). À 221 milliards \$, le déficit budgétaire a lui aussi atteint un niveau record.

De 1,1 p. cent au trimestre précédent, la croissance réelle du PNB est passée à 4,4 p. cent au premier trimestre de 1987. Ce bond résulte du passage d'une politique de déstockage à une politique d'accumulation de stocks et par l'amélioration des termes de l'échange réels. La demande intérieure finale a diminué de 3,5 p. cent, ce qui est dû pour beaucoup au déclin

enregistré pour toutes les composantes. Le volume des exportations nettes a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif, preuve que la dépréciation du dollar aboutit finalement à la revitalisation du secteur des biens échangeables. Le rythme de croissance rapide de la production a entraîné des gains importants au niveau de l'emploi et le taux de chômage est descendu à 6,3 p. cent en avril.

L'inflation est à la hausse, quoique les pressions inflationnistes demeurent relativement modestes. L'IPC est monté à un taux annuel de 5,3 p. cent au premier trimestre de 1987, surtout à cause de l'augmentation des prix de l'énergie. Mises à part les composantes instables que sont les denrées et l'énergie, l'IPC d'avril a augmenté de 4,1 p. cent sur une base annuelle. Les gains salariaux sont restés sous contrôle, bien que les taux d'intérêt aient enregistré récemment une tendance à la hausse. En baisse depuis 1985, la valeur extérieure du dollar américain s'est stabilisée dans la deuxième moitié de 1986, avant de marquer une perte de 7,9 p. cent à la fin de l'année par rapport à un panier de monnaies pondéré en fonction des échanges.

Les relations Canada-États-Unis

Le Canada et les États-Unis ont les relations bilatérales les plus complexes et les plus étendues au monde. Leurs échanges bilatéraux sont plus importants qu'avec tout autre partenaire. Ils se sont alliés pour assurer la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe, ayant jeté les bases d'une coopération en matière de défense dans la Déclaration d'Ogdensburg du 18 août 1940. L'examen de la politique de défense en cours se fonde sur l'engagement ferme qu'a pris le Canada envers NORAD et l'OTAN.

Lorsque le Président Reagan est venu à Ottawa les 5 et 6 avril derniers, les deux pays ont pu réaffirmer leur volonté de régler les problèmes d'intérêt commun, particulièrement dans le domaine de l'environnement (pollution atmosphérique transfrontière, notamment les pluies acides). Les deux dirigeants en ont profité pour discuter de leurs préoccupations communes en matière de sécurité et de leur désir de faire progresser les négociations de Genève sur le contrôle des armements et le désarmement. Ils ont en outre indiqué qu'ils souhaitaient que la situation en Afrique du Sud et la réforme du système agricole international fassent l'objet de discussions au Sommet économique de Venise.

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le Chancelier Helmut Kohl

Le Chancelier Kohl est né en 1930; il est marié et père de deux enfants. Il a adhéré au Parti démocrate-chrétien (CDU) en 1947 et a continué d'y militer activement pendant ses années d'études. De 1950 à 1958, il a étudié le droit, la sociologie, les sciences politiques et l'histoire à l'Université de Francfort et d'Heidelberg, obtenant un doctorat. De 1959 à 1969, il a été chef de département à l'Association des industries chimiques à Ludwigshafen. Il a débuté sa carrière politique en Rhénanie-Palatinat. En qualité de ministre-président de ce Land (province) de 1969 à 1976, il a joué un rôle important au Bundesrat fédéral (Chambre haute). Il est devenu chancelier en octobre 1982. En janvier de cette année, son gouvernement de coalition a été réélu avec une majorité confortable, mais réduite.

Il s'agit du cinquième Sommet économique auquel participe le Chancelier Kohl. Il sera accompagné du ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, M. Hans-Dietrich Genscher, du ministre fédéral des Finances, M. Gerhard Stoltenberg, et du ministre fédéral de l'Économie, M. Martin Bangemann. Le représentant personnel du Chancelier Kohl est M. Hans Tietmeyer.

Performance économique récente

Après avoir enregistré des hausses d'environ 3 p. cent pendant les quatre dernières années, le taux de croissance de l'économie allemande a amorcé un ralentissement au cours du dernier trimestre de 1986, en raison surtout de la hausse récente du deutsch mark par rapport au dollar américain. Bien que les estimations varient, le gouvernement prévoit un taux de croissance inférieur à 2 p. cent pour cette année. Le taux de chômage reste pratiquement inchangé à environ 8 p. cent, malgré un nombre important d'emplois créés. Le taux d'inflation reste peu élevé: il devrait être d'environ 2,5 p. cent en 1987, après une nette diminution l'an dernier. Les taux d'intérêt sont également bas et stables. Le déficit fédéral se maintient à la baisse et représente actuellement environ 1 p. cent du PNB.

La pièce maîtresse du programme économique du gouvernement ouest-allemand sera la mise en oeuvre d'une série de réformes fiscales qui se traduiront par un allègement fiscal réel de quelque 25 milliards DM. Le gouvernement a annoncé que ce programme serait progressivement mis en place entre 1988 et 1990.

Les relations Canada-RFA

Le Canada et la RFA entretiennent d'étroites relations fondées sur leur adhésion à l'Alliance Atlantique, aux Nations Unies et à d'autres organisations internationales, ainsi que sur leur participation aux Sommets économiques. La collaboration des deux pays au sein de l'OTAN a créé entre eux des liens particuliers, concrétisés par l'affectation de 6 665 membres des Forces canadiennes et de leurs familles en RFA et par l'entraînement annuel de 5 500 soldats et aviateurs allemands à Shilo et Goose Bay.

Les échanges bilatéraux et la coopération économique entre les deux pays se sont accrues considérablement au cours de la dernière décennie pour atteindre le niveau actuel de 4,7 milliards \$CAN. La RFA a toujours bénéficié dans ses échanges avec le Canada d'un excédent commercial qui, en 1986, se chiffrait à 2,1 milliards \$CAN. Pour la même année, les exportations canadiennes vers la RFA ont montré des signes d'amélioration, passant à 1,26 milliard \$CAN, soit une hausse de plus de 5 p. cent par rapport à 1985. Le relèvement actuel du deutsch mark par rapport au dollar canadien devrait favoriser considérablement cette nouvelle tendance. L'Allemagne de l'Ouest est la troisième source d'investissements étrangers directs pour le Canada. Bien que les investissements en provenance de l'Allemagne aient diminué l'an dernier, des efforts sont faits actuellement pour rétablir la situation, grâce essentiellement à une campagne de promotion des investissements que le Canada a lancée en RFA.

FRANCE

Le Président François Mitterrand

M. François Mitterrand est élu Président de la France en mai 1981, après quarante et un ans de vie politique.

Il siège à l'Assemblée nationale depuis 1946 (avec une interruption de 1958 à 1962); il entre au Cabinet en 1947 et occupe onze fois le poste de ministre sous la IV^e République (1945-1958). En 1965, il se présente contre le Général de Gaulle dans la course à la présidence et réussit à obtenir 45 p. cent des voix au deuxième tour. En 1971, il regroupe plusieurs partis de gauche et est élu premier secrétaire du Parti socialiste. Aux élections présidentielles de 1974, il est battu de justesse par Valéry Giscard d'Estaing. Âgé de 70 ans, le Président Mitterrand est diplômé en droit, en littérature et en sciences politiques.

Le Président Mitterrand participera à son septième Sommet économique. Il sera accompagné du Premier ministre, M. Jacques Chirac, et du ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Le représentant personnel de M. Mitterrand est M. Jacques Attali.

Performance économique récente

La reprise économique amorcée en 1985 (hausse de 1,3 p. cent du PIB) s'est poursuivie en 1986 avec un taux de croissance de 2,5 p. cent. Les projections pour 1987 sont légèrement au-dessous de 2 p. cent. Cette croissance, surtout attribuable à la consommation des ménages, a atteint un niveau comparable à celui des principaux partenaires de la France dans la Communauté européenne. Elle n'a pas permis toutefois de résorber le taux de chômage, qui se situait à 10,7 p. cent en 1986.

La réduction du taux d'inflation à 2,1 p. cent en 1986 est un point fort de l'économie française. Cette performance a été favorisée entre autres par la chute des prix du pétrole et une hausse modérée des salaires. La libéralisation des prix pourrait toutefois accentuer les pressions inflationnistes en 1987, où l'on prévoit un taux d'inflation se situant entre 2,5 p. cent et 3 p. cent. Par ailleurs, le réaménagement du Système monétaire européen en janvier 1987 devrait avoir des effets positifs sur la balance commerciale.

La politique économique du gouvernement actuel favorise la libéralisation des changes, l'investissement étranger et la privatisation des entreprises d'État.

Les relations Canada-France

Les relations entre le Canada et la France ont été marquées par le succès de l'importante visite du Président Mitterrand, qui est venue consacrer l'excellence des rapports entre les deux pays. Le Canada et la France entendent mettre l'accent au cours des prochaines années sur l'accroissement de leur interaction économique et de leurs échanges commerciaux, en accord avec les conclusions de la Commission mixte économique qui s'est tenue en janvier dernier. Une attention particulière sera accordée à la coopération technologique, prenant en compte notamment l'intérêt des sociétés canadiennes pour les projets EUREKA et l'accord bilatéral, signé en janvier dernier, touchant la coopération économique et industrielle.

En 1986, les échanges canado-français ont atteint un total de 2,5 milliards \$CAN, le Canada accusant un déficit commercial de plus de 500 millions \$CAN. Cette situation est attribuable à l'achat récent par la société Wardair d'appareils Airbus (950 millions \$CAN) et aux ventes prévues de pièces d'automobile françaises pour alimenter la production de modèles Renault (1,5 milliard \$CAN en cinq ans).

Les échanges scientifiques sont aussi importants et les deux pays concentrent leurs efforts dans les domaines de l'espace, de l'océanographie et des biotechnologies. La tenue prochaine du Sommet de la Francophonie à Québec a concouru à intensifier la coopération dans différents secteurs, notamment celui des communications. Les téléspectateurs canadiens auront ainsi bientôt accès à un nouveau réseau international de télévision francophone (TV 5) qui présentera les productions des diffuseurs des pays participants (France, Belgique, Suisse et Canada).

JAPON

Le Premier ministre Yasuhiro Nakasone

M. Nakasone est né le 27 mai 1918 à Takasaki, dans la préfecture de Gunma. Il s'est spécialisé en sciences politiques à la Faculté de droit de l'Université de Tokyo. D'avril 1941 à septembre 1945, il a servi dans la Marine impériale, où il s'est élevé jusqu'au grade de capitaine de corvette. Après sa démobilisation, il s'est joint au ministère de l'Intérieur.

M. Nakasone a été élu à la Chambre des représentants dès sa première candidature, lors de l'élection générale d'avril 1947. Il a été élu 15 fois depuis. Il a été nommé au Cabinet pour la première fois en 1959 et a occupé divers postes supérieurs dans le Cabinet et dans son parti. Il est devenu Premier ministre en novembre 1982. L'objectif premier de son mandat a été de préparer le Japon à entrer dans le XXI^e siècle, au moyen d'une réforme de la fiscalité et de l'administration gouvernementale, d'une réforme scolaire, d'un renforcement de la capacité de défense du pays, d'une plus grande ouverture du marché et de la promotion d'un nouveau rôle international pour le Japon.

À Venise, M. Nakasone participera à son cinquième Sommet économique. Il sera accompagné de MM. Tadashi Kuranari, ministre des Affaires étrangères et Kiichi Miyazawa, ministre des Finances. Son représentant personnel est M. Hiroshi Kitamura.

Performance économique récente

Le Japon est devenu l'une des plus grandes puissances économiques de la planète. Son PNB équivaut à environ 10 p. cent du PNB mondial et se classe au troisième rang, derrière ceux des États-Unis et de l'URSS. En 1986, le PNB nominal du Japon se chiffrait à 1 913 milliards SCAN.

Parmi les facteurs importants de la performance économique du Japon, il faut souligner le taux élevé d'épargne et de formation de capital, le haut degré d'instruction et de productivité de la main-d'œuvre et la volonté d'adaptation au changement technologique.

Par suite d'un ralentissement des exportations et des conséquences déflationnistes de la rapide montée du yen, l'économie japonaise a ralenti en 1986. Pour 1987, les indices laissent prévoir une

croissance moindre, un recul du secteur manufacturier, un mouvement vers des produits spécialisés (industries à fort coefficient de savoir) et un accroissement des investissements à l'étranger.

Les relations Canada-Japon

Le Japon offre d'importants débouchés au Canada. Deuxième marché d'exportation du Canada, derrière les États-Unis, il a absorbé en 1986 des exportations d'une valeur de 5,9 milliards SCAN, concentrées dans les secteurs de l'énergie, des minéraux, de l'agriculture, des pêches et des produits forestiers. La participation des Japonais au capital est relativement faible (1,8 milliard SCAN), mais leurs investisseurs institutionnels font d'énormes placements de portefeuille au Canada (36 milliards SCAN à la fin de 1986). Les Canadiens consacrent plus d'attention et de ressources à la coopération avec le Japon pour l'acquisition et l'application des technologies. Reconnaisant le rôle international croissant du Japon, le Canada a accru de façon marquée ses consultations et sa coopération avec ce pays.

En novembre 1986, le gouvernement canadien a adopté une stratégie afin d'orienter et de coordonner les efforts du monde des affaires et des syndicats des provinces au Japon. Elle comprend un plan d'action destiné à resserrer les contacts politiques aux niveaux gouvernemental et parlementaire, afin de favoriser l'étude de questions d'intérêt commun telles que: promotion de la sécurité régionale; préservation de la stabilité économique et de la paix mondiale; création de conditions favorables aux investissements japonais au Canada; accroissement de l'activité des marchés financiers; incitation à l'acquisition et à la mise au point de technologies; utilisation des négociations commerciales multilatérales pour assurer les intérêts canadiens; participation accrue et plus concentrée des dirigeants des provinces, du monde des affaires et des syndicats; promotion des échanges interpersonnels dans les domaines des affaires publiques, de la culture, des études, du sport et du tourisme.

ROYAUME-UNI

Le Premier ministre Margaret Thatcher

M^{me} Margaret Thatcher est chef du Parti conservateur depuis douze ans et Premier ministre depuis huit ans. Elle a été élue pour la première fois au Parlement en 1959. En 1967, elle est devenue porte-parole de l'opposition pour divers dossiers importants. Lorsque les Conservateurs sont revenus au pouvoir en 1970, elle a été nommée secrétaire d'État à l'Éducation et admise au Conseil privé. De nouveau dans l'opposition en 1974, elle s'est occupée des questions d'environnement et de finances publiques jusqu'à son élection à la tête du parti en février 1975. Elle est devenue Premier ministre après les élections de 1979 et l'est demeurée après celles de juin 1983. Si son parti est reporté au pouvoir le 11 juin prochain, elle sera le seul Premier ministre britannique à avoir obtenu trois mandats au cours du XX^e siècle.

Le prochain Sommet économique sera le neuvième auquel participera le Premier ministre Thatcher. Elle sera accompagnée par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth, Sir Geoffrey Howe, et le Chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Le représentant personnel de M^{me} Thatcher est Sir Robert Armstrong.

Performance économique récente

Le plus récent budget du Royaume-Uni, présenté le 17 mars 1987, anticipait une augmentation de 4 p. cent de l'investissement brut fixe et du volume des exportations totales. Un taux plus faible de la consommation des administrations publiques et une croissance plus élevée du volume des importations de biens et services devraient compenser en partie ces augmentations. L'on prévoit que la croissance réelle du PIB atteindra 3 p. cent.

L'inflation des prix de détail devrait continuer de dépasser légèrement la barre des 4 p. cent. L'économie est encore en train de s'ajuster aux conséquences de l'effondrement des prix du pétrole, mais elle a connu moins de heurts qu'on ne l'avait prévu. Le chômage demeure élevé, à 11,3 p. cent (3 millions de chômeurs).

Le budget a diminué de deux points le taux de base de l'impôt sur le revenu, qui se trouve réduit à 27 p. cent, et on lui attribue la baisse immédiate du taux d'intérêt à 10 p. cent. Selon cer-

tains, le taux d'inflation pourrait franchir la barre des 5 p. cent sans augmentation du taux d'intérêt après les élections. Dans l'ensemble, avec la forte réduction des besoins d'emprunt du secteur public (de 7 à 4 milliards de livres ou 1 p. cent du PIB), la diminution du chômage et une croissance économique appréciable, les perspectives pour 1987 semblent très bonnes.

Les relations Canada-Royaume-Uni

Les relations du Canada avec le Royaume-Uni sont particulièrement étroites, même si elles ont varié considérablement au fil des ans. Deux événements importants, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen en 1973 et, du côté canadien, la concentration des activités commerciales vers les États-Unis et les pays de la région du Pacifique sont considérés comme des points tournants dans l'évolution des relations actuelles.

Le Royaume-Uni est le plus grand partenaire commercial du Canada en Europe. C'est, en importance, notre deuxième source d'investissements étrangers, notre troisième marché d'exportation dans le monde et notre troisième source d'importations après les États-Unis et le Japon. Le commerce bilatéral des marchandises entre le Canada et le Royaume-Uni s'est élevé à 6,3 milliards \$CAN en 1986, soit une augmentation de 10,5 p. cent par rapport à 1985. Les exportations canadiennes vers le Royaume-Uni se sont chiffrées à 2,6 milliards \$CAN (une augmentation globale de 4,5 p. cent par rapport à 1985, représentant 35 p. cent de nos exportations vers la CE). Les exportations du Royaume-Uni vers le Canada, en comparaison, ont augmenté de 7,4 p. cent pour atteindre 3,7 milliards \$CAN en 1986, ce qui dépasse le chiffre record de 3,3 milliards \$CAN enregistré par la Grande-Bretagne en 1985. La tendance modérée à la hausse qui a caractérisé nos exportations en 1986 devrait se maintenir pour le reste de la décennie pendant que se poursuivra le redressement économique du Royaume-Uni.

LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CE)

Le Président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors

M. Jacques Delors, qui est de nationalité française, est né en 1925. Il est Président de la Commission des communautés européennes depuis janvier 1985. Il a mené plusieurs carrières: banquier, fonctionnaire, universitaire et homme d'État. Il a été ministre de l'Économie et des Finances de la France de 1981 à 1984.

À la présidence de la Commission, M. Delors a continué de s'intéresser de très près aux questions monétaires. L'an dernier, il s'est appliqué particulièrement à promouvoir la libéralisation des mouvements de capitaux de façon à favoriser les échanges de biens et services au sein du marché commun. Un autre domaine qui, aux yeux de M. Delors, revêt un intérêt particulier pour la Communauté est la recherche et le développement en technologie de pointe. Il a participé activement à la réforme institutionnelle et budgétaire entreprise récemment par la CE.

M. Delors sera accompagné de son représentant personnel, M. Pascal Lamy, qui est son chef de Cabinet.

Le Premier ministre de Belgique, M. Wilfried Martens

Né le 19 avril 1936, M. Martens est marié et père de deux enfants.

De 1949 et 1955, il fait des études en humanités anciennes au Collège d'Eeklo. En 1959, il complète ses études à l'Université catholique de Louvain, d'où il sort titulaire d'un doctorat en droit, d'une licence en notariat et d'un baccalauréat en philosophie thomiste.

De 1955 à 1965, il travaille comme avocat à la cour d'appel de Gand et est un des dirigeants du Vlaamse Volksbeweging. En 1965 et 1966, il est successivement conseiller des premiers ministres Harmel et Vanden Boeynants. En 1968, il est nommé chargé de mission au Cabinet du ministre responsable des Relations communautaires et devient président du Christeliuke Volkspartis.

En 1974, il est élu député pour la première fois et joue un rôle important au sein de l'Union Européenne des Démocrates Chrétiens. Il est réélu député en avril 1977 et décembre 1978, et il devient Premier ministre le 3 avril 1979. Défait

aux élections d'avril 1981, il redevient Premier ministre en décembre 1981, poste qu'il a occupé sans interruption depuis.

En tant que membre du plus important parti politique belge (le Parti social-démocrate flamand), M. Martens a été appelé à participer au règlement de conflits entre les deux communautés linguistiques et à la recherche de solutions de compromis aux problèmes communautaires et linguistiques. Sa langue maternelle est le flamand.

Il sera accompagné du ministre des Affaires étrangères de Belgique, M. Léo Tindemans.

La Présidence de la CE

La présidence du Conseil de la CE est assumée par un État membre différent à tous les six mois. Il lui incombe de superviser les progrès accomplis en ce qui concerne les priorités de la Communauté et de coordonner les activités extra-communautaires telles que la coopération politique européenne. La Belgique a accédé à la présidence à un moment où la CE cherchait à s'adapter à d'importants développements, comme l'admission de l'Espagne et du Portugal et la ratification attendue de l'«Acte unique européen», et faisait face à divers problèmes pressants, dont une crise budgétaire, la réforme de la Politique agricole commune et le maintien de l'élan vers l'instauration complète de son marché interne. Si l'on considère chaque présidence individuellement, il est difficile d'attribuer à l'une ou l'autre un rôle déterminant dans l'intégration politique, économique ou institutionnelle de la CE.

Le processus d'intégration a un caractère évolutif plutôt que révolutionnaire, ce qui exige l'établissement graduel d'un consensus. Partisane inconditionnelle d'une union européenne plus étroite, la Belgique convenait bien pour ce rôle, et elle a su favoriser le renforcement du consensus dans les décisions collectives prises par la CE en matière politique et économique.

L'économie de la Communauté européenne

La chute des prix du pétrole et la baisse du coût en dollars d'autres importations ont valu à la Communauté européenne, en 1986, le premier excédent commercial global qu'elle ait jamais enregistré - 5 milliards ECU (7,4 milliards \$CAN). C'était là l'effet net d'une baisse de 10

p. cent des exportations de la CE vers des tiers pays et d'une baisse encore plus marquée, soit 17 p. cent, de ses importations. La CE est demeurée, et de loin, le plus important bloc commercial du monde, revendiquant près du cinquième du commerce mondial (le tiers si l'on tient compte du commerce entre les États membres de la Communauté). Le PIB cumulé de la CE pour 1986 se chiffrait à 3 976,6 milliards \$CAN en dollars constants de 1980, en comparaison de 3 723,5 milliards \$CAN pour les États-Unis et de 367,5 milliards \$CAN pour le Canada.

La détérioration du climat économique international, dont témoigne la baisse des exportations, la diminution cyclique de l'investissement de la CE et la contraction prévue de la demande intérieure par suite d'un ralentissement de la croissance du revenu réel et de l'investissement ont amené la Commission des Communautés européennes à réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 1987, en les ramenant à 2,3 p. cent. Cela aura des répercussions sur la stratégie de croissance et d'emploi de la CE — le taux de chômage devrait revenir à 12 p. cent cette année.

Les relations Canada-Communautés européennes

Les Communautés européennes (CE) regroupent douze États membres: la France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la RFA, le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

En 1986, les échanges commerciaux entre le Canada et les CE se sont chiffrés à 20,6 milliards \$CAN, une augmentation de 21,8 p. cent par rapport à 1985. Les CE constituent notre deuxième partenaire commercial au niveau mondial. L'an dernier, bien que les exportations canadiennes vers ce marché aient fortement augmenté (de 18,6 p. cent), nos importations se sont accrues encore davantage (23,9 p. cent), ce qui nous a laissés avec un déficit de 5 milliards \$CAN. La tendance récente vers les déficits commerciaux (1,3 milliard \$CAN en 1984, 3,8 milliards \$CAN en 1985) fait contraste avec les surplus traditionnels du Canada qui ont représenté, en moyenne, 1,3 milliard \$CAN par année de 1973 à 1983. En se fondant sur les statistiques pour l'année 1985, les CE demeurent notre deuxième source d'investissements (14,2 milliards \$CAN) et le deuxième marché pour les investissements canadiens à l'étranger (près de 6,2 milliards \$CAN).

Étant donné l'ampleur de notre commerce bilatéral, les relations que nous entretenons avec les CE sont généralement bonnes. Nos efforts de coopération industrielle et nos programmes scientifiques et technologiques conjoints ont donné de bons résultats. Évidemment, il existe certains problèmes, particulièrement aux plans de l'agriculture et des pêches. Le Canada s'oppose aux pratiques de subventionnement des exportations des CE, qui perturbent nos marchés intérieur et extérieurs pour produits agricoles (par exemple ceux du boeuf de qualité industrielle et du blé), et a des problèmes avec certaines de leurs mesures vétérinaires et phytosanitaires. De leur côté, les CE soutiennent que les pratiques en vigueur dans les régions provinciales des alcools leur ont fait perdre des ventes; elles cherchent aussi à obtenir une décision du GATT à l'encontre des mesures compensatoires dont le boeuf irlandais et danois font l'objet au Canada. Dans le secteur des pêches, des différends ont surgi au sujet de l'administration par les CE de leur contingent d'importation, de l'exploitation par des bateaux des CE de stocks de morue adjacents à la zone économique canadienne, de la fermeture de ports canadiens et d'autres mesures prises en réaction à la surpêche et de la coopération bilatérale et multilatérale dans l'observation scientifique et la gestion des ressources halieutiques.

Tableaux économiques comparatifs

Principaux indices économiques et financiers — sept principaux pays industrialisés

Indicateurs économiques		Canada	É.-U.	Japon	France	R.F.A.	Italie	R.-U.
Croissance du PNB réel	1985	4.0	2.7	4.7	1.4	2.5	2.3	3.4
	1986	3.1	2.5	2.5	2.2	2.4	2.8	2.5
	1987	2.0	2.3	2.7	1.8	1.9	2.9	3.0
	1988	3.0	3.1	3.3	2.1	2.0	2.3	2.3
Taux de chômage	1985	10.5	7.2	2.6	10.4	8.2	10.3	11.3
	1986	9.6	7.0	2.8	10.7	7.9	11.1	11.6
	1987	9.2	6.7	3.1	10.8	7.8	11.2	11.2
	1988	8.8	6.6	3.0	11.0	7.6	11.4	11.0
Indice synthétique du PNB (accroissement en %)	1985	3.4	3.3	1.4	5.8	2.2	8.8	6.1
	1986	2.8	2.6	1.8	5.3	3.3	9.1	3.6
	1987	3.5	2.8	1.1	3.0	2.5	5.7	4.6
	1988	3.2	3.4	2.6	2.6	2.6	5.2	5.0
Solde du compte courant (milliards \$US)	1985	-0.4	-117.7	49.2	-0.2	13.3	-4.2	3.8
	1986	-6.3	-140.6	86.0	3.7	36.0	4.7	-1.6
	1987	-8.8	-138.9	83.0	3.6	34.9	3.8	-4.9
	1988	-10.0	-129.4	82.0	2.1	28.7	1.4	-5.8
Solde fiscal général du gouvernement (en % du PNB)	1985	-6.6	-3.5	-1.0	-2.6	-1.1	-14.0	-2.8
	1986	-5.4	-3.2	-1.1	-2.8	-1.0	-12.3	-2.9
	1987	-4.6	-2.9	-1.4	-2.8	-1.0	-11.5	-2.7
	1988	-4.1	-2.5	-1.3	-2.6	-1.1	-11.5	-2.6

Remarques: Le PIB remplace le PNB dans le cas de la France, de l'Italie et du R.-U.
Le taux de chômage se fonde sur les définitions nationales respectives, qui diffèrent quelque peu d'un pays à l'autre.
La balance au compte courant englobe les transferts officiels.
Données historiques pour 1985 et 1986, et prévisions du FMI pour 1987 et 1988.

Source: World Economic Outlook, avril 1987.

Tableaux économiques comparatifs (suite)

Principaux indices économiques et financiers — sept principaux pays industrialisés

Indicateurs financiers		Canada	É.-U.	Japon	France	R.F.A.	Italie	R.-U.
Taux d'intérêt								
Court terme								
	Déc. 85	9.3	8.0	7.3	9.0	4.8	14.7	11.7
	Oct. 86	8.4	5.8	4.6	7.5	4.6	11.1	11.2
	Déc. 86	8.4	6.7	4.3	8.5	4.8	11.4	11.2
	Fév. 87	7.4	6.2	4.0	8.4	4.0	11.4	10.7
	Avr. 87	8.3	7.0	3.9	8.0	3.9	10.0	9.5
Long terme								
	1985 (IV)	10.1	9.6	5.8	11.2	6.5	13.7	9.9
	1986 (I)	9.5	8.1	4.7	9.9	5.9	13.4	8.7
	1986 (II)	9.4	8.2	5.0	8.2	5.9	10.8	8.8
	1986 (III)	9.5	8.1	5.0	7.7	5.8	10.4	10.2
	1986 (IV)	9.2	7.7	4.6	8.8	5.9	10.1	10.1
IPC (var. en % une année sur l'autre)								
	1983	5.8	3.2	1.9	9.6	3.3	14.6	4.6
	1984	4.3	4.3	2.3	7.4	2.4	10.8	5.0
	1985	4.0	3.6	2.0	5.8	2.2	9.2	6.1
	1986	4.2	1.9	0.6	2.2	-0.3	5.9	3.4
Taux de change en \$US/								
	Déc. 84	.757	1	.0040	.105	.322	.00052	1.19
	20 sept. 85	.727	1	.0042	.115	.351	.00052	1.37
	Déc. 85	.717	1	.0044	.130	.398	.00058	1.45
	Déc. 86	.725	1	.0062	.153	.502	.00072	1.44
	20 fév. 87	.752	1	.0065	.165	.550	.00077	1.54
	29 avr. 87	.747	1	.0072	.168	.559	.00078	1.66
Effectif (1980 = 100)								
	1984 (IV)	96.4	138.2	110.6	77.6	106.0	77.4	83.8
	1985 (IV)	89.5	126.6	126.1	81.0	109.9	72.4	88.1
	1986 (I)	86.8	121.0	136.7	82.6	113.0	73.8	82.6
	1986 (II)	87.1	115.7	148.9	80.0	114.1	74.2	83.8
	1986 (III)	86.1	111.2	159.9	79.8	116.9	75.6	78.4
	1986 (IV)	86.2	111.2	154.5	80.7	119.5	76.5	73.8
	1987 (I)	88.2	105.3	157.8	80.7	122.0	75.9	74.9

Sources: World Economic Outlook, Morgan Guaranty,
Ministère des Finances

Pays du Sommet: statistiques (1986)

	Population	PIB total ¹	PIB/per capita	Commerce total ²	Com- merce/ per capita	*APD débourse- ments ³	*APD/ per capita	Croissance de l'emploi ⁴
		(milliards \$US)	(\$US)	(milliards \$US)	(\$US)	(milliards \$US)	(\$US)	(%)
Canada	25 675 000	358,8	13 975	168,0	6 543	1,699	66,17	2,9
États-Unis	240 468 000	4 166,8	17 328	587,3	2 442	9,784	40,69	2,3
Japon	121 440 000	1 958,5	16 127	338,5	2 787	5,700	46,94	0,9
RFA	61 048 000	890,0	14 579	432,1	7 078	3,879	63,54	1,2
France	55 679 000	705,5	12 671	248,0	4 454	**	**	0,3
Royaume-Uni	56 731 000	544,7	9 601	233,3 ⁵	4 150	1,796	31,66	0,4
Italie	57 221 000	504,0	8 808	197,4	3 450	2,423	42,34	0,6

*Aide publique au développement

**Statistiques comparées non disponibles

Source: ¹ OCDE, «Principaux indicateurs économiques», mars 1987 (chiffres provisoires)

² OCDE, «Statistiques mensuelles du commerce extérieur», mars 1987

³ Estimations provisoires de l'OCDE

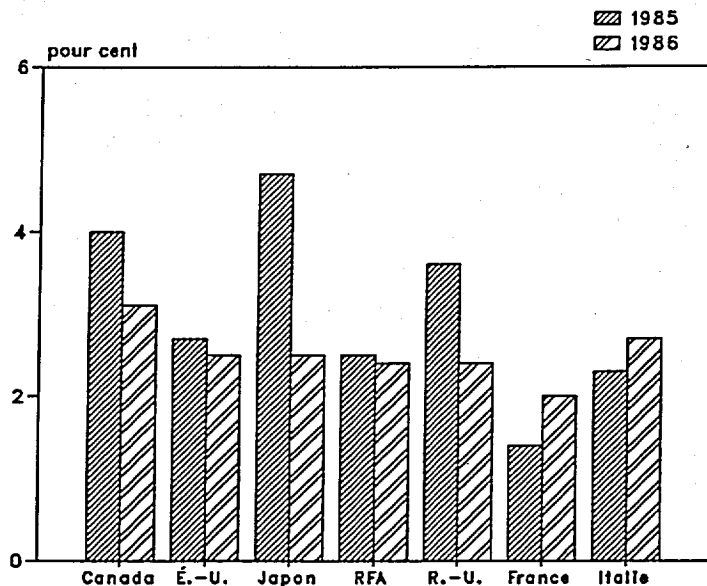
⁴ FMI, «Perspectives économiques mondiales», avril 1987

⁵ Central Statistical Office (R.-U.), «Monthly Digest of Statistics», mai 1987

N.B.: Ces données sont fondées sur les taux de change de 1986 et, par conséquent, elles reflètent la valeur relative des dollars américain et canadien par rapport au yen et aux monnaies européennes.

A. PRODUCTION ET DEMANDE

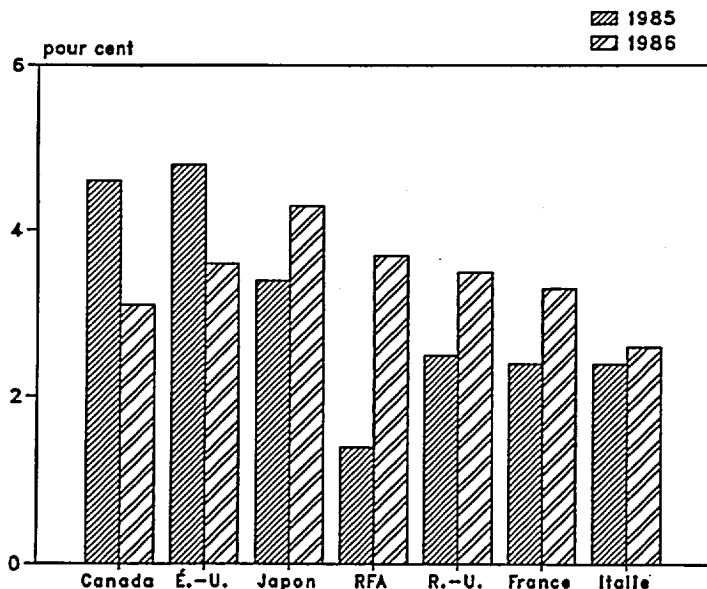
Graphique 1
Variation du PIB/PNB réel



Les principaux pays de l'OCDE ont connu une croissance économique d'une lenteur inattendue en 1986, malgré une baisse mondiale marquée des prix du pétrole et des taux d'intérêt. Le ralentissement le plus remarquable a été enregistré au Japon où le PNB n'a augmenté que de 2,5 p. cent, après une croissance de 4,7 en 1985. Dans les quatre pays européens, la moyenne de croissance s'est établie à 2,4 p. cent.

Parmi les pays du Groupe des Sept, c'est le Canada qui a enregistré la plus forte croissance en 1986, soit 3,1 p. cent.

Graphique 2
Variation de la demande intérieure finale réelle

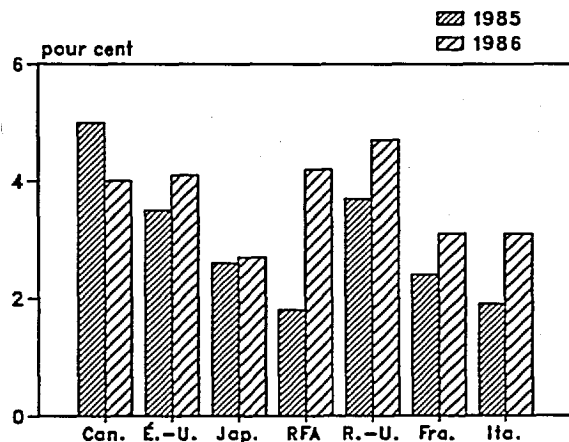


Par suite de la baisse des exportations nettes réelles, c'est l'économie intérieure qui a dû prendre la relève dans la plupart des pays. La croissance de la demande intérieure finale a été plus rapide en 1986 qu'en 1985 dans tous les pays d'outre-mer, mais a connu un ralentissement au Canada et aux États-Unis.

En 1986, la demande intérieure finale a connu une croissance beaucoup plus forte que le PNB au Japon (4,3 p. cent comparativement à 2,5 p. cent), légèrement plus élevée en Europe (3,3 p. cent par rapport à 2,4 p. cent) et aux États-Unis (3,6 p. cent comparativement à 2,5 p. cent), et à peu près semblable au Canada.

Graphique 3 Demande intérieure finale par éléments

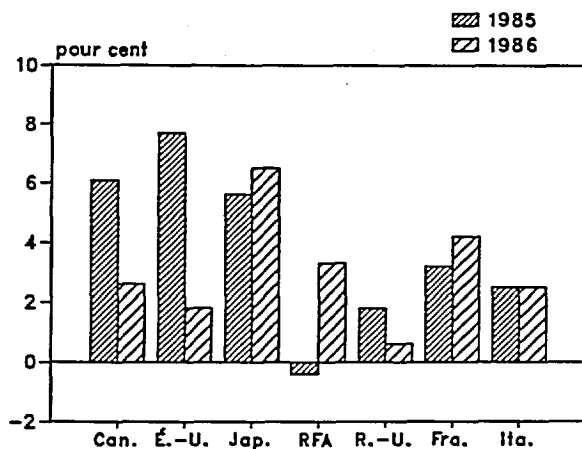
Variation des dépenses de consommation



Les dépenses de consommation, stimulées par la baisse mondiale des taux d'intérêts et les gains réalisés au chapitre des revenus réels, ont été l'élément le plus solide de la demande intérieure finale dans les principaux pays de l'OCDE.

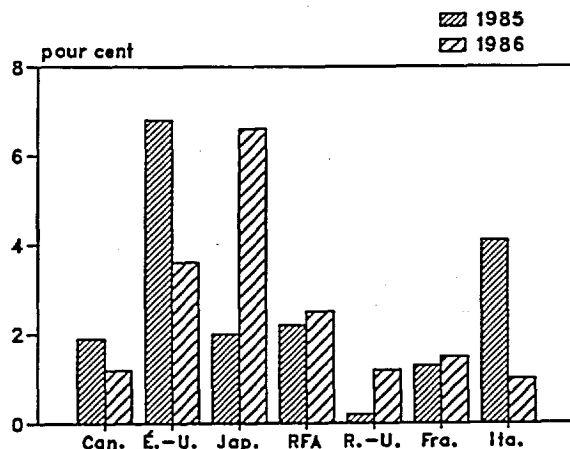
Le Royaume-Uni a connu la croissance la plus rapide en 1986, le Canada, la RFA et les États-Unis réussissant également à enregistrer un taux supérieur à 4 p. cent.

Variation de l'investissement



Les investissements ont connu une croissance relativement faible dans tous les pays du Groupe des Sept, sauf peut-être au Japon. En Europe et au Japon, l'appréciation des devises a affecté les secteurs d'exportation et, par conséquent, les investissements. Par contre, les pays où la dépréciation des devises aurait pu stimuler les investissements (le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis) ont tous d'importants intérêts dans le secteur énergétique, où les investissements ont connu une baisse considérable en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole.

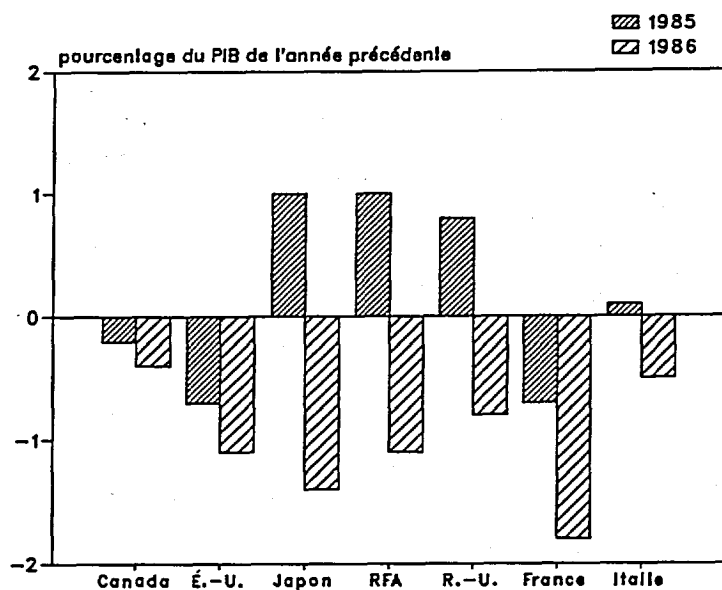
Variation des dépenses publiques



En 1986, les trois pays du Groupe des Sept qui affichaient les déficits publics les plus élevés par rapport au PNB, le Canada, les États-Unis et l'Italie, ont ralenti la croissance de leurs dépenses publiques.

L'augmentation subite des dépenses au Japon en 1986 est attribuée à une hausse exceptionnelle pendant le quatrième trimestre, et les dépenses devraient revenir à leurs niveaux antérieurs.

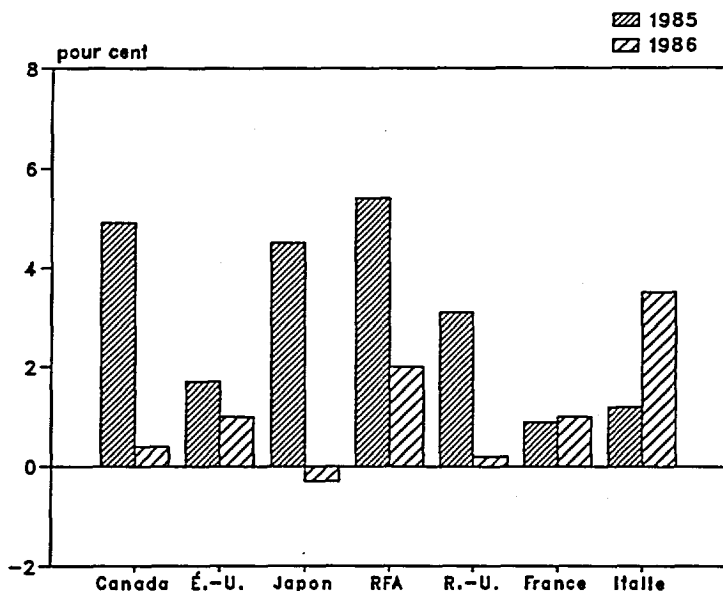
Graphique 4
Variation des balances commerciales réelles



Depuis la fin de 1985, la plupart des grandes économies ont vu leur balance commerciale réelle se détériorer continuellement, ce qui a ralenti leur croissance générale. En 1986, les balances commerciales réelles ont eu des effets négatifs sur la croissance économique de tous les pays du Groupe des Sept, ce qui se produisait pour la deuxième année consécutive au Canada, aux États-Unis et en France.

En RFA et au Japon, deux pays affichant d'importants soldes excédentaires du compte courant, la baisse des exportations réelles nettes en 1986 a diminué la croissance globale de 1 et de 1,5 p. cent, respectivement.

Graphique 5
Variation de la production industrielle

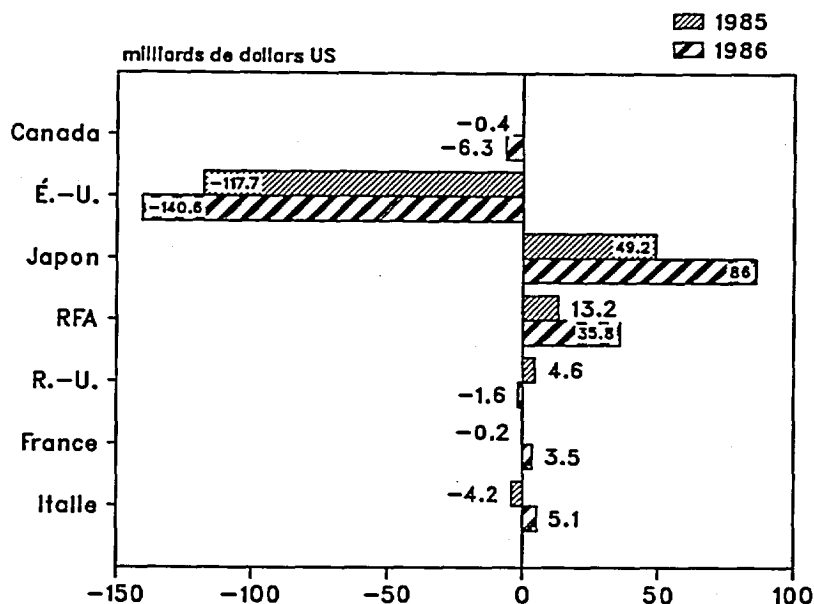


Dans tous les principaux pays de l'OCDE sauf l'Italie, le taux de croissance de la production industrielle est tombé sous la barre des 2 p. cent en 1986.

Ce recul, surtout au Japon et en RFA, soulève des inquiétudes de plus en plus vives quant à la capacité de ces pays d'enregistrer une forte croissance en 1987. Le FMI et l'OCDE ont tous deux révisé à la baisse leurs prévisions de croissance réelle pour la plupart de ces pays en 1987.

B. SECTEUR EXTERNE

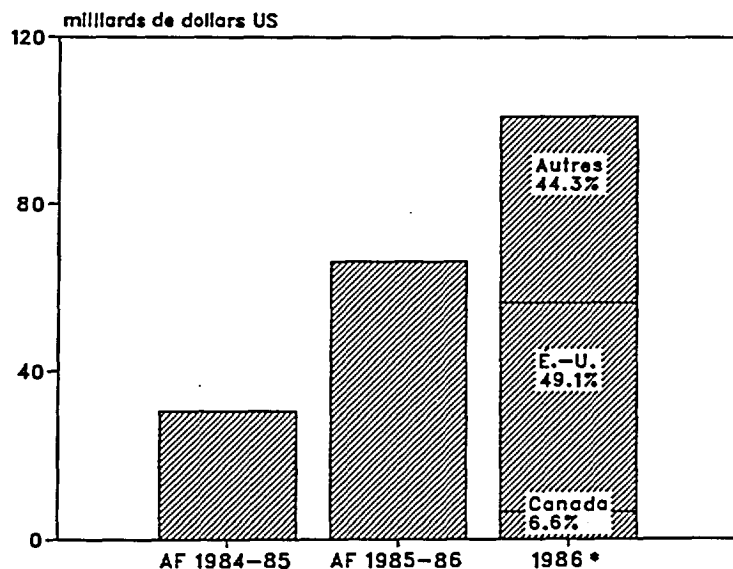
Graphique 6
Soldes aux comptes courants



Les données actuelles sur les comptes courants des pays du Groupe des Sept révèlent que les déséquilibres persistants du commerce international ne se sont pas corrigés en 1986. Tandis que le déficit américain augmentait de 23 milliards \$US, les excédents japonais ont presque doublé, passant de 49 milliards \$US à 86 milliards \$US et les excédents allemands, de 13 milliards \$US à 36 milliards \$US.

Le déficit du compte courant du Canada s'est encore accru en 1986, la baisse de la demande extérieure continuant de gruger l'excédent du commerce des marchandises.

Graphique 7
Investissements indirects du Japon à l'étranger

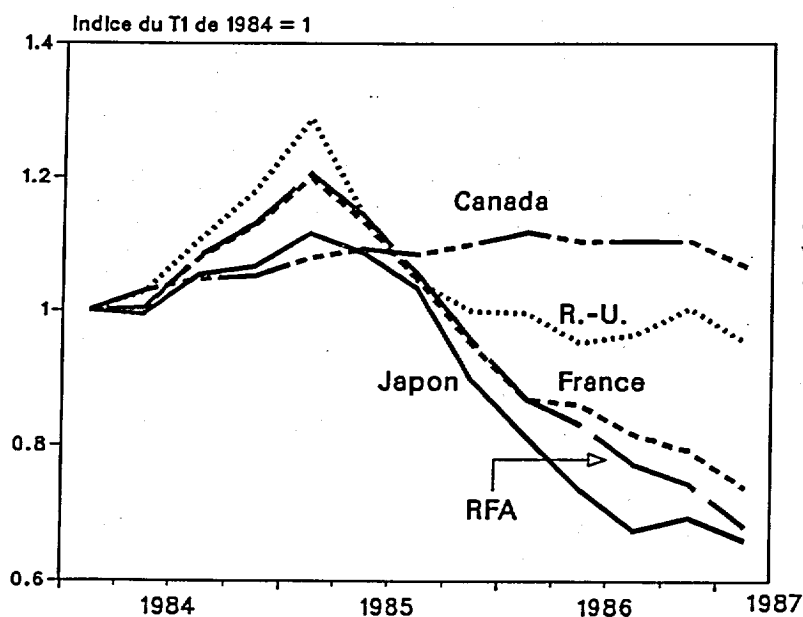


Les énormes excédents commerciaux et une forte tendance à l'épargne ont entraîné des hausses rapides des investissements du Japon à l'étranger au cours des quelques dernières années. Environ 90 p. cent des investissements du Japon à l'étranger sont des investissements indirects, en majorité sous forme d'obligations de l'État. Recherchant avant tout des placements sûrs et à bon rendement les Japonais investissent surtout aux États-Unis (49 p. cent en 1986).

Même si seulement une petite partie des investissements japonais sont faits au Canada, cette proportion s'accroît continuellement par suite de l'appréciation du yen par rapport au dollar américain.

* 1986 est l'année civile.
Source: Ambassade du Japon, Ottawa.

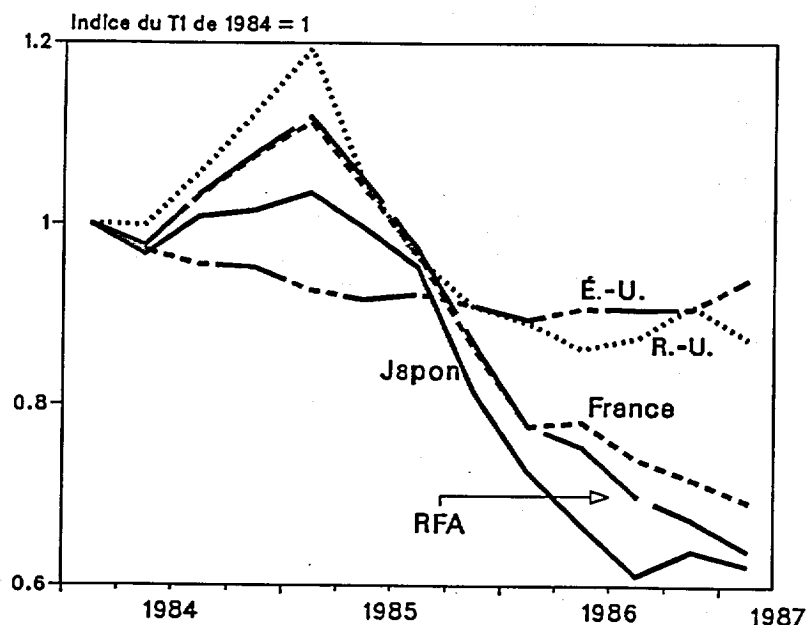
Graphique 8
Dépréciation du dollar américain
par rapport à certaines devises



La dépréciation du dollar américain par rapport à la plupart des autres devises, qui s'est amorcée au début de 1985, s'est poursuivie en 1986.

En 1986, le dollar américain s'est apprécié de 4 et 4,5 p. cent respectivement par rapport au dollar canadien et à la livre sterling.

Graphique 9
Dépréciation du dollar canadien
par rapport à certaines devises



À l'instar du dollar américain, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au yen japonais et à la plupart des devises européennes. Depuis le début de 1985, le dollar canadien a perdu environ 40 p. cent de sa valeur par rapport au yen, au franc et au deutsche mark et s'est déprécié de 24 p. cent par rapport à la livre sterling.

LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

L'OCDE a été fondée en 1961 pour remplacer l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui avait été créée en 1948 dans le cadre du plan Marshall. L'OCDE, dont le siège est à Paris, est un forum qui permet aux représentants des gouvernements des pays industrialisés de partager des données sur leurs économies respectives et de se consulter sur les approches à adopter à l'égard de questions économiques internationales. On y discute également de questions sociales. Le Conseil de l'OCDE, composé des 24 États membres dont le Canada, se réunit généralement une fois l'an au niveau ministériel. La dernière réunion a eu lieu les 12 et 13 mai 1987. Le secrétaire général est M. Jean-Claude Paye de France.

La Banque mondiale

La Banque mondiale regroupe trois organisations: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), créée en 1945; l'Association internationale de développement (IDA); et la Société financière internationale (SFI). L'objectif commun de ces trois organismes est d'aider à hausser le niveau de vie dans les pays en développement en y canalisant les ressources financières mises à leur disposition par les pays développés.

Chaque État membre nomme un représentant au Conseil des gouverneurs (le plus souvent le ministre des Finances ou le gouverneur de la Banque centrale). Le Conseil se réunit habituellement une fois l'an. La BIRD compte 151 États membres, dont le Canada. Le président est M. Barber Conable des États-Unis. La tradition veut que le président de la BIRD soit un Américain et que le directeur général du FMI soit un Européen.

Le Fonds monétaire international

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en décembre 1945. Il a pour but de promouvoir la coopération monétaire internationale, de faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international et de favoriser la stabilité du cours des devises. Le FMI offre une aide financière aux pays membres qui éprouvent des difficultés de balance des paiements et les aide à améliorer leur gestion économique. Il supervise également le fonctionnement du système monétaire international.

Le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs, créé en 1974, se réunit généralement deux fois l'an. Il se compose de 22 membres représentant les mêmes pays ou groupes de pays qui composent le Conseil d'administration. Le Comité du développement (Comité ministériel mixte des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds pour le transfert des ressources réelles aux pays en développement) a également été mis sur pied en 1974, et doté d'une structure similaire à celle du Comité intérimaire; son rôle consiste à examiner les questions relatives aux politiques de développement ainsi que les besoins financiers. Le FMI compte 151 pays membres, dont le Canada. Son Directeur général est M. Michel Camdessus de France.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Le GATT est un accord commercial multilatéral en vigueur depuis 1948. Il s'agit d'un mécanisme international qui fixe des règles commerciales acceptées par les pays responsables de la majeure partie du commerce mondial. Le Secrétariat du GATT se trouve au siège des Nations Unies à Genève. L'objectif premier du GATT est de libéraliser le commerce mondial. Sept séries d'entretiens (négociations commerciales multilatérales) ont déjà eu lieu dans le cadre du GATT. En septembre 1986, les États membres du GATT se sont entendus sur le lancement d'une nouvelle série de négociations, dite «Uruguay Round». Le GATT compte 93 États membres, dont le Canada. Son Directeur général est M. Arthur Dunkel de Suisse.

Groupe des Sept

Lors du Sommet économique de Tokyo, en 1986, un groupe composé des ministres des Finances des sept pays du Sommet a été créé afin d'assurer une surveillance, une coopération et une coordination plus efficaces des politiques économiques internationales et d'améliorer la performance économique des principaux pays.

Depuis sa formation en mai dernier, le Groupe des Sept s'est réuni trois fois: le 27 septembre 1986 à Washington, le 22 février 1987 à Paris et le 8 avril 1987 à Washington. Le Directeur général du FMI a participé à ces réunions. Elles constituent des étapes importantes dans le processus de surveillance multilatérale des économies respectives de chaque membre du groupe, conformément aux dispositions arrêtées à Tokyo

en vue de renforcer la coopération et la coordination en matière de politique économique.

Lors de leur réunion à Paris, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales ont convenu de recourir plus pertinemment aux indicateurs économiques pour arrêter les dispositions de surveillance multilatérale. À cette fin, il est notamment prévu de procéder à des examens périodiques des objectifs et des projections économiques à moyen terme à l'aide de variables nationales et externes et, au moyen d'indicateurs de performance, de déterminer régulièrement si l'évolution économique actuelle est conforme aux objectifs et aux projections à moyen terme et s'il est nécessaire d'envisager des mesures correctives. Initialement, les objectifs et projections comprenaient les variables clés suivantes: croissance, inflation, comptes courants/balances commerciales, performance budgétaire, conditions monétaires et taux de change.

DÉCLARATIONS FAITES AU SOMMET DE TOKYO

DÉCLARATION ÉCONOMIQUE

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés et les représentants de la Communauté européenne, réunis à Tokyo pour le douzième Sommet économique, avons examiné l'évolution de l'économie mondiale depuis notre rencontre à Bonn il y a un an, et avons réaffirmé notre constante détermination à travailler ensemble pour soutenir et accroître la prospérité et le bien-être des peuples de nos pays, à soutenir les efforts des pays en développement pour promouvoir leur croissance économique et leur prospérité, et à améliorer le fonctionnement du système monétaire international et des échanges mondiaux.
2. Les progrès réalisés depuis notre dernière rencontre reflètent l'efficacité des politiques que nous nous sommes engagés à appliquer lors des Sommets économiques de ces dernières années. Les économies des pays industrialisés connaissent maintenant leur quatrième année d'expansion. Dans tous nos pays, le taux d'inflation a baissé. Conjugué à la mise en oeuvre de politiques monétaires et budgétaires prudentes, ceci a permis une baisse substantielle des taux d'intérêt. Il y a eu une modification importante de la grille des taux de change, qui reflète mieux les conditions économiques fondamentales. Pour les pays industrialisés et en fait pour l'économie mondiale, la baisse récente des prix du pétrole contribuera à maintenir une croissance non inflationniste et à augmenter le volume des échanges mondiaux, en dépit des difficultés que cette baisse crée pour certains pays producteurs de pétrole. Dans l'ensemble, cette évolution ouvre des perspectives plus encourageantes pour l'avenir de l'économie mondiale et permet de l'envisager avec davantage de confiance.
3. Cependant, l'économie mondiale est encore confrontée à un certain nombre de problèmes difficiles qui pourraient compromettre la poursuite de la croissance, notamment un chômage élevé, des déséquilibres internes et externes importants, une incertitude quant à l'évolution à venir des taux de change, le maintien de pressions protectionnistes, la persistance de difficultés pour de nombreux pays en développement, de graves problèmes d'endettement pour certains d'entre eux, et une incertitude quant à l'évolution à moyen terme du prix de l'énergie. Si nous laissons persister trop longtemps d'importants déséquilibres et d'autres distorsions, ceux-ci constitueront une menace de plus en plus grande pour la croissance économique mondiale et pour le système de commerce multilatéral ouvert.
4. Nous soulignons la nécessité d'appliquer dans tous les pays des politiques d'ajustement structurel efficaces concernant l'ensemble des activités économiques afin d'améliorer la croissance, l'emploi et l'intégration des économies nationales dans l'économie mondiale. Ces politiques incluent l'innovation technologique, l'adaptation des structures industrielles et la croissance du commerce et des investissements directs étrangers.
5. Dans chacun de nos pays, il demeure essentiel de maintenir un strict contrôle des dépenses publiques dans un cadre à moyen terme approprié de politiques budgétaires et monétaires. Dans certains de nos pays, il continue à y avoir des déficits budgétaires excessifs que les gouvernements concernés sont déterminés à réduire progressivement.
6. Depuis notre dernière rencontre, nous avons remporté quelques succès dans la création d'emplois nouveaux pour répondre à l'augmentation de la main-d'oeuvre, mais le chômage demeure beaucoup trop élevé dans nombre de nos pays. Une croissance non inflationniste reste la clé essentielle pour limiter et réduire le chômage, mais elle doit être renforcée par des politiques qui encouragent la création d'emplois, en particulier dans les industries nouvelles et de haute technologie et dans les petites entreprises.
7. En même temps, il est important qu'il y ait une coordination étroite et permanente des politiques économiques entre les sept pays du Sommet. Nous nous félicitons des exemples récents d'amélioration de la coordination entre le groupe des cinq ministres des Finances et les banques centrales, qui ont contribué à modifier la grille des taux de change et à abaisser les taux d'intérêt sur une base ordonnée et non inflationniste. Nous convenons toutefois que des mesures complémentaires devraient être prises pour renforcer encore les mécanismes mis en place pour assurer une coordination efficace de la politique économique internationale.

À cette fin, les chefs d'État ou de gouvernement:

- conviennent de constituer un nouveau groupe des sept ministres des Finances, comprenant ceux de l'Italie et du Canada,

qui travailleront ensemble plus étroitement et plus fréquemment dans les intervalles entre les Sommets annuels;

- demandent aux sept ministres des Finances d'examiner collectivement, au moins une fois par an, leurs objectifs et prévisions économiques respectifs en utilisant les indicateurs spécifiés ci-dessous, en accordant une attention particulière à leur compatibilité mutuelle.

Avec les représentants de la Communauté européenne:

- déclarent que les objectifs d'une meilleure coordination devraient inclure expressément la promotion d'une croissance économique non inflationniste, le recours accru aux incitations du marché pour favoriser l'emploi et l'investissement productif, l'ouverture du système des échanges et des investissements internationaux, et le progrès vers une plus grande stabilité des taux de change;
- réaffirment l'engagement pris au Sommet de Versailles en 1982 de coopérer avec le FMI pour renforcer la surveillance multilatérale, en particulier entre les pays dont les monnaies constituent le DTS, et demandent que, dans l'exercice de cette surveillance et en association avec le directeur général du FMI, leurs prévisions économiques respectives soient passées en revue en prenant en compte des indicateurs tels que les taux de croissance du PNB, les taux d'inflation, les taux d'intérêt, les taux de chômage, les niveaux de déficit budgétaire, les balances courantes et les balances commerciales, les taux de croissance des agrégats monétaires, les réserves et les taux de change;
- invitent les ministres des Finances et les banques centrales à faire, dans l'exercice de la surveillance multilatérale, tous les efforts nécessaires pour parvenir à un accord sur les mesures correctives à apporter toutes les fois qu'il se produit une déviation importante par rapport à une orientation projetée; et recommandent que les mesures correctives s'appuient avant tout sur les conditions économiques fondamentales sous-jacentes tout en réaffirmant l'engagement pris à Williamsburg en 1983 d'intervenir sur les marchés des changes lorsque ce sera utile;

Les chefs d'État ou de gouvernement:

- demandent au groupe des cinq ministres des Finances d'inclure dans leurs réunions le

Canada et l'Italie toutes les fois qu'il sera discuté et traité de la gestion ou de l'amélioration du système monétaire international et des mesures de politique économique y afférentes;

- invitent les ministres des Finances à faire rapport au prochain Sommet économique.

Ces améliorations de la coordination devraient être accompagnées d'efforts semblables au sein du Groupe des dix.

8. L'application de ces politiques par les pays industrialisés peut aider les pays en développement dans la mesure où elle renforce l'économie mondiale, crée les conditions d'une baisse des taux d'intérêt, permet d'accroître les flux financiers vers les pays en développement, favorise les transferts de technologie et améliore l'accès aux marchés des pays industrialisés. En même temps, les pays en développement et notamment les pays débiteurs pourraient être amenés à jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale en adoptant des politiques d'ajustement structurel efficaces associées à des mesures visant à mobiliser l'épargne nationale, à encourager le rapatriement des capitaux, à créer un climat plus propice aux investissements étrangers et à promouvoir des politiques commerciales plus ouvertes. À cet égard, constatant en particulier la situation difficile qu'affrontent les pays très dépendants des exportations de produits de base, nous convenons de continuer à soutenir leurs efforts pour assurer une plus grande part de la transformation de leurs produits, pour diversifier leurs économies, et nous convenons de tenir compte de leurs besoins en matière d'exportation dans la formulation de nos propres politiques commerciales et internes.

9. Les flux financiers privés continueront de jouer un rôle important pour répondre à leurs besoins de développement. Nous réaffirmons notre volonté de maintenir et au besoin d'accroître les flux financiers publics tant bilatéraux que multilatéraux vers les pays en développement. À cet égard, nous attachons une grande importance à une huitième reconstitution rapide et substantielle des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) et à une augmentation générale du capital de la Banque mondiale lorsque ce sera nécessaire. Nous attendons des progrès dans la mise en oeuvre de l'agence de garantie multilatérale pour l'investissement.

10. Nous réaffirmons que l'approche au cas par cas des problèmes de la dette internationale conserve toute son importance. Nous saluons les

progrès faits dans la mise en oeuvre de la stratégie concertée à l'égard de la dette, fondée en particulier sur l'initiative américaine. Les institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement, continueront à jouer un rôle central, et nous saluons les initiatives allant dans le sens d'une coopération plus étroite entre ces institutions, en particulier entre le FMI et la Banque mondiale. Des programmes d'ajustement sains exigeront aussi la reprise des prêts des banques commerciales, la flexibilité dans le rééchelonnement de la dette et un accès approprié aux crédits à l'exportation.

11. Nous saluons l'amélioration générale de la situation alimentaire en Afrique. Néanmoins, un certain nombre de pays africains continuent à avoir besoin d'une aide d'urgence et nous sommes prêts à la leur fournir. Plus généralement, nous continuons à reconnaître qu'il convient d'accorder un haut degré de priorité à la satisfaction des besoins de l'Afrique. Les mesures définies dans le rapport sur l'aide à l'Afrique, que nos ministres des Affaires étrangères ont adopté et nous ont remis, devraient être appliquées avec détermination. L'aide devrait se concentrer en particulier sur le développement économique à moyen et à long termes de ces pays. Dans ce contexte, nous attachons une grande importance à poursuivre la coopération par le biais de la facilité spéciale pour l'Afrique subsaharienne, la mise en place rapide de la nouvelle facilité pour l'ajustement structurel du Fonds monétaire international et l'utilisation de l'AID. Notre intention est de participer activement à la prochaine session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique pour poser les fondations d'un développement à long terme de la région.

12. Le système de commerce multilatéral ouvert est une des clés de l'efficacité et de l'expansion de l'économie mondiale. Nous réaffirmons notre engagement d'arrêter et de faire reculer le protectionnisme, de réduire et de démanteler les restrictions au commerce. Nous soutenons le renforcement du système et du fonctionnement du GATT, son adaptation aux nouveaux développements du commerce mondial et à l'environnement économique international, et souhaitons que de nouveaux sujets soient soumis à une certaine forme de discipline internationale.

Le nouveau cycle de négociations multilatérales devrait traiter, entre autres, la question des échanges de services, les aspects commerciaux du droit de propriété intellectuelle et l'investissement direct étranger.

Une plus grande libéralisation du commerce est, nous en sommes convaincus, aussi importante pour les pays en développement que pour nous-mêmes, et nous sommes pleinement engagés dans le processus de préparation du GATT en ayant en vue un lancement rapide du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Nous nous emploierons lors de la session ministérielle de septembre à progresser de manière décisive dans cette direction.

13. Nous constatons avec préoccupation qu'une situation de surplus structurel global existe maintenant pour quelques produits agricoles importants, en partie en raison d'améliorations technologiques, en partie en raison de changements sur le marché mondial et en partie en raison de politiques anciennes de subventions nationales et de protection de l'agriculture dans tous nos pays.

Ceci porte préjudice aux économies de certains pays en développement et est susceptible d'aggraver le risque d'une extension des pressions protectionnistes. C'est un problème qui nous est commun à tous et qui ne peut être traité que par une coopération mutuelle. Nous reconnaissons tous l'importance de l'agriculture pour le bien-être des communautés rurales, mais nous sommes tombés d'accord sur le fait que, quand il existe des surplus, une action est nécessaire pour réorienter les politiques et ajuster les structures de la production agricole compte tenu de la demande mondiale. Nous reconnaissons l'importance d'une bonne appréhension de ces problèmes et exprimons notre détermination à soutenir pleinement les travaux de l'OCDE dans ce domaine.

14. Conscients du fait que la baisse du prix du pétrole doit beaucoup aux politiques énergétiques que nous avons menées collectivement au cours de la dernière décennie, nous reconnaissons la nécessité de poursuivre des politiques permettant d'atteindre à long terme une stabilité du marché de l'énergie et une sécurité de l'approvisionnement. Nous constatons que la situation actuelle du marché pétrolier permet aux pays qui le souhaitent d'accroître le niveau de leurs stocks.

15. Nous réaffirmons l'importance de la science et de la technologie pour la croissance dynamique de l'économie mondiale et prenons note avec satisfaction du rapport final du groupe de travail Technologie, Croissance et Emploi. Nous saluons les progrès faits par le programme américain de station spatiale habitée et par le programme autonome de l'agence spatiale européenne (ESA). Nous soulignons l'importance d'une

coopération véritable et d'un échange approprié d'informations, d'expériences et de technologies entre les États participants. Nous constatons aussi avec satisfaction les résultats du symposium sur la Neurosciences et l'Éthique organisé par la République fédérale d'Allemagne et nous apprécions la décision du gouvernement canadien d'accueillir la prochaine réunion.

16. Nous réaffirmons notre responsabilité partagée avec d'autres gouvernements de préserver l'environnement naturel et nous continuons à attacher de l'importance à la coopération internationale dans la prévention et le contrôle efficaces de la pollution et dans la gestion des ressources naturelles. Dans cet esprit, nous prenons note du travail des experts en environnement sur l'amélioration et l'harmonisation des techniques et des pratiques de mesure de l'environnement et nous leur demandons de faire rapport dès que possible. Nous reconnaissons aussi la nécessité de renforcer la coopération avec les pays en développement en matière d'environnement. Nous sommes d'accord pour nous rencontrer de nouveau en 1987 et avons accepté l'invitation du Président du Conseil du gouvernement italien à nous réunir en Italie.

DÉCLARATION POUR UN AVENIR MEILLEUR

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grandes nations industrielles et les représentants de la Communauté européenne, profondément enracinés dans les civilisations d'Europe et d'Asie, avons saisi l'occasion de notre réunion à Tokyo pour porter nos regards non seulement jusqu'à la fin du siècle, mais aussi sur le siècle prochain. Nous envisageons l'avenir avec confiance et détermination, partageant des principes et des objectifs communs, et conscients de nos forces.

2. Les principes et objectifs communs que nous avons réaffirmés lors des Sommets précédents portent leurs fruits. Les nations qui entourent le Pacifique connaissent un développement dynamique grâce au libre-échange, en s'appuyant sur leurs héritages riches et variés. Les pays d'Europe occidentale, les membres de la Communauté en particulier, connaissent un nouvel essor en portant leur coopération à de nouveaux paliers. Les pays d'Amérique du Nord, enrichis à la fois par les cultures européennes et asiatiques, sont fermes dans leur attachement à promouvoir le potentiel humain dans la liberté.

Dans le monde entier, nous constatons l'attrait puissant de la démocratie et le fait que l'on reconnaît de plus en plus que l'initiative personnelle, la créativité individuelle et la justice sociale sont les sources principales du progrès. Plus que jamais, nous devons tous unir nos énergies dans la recherche d'un monde plus sûr, plus sain, plus civilisé et prospère, libre et pacifique. Nous avons la conviction que l'association étroite du Japon, de l'Amérique du Nord et de l'Europe apportera une contribution importante à cette fin.

3. Nous réaffirmons notre attachement commun au renforcement de la paix et, dans le cadre de ces efforts, à l'établissement de rapports plus stables et plus constructifs entre l'Est et l'Ouest. Chacun de nous est prêt à engager une coopération dans des domaines d'intérêt commun. Au sein des alliances existantes, chacun de nous est décidé à entretenir une défense forte et crédible, capable de protéger les libertés et de dissuader l'agression, sans pour autant menacer la sécurité des autres. Nous savons que la paix ne peut être sauvegardée simplement par la force militaire. Chacun de nous veut s'attaquer aux divergences entre l'Est et l'Ouest par la voie du dialogue et de la négociation au plus haut niveau. À cette fin, chacun de nous est favorable à des réductions équilibrées, importantes et vérifiables des niveaux d'armements, à des mesures renforçant la confiance et réduisant les risques de conflit, et au règlement pacifique des différends. Rappelant que les États-Unis et l'Union soviétique sont convenus d'accélérer les travaux de Genève, nous apprécions les efforts de négociation des États-Unis et nous invitons l'Union soviétique à négocier également de façon positive. En sus de ces efforts, nous oeuvrerons également pour un plus grand respect des droits de la personne dans le monde entier.

4. Nous proclamons notre conviction que, dans le monde actuel, caractérisé par une interdépendance croissante, nos pays ne peuvent pas jouir d'une stabilité et d'une prospérité durables s'il n'y a pas de stabilité et de prospérité dans le monde en développement ou s'il n'existe pas de coopération entre nous pour atteindre ces objectifs. Nous nous engageons donc à nouveau à lutter contre la faim, la maladie et la pauvreté, afin que les pays en développement puissent aussi contribuer pleinement à bâtir un avenir prometteur pour nous tous.

5. Nous nous devons de transmettre aux générations futures un environnement sain et une culture riche à la fois de valeurs spirituelles et

matérielles. Nous sommes résolus à poursuivre une action internationale efficace pour lutter contre la toxicomanie. Nous affirmons notre volonté de travailler ensemble dans un monde qui respecte l'être humain dans la diversité de ses talents, de ses croyances, de ses cultures et de ses traditions. Dans un monde ainsi fondé sur la paix, la liberté et la démocratie, les idéaux de justice sociale pourront être réalisés et il existera des possibilités d'emploi pour tous. Nous devons exploiter avec sagesse le potentiel de la science et de la technologie, et développer leurs bienfaits par la coopération et les échanges. Nous avons la lourde responsabilité de former la génération future dans l'esprit de créativité qui sied au vingt-et-unième siècle, et de lui transmettre la valeur d'une vie vécue dans la liberté et la dignité.

DÉCLARATION SUR LE TERRORISME INTERNATIONAL

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grandes démocraties et les représentants de la Communauté européenne, réunis ici à Tokyo, réaffirmons fermement notre condamnation du terrorisme international sous toutes ses formes, de ses complices et de ceux, gouvernements y compris, qui le parrainent ou le soutiennent. Nous abhorrons l'accroissement de ce terrorisme depuis notre dernière rencontre, et en particulier son utilisation flagrante et cynique en tant qu'instrument de politique gouvernementale. Le terrorisme n'a pas de justification. Il ne s'étend que par l'usage de moyens indignes, au mépris des valeurs de la vie humaine, de la liberté et de la dignité. Il doit être combattu implacablement et sans compromis.

2. Reconnaisant la lutte constante contre le terrorisme comme une tâche à entreprendre par la communauté internationale dans son ensemble, nous nous engageons à déployer un maximum d'efforts dans la lutte contre ce fléau. Le terrorisme, pour être combattu efficacement, doit l'être par une action déterminée, tenace, discrète et patiente, associant une action nationale à une coopération internationale. En conséquence, nous demandons instamment à toutes les nations partageant notre point de vue de collaborer avec nous, en particulier au sein d'instances internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), l'Organisation maritime internationale (OMI), en faisant appel à leur compétence pour améliorer

et étendre les mesures de lutte contre le terrorisme et ceux qui le parrainent ou le soutiennent.

3. Les chefs d'État ou de gouvernement conviennent d'intensifier, dans les instances appropriées, les échanges d'information sur les menaces actuelles et potentielles émanant d'activités terroristes et de ceux qui les parrainent ou les soutiennent, ainsi que sur les manières de les prévenir.

4. Nous indiquons ci-dessous les mesures qui pourraient être prises par tout gouvernement qui se déclarerait concerné, pour ôter aux terroristes internationaux l'occasion et les moyens d'atteindre leurs buts et pour identifier et dissuader les auteurs d'un tel terrorisme.

Nous avons décidé d'appliquer ces mesures dans le cadre du droit international et dans le cadre de chaque juridiction nationale, à tout État clairement impliqué dans le soutien ou le parrainage du terrorisme international, et en particulier à la Libye, aussi longtemps que l'État concerné ne renoncera pas à être complice ou soutien de ce terrorisme.

Ces mesures sont:

- Refus d'exporter des armes vers les États qui parrainent et soutiennent le terrorisme.
- Limitation stricte de la taille des missions diplomatiques et consulaires et des autres organismes officiels qu'entretiennent à l'étranger les États engagés dans de telles activités, contrôle des déplacements des membres de leurs missions ou organismes et, au besoin, réductions très importantes de ces missions ou organismes, pouvant aller jusqu'à leur fermeture.
- Interdiction d'entrée à toute personne, y compris le personnel diplomatique, expulsée ou exclue de l'un de nos États pour suspicion d'implication dans le terrorisme international ou condamnée pour un acte de terrorisme.
- Améliorer les procédures d'extradition, en respectant parfaitement les procédures du droit interne, pour traduire devant la justice ceux qui ont perpétré de tels actes de terrorisme.
- Immigration plus stricte et procédures et formalités de visa à l'égard des ressortissants d'États qui parrainent ou soutiennent le terrorisme.

—Coopération bilatérale et multilatérale la plus étroite possible entre organismes de police et de sécurité et entre autres autorités compétentes dans la lutte contre le terrorisme.

Chacun de nous est déterminé à travailler dans les organismes internationaux appropriés dont il est membre afin de faire en sorte que des mesures similaires soient acceptées et mises en oeuvre par le plus grand nombre possible d'autres gouvernements.

5. Nous maintiendrons une coopération étroite dans l'application des objectifs de cette déclaration et dans l'étude de mesures ultérieures.

Nous sommes convenus de renforcer rendre la déclaration faite à Bonn en 1978 à l'égard de toutes les formes de terrorisme affectant l'aviation civile. Nous sommes prêts à promouvoir sur le plan bilatéral et multilatéral toute action qu'envisageront les organisations internationales ou les instances compétentes pour lutter contre le terrorisme international sous toutes ses formes.

DÉCLARATION SUR LES INCIDENCES DE L'ACCIDENT NUCLÉAIRE DE TCHERNOBYL

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés et les représentants de la Communauté européenne, avons discuté des incidences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Nous exprimons notre profonde sympathie à ceux qui ont été touchés. Nous demeurons prêts à apporter une aide, en particulier médicale et technique, lorsque la demande en sera faite et dans la forme demandée.

2. L'énergie nucléaire est et continuera à être, si elle est convenablement gérée, une source d'énergie de plus en plus largement utilisée. Chaque pays a la responsabilité aux yeux du monde de garantir la sûreté et la sécurité. Chaque pays engagé dans un programme de production d'énergie nucléaire assume la pleine responsabilité de la sécurité de la conception, de la construction, du fonctionnement et de l'entretien de ses installations. Nos pays appliquent des normes rigoureuses. Chaque pays est en outre responsable de la transmission rapide d'une information détaillée et complète sur les alertes et les accidents nucléaires, en particulier ceux qui

sont susceptibles d'avoir des conséquences par delà les frontières. Chacun de nos pays accepte ces responsabilités et nous demandons instamment au gouvernement de l'Union soviétique, qui ne l'a pas fait dans le cas de Tchernobyl, de fournir d'urgence une telle information, comme nos pays et d'autres l'ont demandé.

3. Nous notons avec satisfaction le désir de l'Union soviétique d'engager des discussions cette semaine avec le Directeur général de l'AIEA. Nous espérons que ces discussions amèneront l'URSS à participer à l'analyse consécutive à l'accident, selon le souhait général.

4. Nous approuvons et nous encourageons le travail de l'AIEA en vue d'améliorer la coopération internationale en ce qui concerne la sécurité des installations nucléaires, le traitement des accidents nucléaires et de leurs conséquences et l'organisation d'une assistance mutuelle d'urgence. À partir des directives appropriées de l'AIEA, nous invitons instamment à l'établissement à brève échéance d'une convention internationale obligeant les parties à rendre compte et à échanger des informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire. Ceci devrait être fait dans les plus brefs délais.

NOTES

NOTES

11
12

13
14

doc
CA1
EA77
87V25
EXF

.b2104428(E)
.b210443X(F)

THE VENICE ECONOMIC SUMMIT

JUNE 8-10, 1987



CANADA



CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JUN 5 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

The Venice Economic Summit

June 8-10, 1987

43 245-712



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

TABLE OF CONTENTS

Prime Minister of Canada, Brian Mulroney	1
Secretary of State for External Affairs, Joe Clark	2
Minister of Finance, Michael Wilson	3
Economic Summits	4
Venice Summit Agenda	6
An Overview of Economic Summits	8
International Debt	10
Multilateral Trade Negotiations	11
Agricultural Crisis	12
North-South Relations	13
Political Issues	14
Other Issues — Environment, Science and Technology	15
Current Economic Conditions in Canada	16
Summit Countries	17
Italy	17
United States of America	19
Federal Republic of Germany	21
France	22
Japan	23
United Kingdom	24
European Communities	25
Comparative Economic Tables	27
International Economic Charts	30
International Economic Organizations and Institutions	35
Tokyo Summit Declarations	37

THE RIGHT HONOURABLE BRIAN MULRONEY PRIME MINISTER OF CANADA

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983 Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

He won the riding of Manicouagan, Quebec in the general election of 1984. His Party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.



THE RIGHT HONOURABLE JOE CLARK SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS

Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark holds a B.A. in History and an M.A. in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honorary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been re-elected to the House in 1974, 1979, 1980 and 1984.

On February 22, 1976 he was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

On September 17, 1984 Mr. Clark was appointed Secretary of State for External Affairs in the new majority Progressive Conservative government. He is Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.

Since 1984, Mr. Clark has focused his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism.



THE HONOURABLE MICHAEL WILSON MINISTER OF FINANCE

Mr. Wilson was born in Toronto in 1937 and educated at Upper Canada College and the University of Toronto, where he received a Bachelor of Commerce degree. He is a former executive vice-president of the Canadian investment firm Dominion Securities.

First elected to the House of Commons in May 1979, Michael Wilson was appointed Minister of State for International Trade on June 4 of that year. Re-elected to Parliament on February 18, 1980 he subsequently served as Party spokesman for a number of portfolios including: Industry, Trade and Commerce; Energy; Finance and Regional Industrial Expansion. In 1983 he was a candidate for the leadership of the federal Progressive Conservative Party.

Mr. Wilson has served as a member of the Caucus Priorities and Planning Committee; as chairman of the Caucus committee for Economic Development and Job Creation; and as a member of Mr. Mulroney's Council of Economic Advisors.

Mr. Wilson and his colleague, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, co-chaired the 1985 meeting of Council at the Ministerial level of the Organization of Economic Cooperation and Development (OECD).



ECONOMIC SUMMITS

The Road from Tokyo to Venice

The annual meetings of leaders from the seven major industrialized democracies and the European Community are the most visible element of a broader, complex process of international consultation and cooperation in the management of the world economy. The Summits are closely linked to work done in other international forums including the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). These institutions are the means by which governments seek to manage an increasingly interdependent world economy. The "road map" of the international economic issues from last year's Tokyo Summit to Venice is defined by the major meetings of these international economic institutions:

- Commonwealth Finance Ministers' Meeting, St. Lucia, (September 24-25, 1986);
- Special Session of GATT Contracting Parties, Geneva, (September 25, 1986);
- Group of Seven Finance Ministers (G-7) Meeting, Washington (September 27, 1986);
- IMF/World Bank Annual Meetings, Washington (September 29-October 3, 1986);
- Annual Session of GATT Contracting Parties, Geneva, (November 30, 1986);
- G-7 Meeting, Paris (February 22, 1987);
- G-7 Meeting (Washington, April 8, 1987);
- IMF/World Bank Spring Meetings, Washington, (April 9-10, 1987);
- OECD Ministerial Meeting, Paris, (May 12-13, 1987);
- Cairns Group of Agriculture Ministers Meeting, Ottawa (May 21-23, 1987).

The main issues on the Summit agenda are also reviewed at several advance meetings of personal representatives of Summit leaders (the "sherpas"). The Summits are intended to allow leaders to exchange views in informal, relatively unstructured meetings. The sherpas, at their preparatory meetings, seek out areas of agreement which may form the elements of a Summit consensus approach on the main issues. Prime Minister Mulroney's Personal Representative is Dr. Sylvia Ostry, who is also Canada's Ambassador for Multilateral Trade Negotiations.

Developments Since the Tokyo Summit

At the Tokyo Summit, leaders reached consensus on a broad range of economic issues. Recognizing the need for close and continuous coordination of economic policies among the Summit countries, the leaders formed the Group of Seven Finance Ministers (G-7). The G-7 was charged with the responsibility of improving coordination to promote non-inflationary economic growth, strengthening market-oriented incentives for employment and investment, and fostering greater stability in exchange rates. The leaders also made a commitment to support the launch of the new Round of Multilateral Trade Negotiations (now known as the Uruguay Round); take action to address surpluses in agriculture production; and lend support to the early and substantial replenishment of the International Development Association (IDA).

Since the Tokyo Summit there has been significant progress on a range of key international economic issues. These include:

- The Finance Ministers of the Group of Seven (G-7) agreed at their meeting in Paris on February 22, that there is a need to intensify economic policy coordination efforts in order to promote more balanced global growth, and to reduce existing fiscal and external imbalances. To this end, each country undertook specific commitments for policy action. The "Louvre Accord" contained measures to stimulate domestic demand in the Japanese and West German economies and to reduce the US fiscal deficit.
- Canada's commitments were to reduce the budget deficit, implement tax and regulatory reform, pursue trade liberalization bilaterally with the United States and multilaterally within the Uruguay Round, and continue to aim monetary policy at the reduction of inflation and ensure that it is consistent with orderly exchange markets. The Group also stated that the substantial change in exchange rates since the G-5 agreement in Washington of September 1985 (Plaza Agreement) would contribute to reducing imbalances, and had brought exchange rates within ranges consistent with fundamentals provided that commitments were implemented. G-7 Ministers and Central Bank Governors agreed to cooperate

to foster exchange rate stability. At the recent Washington G-7 meeting in April these commitments were reaffirmed.

—The Ministers of the member countries of the GATT agreed, at Punta del Este, Uruguay, to launch a new Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN). The Uruguay Round agenda agreed to is the most comprehensive and ambitious yet undertaken and is necessary to counter severe and growing protectionist pressure. The negotiations will address the deteriorating situation in world agricultural trade, and the need to strengthen the GATT and provide for further trade liberalization.

THE VENICE SUMMIT AGENDA

The leaders at Venice will be confronted with a full and challenging economic and political agenda. On the positive side, our economies are in their fifth year of recovery since the 1981-82 recession. Generally, inflation has remained under control. A significant and helpful realignment of exchange rates has taken place, although markets remain sensitive to the current patterns of large external imbalances. Despite some recent increases in North America, interest rates are generally lower than a year ago and the growth rate in employment is up. Job creation performance has markedly improved. However, unemployment, while declining in Canada and the USA, remains high in several Summit countries, particularly in Europe. Serious fiscal, current account and trade imbalances persist, prompting demands for protectionist measures and threatening international economic stability.

At the Tokyo Summit last year a Group of Seven Finance Ministers was created to work towards more effective surveillance, cooperation and coordination of international economic policies with a view to improving the economic performance of the major countries. It was agreed that the G-7 would meet periodically to review economic objectives and forecasts and, by using various economic indicators, examine their mutual compatibility so as to sustain more balanced growth.

Following the "Louvre Accord", agreed to by the G-7 in February, Japan and West Germany announced fiscal measures to stimulate domestic demand which should assist in reducing external imbalances. For these efforts to effect the major changes in imbalances necessary, the leaders at Venice must strive to attain greater coordination of monetary and fiscal policy, reinforce the commitments made by the G-7 Finance Ministers, and strengthen market confidence by implementing their policy commitments in a timely fashion.

Canada will seek to ensure that there is continuing strong commitment by leaders at Venice to resist protectionism and to ensure that the new Multilateral Trade Negotiations (MTN) now under way have a positive and early outcome. Early results are particularly important in the areas of dispute settlement and the functioning of the GATT system as a means to maintain the credibility of the GATT.

Following its introduction by Canada at the

Tokyo Economic Summit, agriculture will again be a major topic of discussion at Venice. Continued high levels of support prices in many countries, combined with export subsidies, have artificially stimulated production and created a serious imbalance between supply and demand. The Summit governments have now acknowledged the need to address issues of reform in international agriculture, building on the outcome of the May 12-13 OECD Ministerial Meeting. Canada also hosted a meeting May 21-23, at the Ministerial level, of the "Cairns Group" of 14 agricultural exporting nations, which includes industrialized and developing countries.

Leaders at Venice will address the particular problems of debtor countries. The recent IMF/World Bank meetings reaffirmed US Treasury Secretary James Baker's initiative. However, prospects for the poorest of these indebted nations, mainly in sub-Saharan Africa, remain bleak. To address this issue, Canada will continue to seek to ensure that the generous replenishment of funds for the World Bank's International Development Association (IDA VIII), agreed in 1986, is implemented. Canada will also be urging the adoption of special measures to address the debt problems of the poorest nations.

As has been the case at previous Summits, leaders will exchange views on a range of political subjects, including East-West relations, arms control and disarmament, international terrorism and regional issues such as South Africa, Afghanistan, Indochina, and the Middle East. The South African issue is of particular concern to Canada and we have indicated to our Summit partners that we will promote a full and useful discussion of this question at Venice.

Canada will seek to ensure, as has been its tradition in past Summits, that the interests and perspectives of less developed countries (LDCs) are represented at Venice, particularly in light of Canada's role as host of the Francophone and Commonwealth Summits later in 1987.

The Summit discussions may also touch on areas such as energy and cooperation in science and technology. There may be consideration of the serious medical and developmental problems posed by the Acquired Immune Deficiency Syndrome (AIDS) pandemic. The Summit leaders are likely to endorse the work of the

World Health Organization's Special Program
on AIDS.

There may also be discussion on the topic of
drug abuse.

AN OVERVIEW OF ECONOMIC SUMMITS

Economic Summits have brought together the leaders of the major industrialized nations and the European Community (EC) annually since 1975. The purpose of these meetings is to discuss developments in the world economy, including monetary and trade issues, and certain international political and non-economic subjects.

The first Summit meeting was held in Rambouillet at the invitation of the President of France. The original concept was to have leaders discuss economic subjects in an informal setting, much along the lines of the "library group" of Finance Ministers which first met in 1973 in the White House library to discuss the exchange rate problems of the time. The grouping evolved into the Group of Five (G-5). At one time, the Library Group included both Valéry Giscard d'Estaing and Helmut Schmidt, who represented France and West Germany as leaders at the first Summit.

Six countries participated in the Rambouillet Summit - France, USA, the UK, FRG, Japan, and Italy. Canada has attended since the Puerto Rico Summit in 1976, and the European Commission has been included since the London Summit in 1977. Summit sites are rotated amongst the member nations: Rambouillet (1975), Puerto Rico (1976), London (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venice (1980), Ottawa/Montebello (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), London (1984), Bonn (1985) and Tokyo (1986).

The continuing objective of Summits is to work towards compatible macro-economic policies to foster balanced growth. Summits are not decision-making forums, but they have enabled the leaders of the industrialized democracies to gain a deeper appreciation of the extent to which their economies are linked, to strengthen their consensus on key issues, to pursue a more coordinated (and effective) response to economic problems and, where necessary, to generate new policy initiatives.

After the first oil price shock and the collapse of the fixed exchange rate regime, the world entered a period of growth in the mid-1970s. Summit leaders agreed on measures to sustain stable economic expansion to reduce high levels of unemployment without adding to inflationary pressures. There was a recognition that domestic structural changes would have to be made in light of increasing oil prices and new economic

realities. At Bonn in 1978, leaders endorsed a program of concerted action which had been agreed to by the OECD Ministers at their annual meeting. The program called for an expansion of domestic demand, greater cooperation with the developing countries and cooperation to reduce dependence on imported oil.

In the early 1980s the world slipped into recession, characterized by persistent inflation, low growth, rising unemployment, current account deficits and high interest rates. The fight against inflation became a key concern and leaders agreed on the need to restrain public borrowing and monetary growth.

The world economy again recovered following the steep recession of 1981-82. At recent Summits, leaders have attempted to adopt compatible policies to broaden and strengthen this recovery. At the Williamsburg Summit, leaders agreed to pursue policies conducive to low inflation, reduced interest rates and budget deficits, and enhanced employment opportunities. There has been an increasing recognition by leaders of the impact of their domestic policies on the international economic situation. At Bonn in 1985, national leaders agreed to a series of coordinated economic policy measures. They expanded their efforts at Tokyo in 1986 by requesting the Finance Ministers of the seven major industrial nations (known as the G-7) to strengthen international economic policy coordination by undertaking periodic reviews of policies and economic performance including exchange rate levels. This process led to the February 1987 Louvre Accord, designed to achieve more balanced global growth and reduce trade imbalances.

Energy issues have been at the heart of many Summits. The first Summit in 1975 was established in part in reaction to the first OPEC oil price rise. Summits in Tokyo in 1979 and in Venice in 1980 were primarily devoted to responding to the second oil price shock. At Tokyo, a group of experts was established to monitor oil price developments and industrial nations' oil consumption patterns. At Venice in 1980, leaders agreed to a 10-year strategy to break the link between economic growth and oil consumption.

The problems of protectionism and world trade have been prominent at all Summits. In the late 1970s, leaders gave support and impetus to the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotia-

tions, which was successfully concluded in 1979. At London in 1984, and at Bonn in 1985 leaders sought to advance a new multilateral trade round. Following a commitment at last year's Tokyo Summit, the Uruguay Round was launched in September 1986.

Canada introduced agriculture as a Summit issue at Tokyo in 1986. Leaders noted with concern the surplus in agriculture production that has resulted, in large measure, from domestic subsidy and protection policies. There was consensus reached that in order to address these surpluses, action is needed to redirect policies and adjust agricultural production in light of world demand.

International debt has been a growing concern to Summit leaders. At Williamsburg in 1983 they agreed on a case-by-case approach to the international debt problem. In Tokyo in 1986, the leaders endorsed the US cooperative debt strategy initiative, and welcomed closer cooperation among international financial institutions.

Relations between developed and developing countries were a special theme of the Summit held in Canada in 1981. Deliberations at Montebello contributed to the preparations for the Cancun Summit between leaders of North and South which took place later that year. At Bonn in 1985, a special expert group was established, which reported to Summit Foreign Ministers in the fall of 1985 on the crisis in sub-Saharan Africa. At Tokyo in 1986, the leaders reiterated the great importance of an early and substantial replenishment of the International Development Association (IDA VIII) to meeting the needs of developing nations.

Global political issues have also been featured in Summit discussions. The 1979 Tokyo Summit focused world attention on the plight of Indo-Chinese refugees. The Soviet invasion of Afghanistan and its effects on East-West relations was highlighted at Venice in 1980. Leaders at Versailles in 1982 agreed on a general approach to East-West economic relations, which carried over into the development of more specific policies at NATO and the OECD that year. Terrorism has been the subject of separate declarations at a number of Summits, with Canada playing a major role in the adoption of a Declaration on International Air Hijacking at Bonn in 1978 and the Statement on International Terrorism at Tokyo in 1986. Also in Tokyo in 1986 leaders

addressed the particular implications of the nuclear accident at Chernobyl.

Other subjects as diverse as international cooperation in science and technology, narcotic drug abuse, protection of the environment, and education have also been addressed by Summit leaders in the past.

INTERNATIONAL DEBT

The Summit is expected to consider in detail the problem of indebtedness of developing countries. The outstanding external debt of developing countries exceeded US \$1 trillion at the end of 1986. Latin America's debt, which totals almost US \$400 billion has continued to attract the most attention. Brazil, Mexico, Argentina and Venezuela account for three quarters of the region's debt. Most of the external debt of the large debtor countries is owed to commercial banks and other private creditors.

The external debt of the least developed countries, particularly of certain countries in sub-Saharan Africa, poses a number of unique problems requiring special attention because of the limited debt-service capacity of these countries. Moreover, since the level of indebtedness of these countries is relatively small in absolute terms (approximately US \$85 billion for all sub-Saharan Africa), this situation has often received less attention than it deserves. In many of these countries, declining terms-of-trade have made the possibility of servicing their external debt increasingly difficult in the short term. Most of the debt of the poorest countries is owed to governments and international financial institutions.

The plight of the poorest countries is now recognized as a distinct problem. Canada is particularly concerned about this problem and intends to emphasize the need to address it in detail in the course of the discussions at Venice.

While much effort has been directed at alleviating the debt problem, progress has been mixed. Potential financial crises have been successfully averted and the systemic threat to the world financial system, while still present, has been reduced considerably. Several of the most heavily indebted countries have implemented strong adjustment programs. This is crucial to the restoration of their creditworthiness. The World Bank and the International Monetary Fund have played key roles in assisting debtor countries. The Paris Club group of official creditors and commercial banks have supported debtor countries in their adjustment programs, through debt reschedulings and new financing where needed. Finally, the decline in international interest rates over the past two years has also contributed in an important way to alleviating the large debt burden confronting many developing countries.

Despite these positive developments, the implementation of the elements of the debt strategy has been uneven. Moreover, the situation differs substantially among debtor countries. Sluggish economic growth and low commodity prices, pose continuing constraints to the implementation of the debt strategy. It is now apparent that the current debt strategy needs to be re-energized.

The debt strategy put forward by US Treasury Secretary James Baker in October 1985 remains the most comprehensive approach for dealing with the debt problem. The Baker initiative built on the case-by-case approach to the debt problem adopted at the Williamsburg Summit. Its distinguishing feature is the assertion that domestic adjustment must also allow for adequate rates of economic growth in debtor countries. Specifically, the Baker initiative emphasized the essential need for: the implementation by debtor countries of economic policy reforms; a continued central role for the IMF and an enhanced role for the multilateral development banks, particularly the World Bank; and increased lending by commercial banks.

While most debtors and creditors continue to accept the Baker framework, in the future attention must increasingly be focused on improving its implementation. Among the major challenges that lie ahead are: promoting greater action by creditor governments and international financial institutions in providing financial resources for growth and adjustment; engaging commercial banks more effectively in providing financing to debtor countries which implement appropriate adjustment programs; and, providing incentives to debtor countries to reinforce successful economic adjustments.

MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS

Ministers of the GATT Contracting Parties, including Canada's Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, met at Punta del Este, Uruguay, this past September to launch a new round of Multilateral Trade Negotiations (MTN). The eventual results of these negotiations will establish the rules for global trade into the 21st century.

The MTN represents both a challenge and an opportunity for Canada to find forward-looking solutions to the current and emerging problems facing the international trading community. Canada approaches the Uruguay Round with a sense of urgency, determined to fight protectionist threats, to enhance the rule of law in international trade and to restore the momentum towards further trade liberalization.

The Ministerial Declaration at Punta del Este demonstrated the participating countries' commitment to the process and outlined the challenging negotiating agenda. The Declaration:

- greatly strengthens the commitment to stop the introduction of new protectionist measures and promote policies which will remove barriers to trade (standstill and rollback);
- includes for the first time specific objectives for across-the-board negotiations on agriculture, which embrace not only improved market access but the application of multilateral disciplines to the use of all direct and indirect subsidies and other measures which distort trade;
- aims to reduce or eliminate tariff and non-tariff barriers, in order to improve market access conditions;
- includes "new issues" such as trade in service, intellectual property, trade-related investment measures;
- specifies a series of institution-building and rule-making measures to reinforce and extend the mandate of the GATT.

Canada is determined to play a constructive role in the MTN to lower global trade barriers and create more transparent and effective rules of the game. It is important for Canada to have a strong functional GATT that is credible both to trading countries and to businessmen involved in trade. To this end Canada will be working with its Summit partners to construct means of strengthening the GATT system and reinforcing its effectiveness.

AGRICULTURAL CRISIS

In recent years, world farm production has increasingly outstripped effective world demand with the result that stocks have been growing and world market prices declining. The situation affects most major internationally-traded agricultural commodities. Since 1981, world wheat prices have fallen by almost one-half, while stocks have increased by 85 per cent and are now equivalent to two years' world trade volume.

The financial position of farmers exposed to low world prices has suffered seriously. Costs of farm support programs have increased considerably and constitute a major charge against countries' treasuries.

The international community is placing great emphasis on the underlying causes of this crisis. The main cause is the incentive to over-produce which farm support programs give to farmers. Price and income supports to farmers account for over 80 per cent of total assistance to agriculture in OECD countries. The gap between world prices and domestic support prices has widened sharply in recent years.

This situation has been aggravated during the last decade by the slowdown of demand related to world economic developments and further increases in supply arising from technological advances in developed countries, and expanded production in some developing countries.

Some farm policies stand out as being particularly damaging to the world agricultural economy. In 1977 the Economic Community (EC) experienced a cereals deficit of 24 million tonnes. High farm support prices have transformed this into a surplus of 14 million tonnes in 1986; a change of 38 million tonnes in the net cereals trading position of the EC in less than a decade. Recent changes in US policies too, have had a dramatic impact on world market prices, for grains in particular. The US has significantly stepped up its use of export subsidies. This tends to drive world prices down even further to levels below US market prices.

The agricultural crisis has been receiving increased political attention in all countries, as is evident from:

- the inclusion of agriculture, at Canada's request, at the Economic Summits in both 1986 and 1987;

- the Canadian initiative of instituting regular meetings of the ministers of the major wheat-exporting countries;
- the creation by Australia (1986) of the "Cairns Group" of agricultural exporters;
- the inclusion, for the first time, of all agricultural policies affecting trade, in the new General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) round of Multilateral Trade Negotiations launched last September in Uruguay;
- the publication of a major OECD study on the impacts of agricultural policies on trade.

There is now substantial international agreement that significant agricultural policy changes must be made. The OECD Ministerial has adopted a set of principles for reform with the long-term objective of allowing market signals to influence the orientation of agricultural production. The Ministerial gave impetus to the new GATT Round as the framework for achieving fundamental change. It also provided that countries refrain from actions which would worsen the negotiating climate.

The Venice Summit provides an opportunity to reinforce the OECD commitments on both short- and long-term solutions and to consider more specific means of expediting the MTN on agriculture.

NORTH-SOUTH RELATIONS

In the face of continuing global economic difficulties, the extent and complexity of interdependence between the developing and developed countries has become increasingly evident. In Venice, leaders will again consider the debt problems of developing countries, the need to support growth and adjustment efforts and the special needs of the poorest countries.

Against the background of our membership in the Commonwealth and La Francophonie, Canada has developed a broad and special perspective on the economic problems of the developing countries. At previous Summits, Canada has sought to ensure that particular attention was paid to the developing countries.

The Canadian position reflects social and humanitarian concerns, an unshakable commitment to the multilateral system, and continued support for international development assistance and cooperation. Expanding economic links are beneficial to all countries. Canada believes that multilateral cooperation on economic issues is essential for global growth.

Canada believes that all countries, including in particular the newly industrialized countries, must participate in the MTN as a means to ensure further global growth through liberalized trade. We continue to support the maintenance and increase of the flow of financial resources to the developing world through the international financial institutions, not least the World Bank and IDA VIII, in order to generate sustained growth and long term development. We have also encouraged greater cooperation and coordination between the IMF and the World Bank, so that greater flexibility can be applied in providing the funds necessary for continued growth and adjustment efforts in the developing countries. Canada has also focused on encouraging cooperation among and between donors and recipients to improve the effectiveness and efficiency of development assistance programs.

Since the Tokyo Summit, Canada has, on its own, extended a moratorium on the outstanding Official Development Assistance (ODA) debt of the countries of sub-Saharan Africa and has announced the conversion of remaining undisbursed parts of existing ODA loans to grants, in order to complete the move to an all-grant aid program. We have continued to explore ideas for providing relief to the debt problems of the poorest developing countries.

POLITICAL ISSUES

Leaders and Foreign Ministers will have an opportunity at Venice to discuss important political issues of common concern.

The current state of East-West relations will figure prominently in the discussions, especially in view of the changes taking place in the Soviet Union, and the possibility of a major arms control agreement to reduce intermediate range nuclear force missiles (INF). The prospects for incremental improvements in East-West relations, based both on renewed efforts at building confidence and on reciprocity, have brightened considerably since the Tokyo Summit. Leaders and Foreign Ministers will wish to consider the elements that would be required for the construction of a more cooperative relationship with the Soviet Union over the longer term. In this regard, the development of economic relations with the Soviet Union will be a subject of particular interest.

Canada is attaching special importance to discussions of the situation in South Africa. We believe that by working together the Summit countries can play a larger role in promoting peaceful change in South Africa. Our countries share an abhorrence for apartheid and a recognition that only a non-racial and representative democracy in South Africa would provide the basis for peace and justice in the region.

Other regional conflicts will also be a source of discussion at Venice. The continuing failure of the Soviet Union to disengage from Afghanistan in spite of declarations to the contrary, will influence the discussion on East-West relations, as will the situation in Cambodia. The deteriorating political climate in Central America could also come in for extensive discussion, as could the Middle East.

Terrorism has been an important agenda item at previous Summits. Venice will be no exception. The Summit countries will be examining ways of expanding their collective action against terrorism.

OTHER ISSUES

Environment

Summit leaders at Tokyo reaffirmed their shared responsibility for protecting the natural environment. This has been reflected in their activities in multilateral and UN agencies dealing with such problems as the control of hazardous substances, ozone layer depletion, long-range transport of air pollution (acid rain), and other air and water pollution questions, including environmental problems of special concern to developing countries.

At the request of Summit leaders, the Summit Working Group on Technology, Growth and Employment prepared a report on improved and harmonized environmental measurement techniques and practices. The report recommends that its proposals for action be implemented within international bodies, principally the United Nations Environment Program (UNEP) and the International Council of Scientific Unions, and it provides technical reports as guidance.

The report of the World Commission on Environment and Development (Brundtland Report) was released in late April and will be receiving active consideration in multilateral institutions and United Nations organizations. The report makes wide ranging recommendations, including the achievement of "sustainable development" through the integration of environmental considerations into economic and social decision-making, and protecting common environmental assets for future generations.

Science and Technology

Science and technology have been featured on the Economic Summit agenda in various ways for the past four annual meetings. This reflects both the growing importance of technology in economic affairs as well as the increasing internationalization of science and technology.

Following the 1982 Summit in Versailles, a Working Group on Technology, Growth and Employment was set up which initiated several multilateral cooperative research projects in a wide spectrum of areas including biotechnology, advanced materials and remote sensing. At the 1983 Summit, Japan proposed an annual conference of independent "wise men" on the ethical implications of progress in the life sciences, and this year the fourth such conference was hosted

by Canada. The 1984 Summit welcomed the US proposal for an international manned space station and also encouraged OECD work on innovation and more widespread acceptance of technological change. The 1985 Summit made a strong statement in support of international cooperation in science and technology, and this was reaffirmed in 1986.

A number of science and technology issues will be before the Summit leaders again this year. Prime Minister Mulroney will present a report on "The Fourth International Conference on Bioethics" held in Ottawa in April, which includes recommendations regarding standards and procedures in medical research involving human subjects. The leaders may also discuss a Japanese proposal for a major international program of basic research in the life sciences, called the "Human Frontier Science Program". This program would be aimed at solving, through the study of biological phenomena, such world problems as energy consumption, resource depletion and the major health problems of developing countries. A number of other international research activities may also be reviewed by leaders, including a major particle physics project.

CURRENT ECONOMIC CONDITIONS IN CANADA

The performance of the Canadian economy in 1986 was much stronger than that of its major trading partners. Real gross domestic product rose 3.1 per cent, interest rates declined to levels not seen in about 10 years, inflation remained stable and employment growth outpaced that in other major OECD countries by a considerable margin. Output growth during 1986 was slower than in 1985 due, in part, to smaller increases in final domestic demand. Nevertheless, the household sector continued to be a key source of growth.

Canada experienced a high rate of job creation in 1986. Total employment grew 2.9 per cent, the strongest increase since 1980. The rate of unemployment averaged 9.6 per cent compared to 10.5 per cent in 1985. In the first four months of 1987, employment continued to increase strongly reaching 11,850,000 persons. Since July 1986, employment has risen at a pace of over 32,000 jobs per month. The labour force has followed this strong upward movement and the unemployment rate rose slightly to 9.6 per cent in the first quarter. In April the unemployment rate dropped to 9.3 per cent, its lowest level in five years.

Real economic growth slowed significantly in the second half of 1986 due to a sharp reduction in inventory investment from the unsustainable pace of the first half. However, consumer demand remained relatively strong and the merchandise trade balance improved significantly. Residential investment continued to be buoyant and housing starts stayed above 200,000 units (annual rate). In the first quarter of 1987, housing starts were up sharply and monthly real gross domestic product at factor cost points to strong output growth in the quarter.

The current account balance deteriorated in 1986 due to a reduction in the merchandise trade surplus and a decline in Canada's terms of trade. However, the merchandise trade balance improved in the fourth quarter and again in the first quarter of 1987.

Price increases have averaged 4.1 per cent in 1986, about the same rate as in 1985. Inflation in Canada was higher than in the US in 1986 mainly due to a smaller decline in general energy prices, increased indirect taxes and faster increases in food prices in Canada. An encouraging sign is the current low level of wage settlements, especially in the private sector where the increase in base wage rates was 2.0 per cent in

the fourth quarter of 1986. In April, CPI inflation was 4.5 per cent.

The Canadian dollar has shown considerable strength early in 1987, rising just over 4 cents US to values above US \$0.76. This strength has resulted in substantial interest rate decline. The Bank Rate fell to levels not seen since the 1973-1974 period. In recent weeks the dollar has depreciated somewhat and interest rates have risen.

ITALY

Prime Minister (President of the Council)

Amintore Fanfani

Mr. Amintore Fanfani was born in Tuscany in 1908. He has a Master's degree in economics and was a university professor of Economic History. He was an intellectual of the French Personalist movement between the two World Wars.

He became a Minister for the first time in 1947 and has been Prime Minister several times since then (he formed his first government in 1954). In 1958 he was his country's most influential politician, fulfilling simultaneously the duties of Secretary of the Christian Democrats, President of the Council and Foreign Minister. In the 1960s, he became known for his work to open up the Centre-Left. He has been appointed Senator for life, and before his recent appointment as President of the Council, he was Speaker of the Senate. The important duties assigned to him in recent decades have elevated him to a place of leadership in the Centrist political formation.

Mr. Fanfani was also elected President of the 20th General Assembly of the UN in 1965. During his fifth term as Prime Minister he attended the Williamsburg Summit of 1983. He has numerous publications to his credit, some of which have been translated. Mr. Fanfani has also been awarded honorary doctorates, including one from Laurentian University of Sudbury in 1981.

The Venice Summit will mark the second time Mr. Fanfani has participated in an Economic Summit. He will be accompanied by Foreign Minister Giulio Andreotti and Treasury Minister Giovanni Goria. Mr. Renato Ruggiero is his Personal Representative.

Recent Economic Performance

The inflation rate in Italy dropped from 8.6 per cent in 1984, to 6.1 per cent for 1986 and to 4.1 per cent in March 1987. The GNP, which increased by 2.3 per cent in 1985 and 2.8 per cent in 1986, is projected to rise by about 3 per cent in 1987. However, unemployment remains high, having averaged about 11 per cent in 1986. The public sector deficit has undergone rapid growth since the late sixties. In 1985, the deficit was equal to 14 per cent of the GDP. However, the government's sustained efforts to rationalize public expenditures bore fruit in 1986, reducing the government deficit to 12 per cent of the GDP. Private investment increased in 1986, and there was a significant improvement in the balance of payments, from a deficit of US \$4.2 billion in 1985 to a surplus of about US \$4.5 billion by 1986. Reorganized public finances and an improved balance of payments enabled Italy to reduce its indebtedness in 1986 for the first time in several years.

Canada/Italy Relations

Our relations are greatly enhanced by the presence in Canada of an Italian community of about 1 million persons. It is a key factor in the flow of tourists from Canada to Italy, and was the key element leading to the Bilateral Agreement on Social Security signed in 1979, and the Cultural Agreement of 1984.

The relationship between our countries is excellent with no major irritants. Trade between Canada and Italy has continued to increase, rising from \$1.8 billion Cdn in 1985 to about \$2.4 billion in 1986. Canadian exports to Italy were \$691 million in 1986, up 31 per cent from the previous year, but our imports increased even more, having reached a record \$1.7 billion, leaving us with a deficit of \$1 billion. Both our countries share a common desire to increase trade in high technology products, to promote investment and to intensify industrial cooperation. Bilateral relations received a fresh impetus in the visits to Italy of Governor General Sauvé and to Canada of President Cossiga, by Prime Minister Mulroney's visit to Rome last January. Prime Minister Fanfani met with Prime Minister Mulroney in Ottawa on May 26 to review the Venice Summit agenda.

The Italian Political Situation

Mr. Amintore Fanfani was sworn in as Prime Minister and President of the Council for the sixth time in his career on April 17. However, the government has not obtained Parliamentary approval and is therefore officially dissolved. Mr. Fanfani will act as Prime Minister until the next general election, planned for June 14, and will host the Venice Summit.

UNITED STATES OF AMERICA

President Ronald Reagan

Ronald Wilson Reagan was born on February 6, 1911, in Tampico, Illinois. He graduated from Eureka College (Illinois) in 1932 with a degree in economics and sociology. Following a brief stint as sports broadcaster and editor, Mr. Reagan moved to California to work in motion pictures.

In 1966 Ronald Reagan began his public service career with his election as Governor of California, and he was elected to a second term in 1970. Following an unsuccessful candidacy in 1976, he was nominated as the presidential candidate by the Republican National Convention in July 1980. On November 4, 1980, Ronald Reagan was elected to the Presidency of the USA, and he was re-elected in 1984.

This will be President Reagan's seventh economic summit. He will be accompanied by the Secretary of State, George Shultz, and the Secretary of the Treasury, James Baker. President Reagan's Personal Representative is Mr. Allen Wallis.

Trade and Economic Relations

In 1986, the total two-way merchandise trade was, according to Statistics Canada figures, C\$172 billion with C\$94 billion in Canadian exports and C\$77 billion in imports from the United States. In 1986 almost 78 per cent of all Canadian exports went to the United States and the American market accounted for about 70 per cent of Canadian imports. In terms of American trade volumes, the value of the goods traded with Canada represents over 20 per cent of all US exports and about 18 per cent of total US imports. Moreover, Canada is a growing destination for US goods and Statistics Canada figures show that the value of US exports to Canada increased by 4.3 per cent in 1986, following a 12.7 per cent increase in 1985.

On September 26, 1985, Canada made a formal proposal to negotiate a bilateral trade agreement with the United States. In April 1986, the US Senate gave President Reagan authority to conduct the negotiations under a "fast track" mandate and discussions began in May. In order to meet the "fast track" timetable for approval by January 1988, a draft agreement must be ready for presentation to the US Congress by October 1987. The negotiations are proceeding at a satisfactory pace and both sides are confident

that this deadline will be met.

The negotiations address tariff as well as non-tariff barriers. Canadian objectives include securing existing exports from the threat of protectionist measures, expanding market access, and achieving higher productivity through longer production runs and increased competition. Priority areas for Canada are contingency protection, government procurement and institutional arrangements, including dispute settlement mechanisms. The US has indicated that its priorities are tariffs, procurement and the "new" trade-related issues: services, intellectual property and investment.

Canada and the US are also the principal destinations for each other's foreign investment. In 1986, the United States had an estimated C\$ 129 billion in direct and portfolio investment in Canada compared to an estimated \$ 54 billion in direct and portfolio Canadian investment in the United States.

An Overview of the USA Economy

In 1986, the US economy completed its fourth year of expansion since the 1981-82 recession. Real GNP rose 2.5 per cent in 1986, a second consecutive year of moderate growth, following strong growth in 1983 and 1984. The overall economic situation since mid-1984 has been one of fairly buoyant growth in domestic demand, much of which has been offset by a deteriorating US foreign trade position. Domestic demand rose 3.6 per cent in 1986. Real imports grew at three times this rate however, and the response of exports to the sharply lower value of the dollar has been slow to appear. The US merchandise trade deficit reached a record \$169.8 billion on a cost, insurance, freight (CIF) basis in 1986. Concurrently, the US Budget deficit reached a record of \$221 billion.

Real GNP growth increased to 4.4 percent in the first quarter of 1987 from 1.1 percent in the previous quarter. Growth was propelled by a massive swing from inventory decumulation to accumulation and an improvement in the real trade position. Final domestic demand declined 3.5 percent. The weakness in final domestic demand was broadly based with all components registering declines. The volume of net exports improved for the second consecutive quarter, providing further evidence that the dollar's depreciation is finally leading to a revival of the

tradeable goods sector. Reflecting the strong pace of output growth, there were large gains in employment, leading to a decline in the unemployment rate to 6.3 percent in April.

Inflation is rising, although inflationary pressures are still relatively modest. While the CPI accelerated to an annual rate of 5.3 percent in the first quarter in 1987, rising energy prices largely accounted for the higher inflation rate. Excluding the volatile food and energy components, the CPI in April rose 4.1 percent on a year over year basis. Wage gains remain subdued although interest rates have been under recent upward pressures. After a fairly steady decline since 1985, the external value of the US dollar stabilized during the second half of 1986. Since the end of the year the US dollar has fallen 7.9 percent against a trade-weighted basket of foreign currencies.

Canada/United States Relations

Canada and the United States have the most complex and extensive relationship of any two countries in the world. They are partners in the largest bilateral trading relationship in the world. They are also allies in the defence of North America and of Europe, having established the basis for defence cooperation in the Ogdensburg Declaration of August 18, 1940. The Defence Policy review currently under way is premised on a continuing strong commitment by Canada to NORAD and NATO.

The visit to Ottawa of President Reagan on April 5 and 6, 1987 served to reaffirm the commitment of both countries to the resolution of issues of common interest, particularly in the area of the environment (transborder air pollution, notably acid rain). It was also the occasion for an acknowledgement of our common security concerns and desire for the achievement of progress in the Geneva arms control and disarmament negotiations. In addition, it served to identify the South African situation and international agriculture reform as matters both countries wished to see addressed at the Economic Summit in Venice.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

Chancellor Helmut Kohl

Born in 1930, Chancellor Kohl is married and has two children. He joined The Christian Democratic Union (CDU) in 1947 and continued to be active in CDU politics during his student years. From 1950-58 he studied law, sociology, political science and history at the Universities of Frankfurt and Heidelberg, graduating with a Ph.D. He was Departmental Head in the Chemical Industry Association, Ludwigshafen 1959-69. His early political career centred on the Rhineland-Palatinate. As Minister-President of that Land (province) from 1969 to 1976, he played an important role in the Federal Bundesrat (Upper House). He became Chancellor in October in 1982. In January 1987 his Coalition Government was re-elected with a substantial but reduced majority.

This will be Chancellor Kohl's fifth economic summit. He will be accompanied by the Foreign Minister and Vice-Chancellor, Hans-Dietrich Genscher; the Federal Minister of Finance, Dr. Gerhard Stoltenberg; and the Federal Minister of Economics, Dr. Martin Bangemann. Chancellor Kohl's Personal Representative is Dr. Hans Tietmeyer.

Recent Economic Performance

The rate of growth in the German economy began to slow down in the last quarter of 1986, after posting increases of approximately 3 per cent for the last four years. The main reason for the falling rate of growth is attributed to the more recent gain of the deutsch mark against the US dollar. While predictions vary, the government forecasts a rate of growth of under 2 per cent this year. Unemployment remains relatively unchanged at around 8 per cent despite considerable net job creation. Inflation remains low: the rate for 1987 is likely to be about 2.5 per cent after a net decrease last year. Interest rates are also low and stable. The federal deficit has continued to decline and currently represents about 1 per cent of GNP.

The centrepiece in the FRG Government's economic program will be the implementation of a tax reform package that will include net tax reductions to some DM 25 billion value in real tax relief. The Government has announced that it will be phased in between 1988 and 1990.

Canada/FRG Relations

Canada-FRG relations are close and cooperative, founded on a common membership in the Atlantic Alliance, the Economic Summits, the United Nations and other international forums. Our NATO cooperation has created a unique relationship through the commitment of 6,665 Canadian troops and their families in the FRG, and the training of 5,500 German soldiers and airmen annually at Shilo and Goose Bay.

Two-way trade and economic cooperation has grown significantly over the last decade to its present level of \$4.7 billion. The FRG has consistently enjoyed a trade surplus with Canada which in 1986 stood at \$2.1 billion. In 1986 Canada's exports to the FRG showed an improvement, increasing by over 5 per cent over 1985 to 1.26 billion. The current exchange rate appreciation of the DM against the Canadian dollar should give a strong impetus to this turnaround. The FRG was Canada's third most important source of foreign direct investment last year, although FRG investment declined. Efforts are being made to rebalance the situation, primarily through an active investment development program launched by Canada in the FRG.

FRANCE

President François Mitterrand

François Mitterrand was elected President of France in May 1981, having spent 41 years in politics.

Mr. Mitterrand has had a seat in the National Assembly since 1946, with the exception of the period 1958-1962. He made his Cabinet debut in 1947 and was a minister under the Fourth Republic (1945-1958) eleven times. He ran against General de Gaulle for the presidency in 1965, obtaining 45 per cent of the votes in the second round. In 1971 he brought together several parties of the Left and was elected First Secretary of the Socialist Party. The presidential elections of 1974 saw Valéry Giscard d'Estaing defeat him by a narrow margin. The 70-year-old President has degrees in law, literature and political science.

This will be President Mitterrand's seventh economic summit. He will be accompanied by Mr. Jacques Chirac, the Prime Minister, and by Foreign Minister Jean-Bernard Raimond. Mr. Jacques Attali is President Mitterrand's Personal Representative.

Recent Economic Performance

The economic recovery begun in 1985, when an increase of 1.3 per cent was registered in the GDP, continued in 1986 with a growth rate of 2.5 per cent. The projections for 1987 are for slightly under 2 per cent. This growth rate, due mainly to increased consumption by households, has reached a level comparable to that of the country's main European Community partners. However, it has not brought about any decline in the rate of unemployment, which was 10.7 per cent in 1986.

The reduction in the inflation rate to 2.1 per cent is one of the strengths of the French economy. Among the reasons for this performance are lower oil prices and moderate wage increases. However, inflationary pressure may increase in 1987 through liberalization of prices, to an expected rate of 2.5 per cent to 3 per cent. Rearrangement of the European Monetary System in January 1987 should have positive effects on the trade balance.

The present government's economic policy favours free trade, foreign investment and the privatization of state-run corporations.

Canada/France Relations

Our relations have been highlighted by the success of the recent visit to Canada by President Mitterrand, which underscored the excellent relations between the two countries. In the coming years, Canada and France intend to emphasize increased bilateral economic interchange and trade, in accordance with the conclusions of last January's Joint Economic Commission. Special attention will be devoted to technological cooperation, and especially the interest of Canadian companies in the EUREKA projects and last January's bilateral agreement on economic and industrial cooperation.

Trade between Canada and France reached \$2.5 billion in 1986. Canada's trade deficit was more than \$500 million. This is due to the \$950 million purchase of aircraft from Airbus by Wardair, and the expected \$1.5 billion French sales of auto parts over five years for the production of Renault automobiles.

Scientific interchange is also important and the two countries are concentrating on space, oceanography and biotechnology. Cooperation in the communications sector and others has been furthered by the Francophone Summit, planned for Quebec City. Canadian television viewers will shortly have access to TV 5, a new Francophone international network that will feature productions from France, Belgium, Switzerland and Canada.

JAPAN

Prime Minister Yasuhiro Nakasone

Mr. Nakasone was born on May 27, 1918 in Takasaki City, Gunman Prefecture. He specialized in Political Science at the Faculty of Law at the University of Tokyo. From April 1941 to September 1945, he served in the Imperial Navy reaching the rank of Lieutenant Commander. Following demobilization he served in the Home Ministry.

Running for the first time in the general election of April 1947, Mr. Nakasone was elected to the House of Representatives. Since then he has been elected 15 times. He was first appointed to the Cabinet in 1959 and has served in a variety of senior cabinet and party positions. In November 1982 he became Prime Minister. The theme of his tenure has been "to prepare Japan for the 21st Century" through fiscal and administrative reform in government, education reform, enhanced defence capability, market opening measures and promotion of a new international role for Japan.

Venice is Mr. Nakasone's fifth Economic Summit. He will be joined by Tadashi Kuranari, Foreign Minister; and Kiichi Miyazawa, Minister of Finance. His Personal Representative is Hiroshi Kitamura.

Recent Economic Performance

Japan has become one of the world's strongest and most influential economic powers. Japan's GNP constitutes about 10 per cent of global GNP, and ranks third after the USA and the USSR. In 1986 Japan's nominal GNP was \$1,913 billion.

Important factors in Japan's economic performance have been a high rate of savings and capital formation, a well-educated and highly productive labour force and willingness to adopt technological change.

As a result of a slowdown in the export sector and the deflationary impact of the rapid appreciation of the yen, the Japanese economy slowed down in 1986. Prospects for 1987 point towards reduced growth, a declining manufacturing sector, shifts towards specialized products (advanced knowledge intensive industries), and increased investment abroad.

Canada/Japan Relations

Japan presents important opportunities and challenges for Canada. Japan is Canada's largest export market after the USA. Exports of \$5.9 billion (1986) were concentrated in energy, minerals, agriculture, fisheries and forest products. In contrast to the relatively small amount of Japanese equity investment (\$1.8 billion), portfolio investment in Canada by Japanese institutional investors has been high (\$36 billion at the end of 1986). Canadians are focusing more attention and resources on cooperation with Japan in the acquisition and application of technology. In recognition of Japan's increased international role, Canada has expanded markedly its consultation and cooperation with Japan.

In November 1986, the Canadian government adopted a strategy to provide leadership and coordination of provincial business and labour efforts in Japan. The strategy includes a plan of action which involves closer political contacts in government and Parliament to explore shared interests in such diverse areas as promoting regional security; maintaining economic stability and global peace; creating in Canada an attractive destination for Japanese investment; expanding financial market activity; stimulating technology acquisition and development; using the multilateral trade negotiations to secure Canadian interests; encouraging greater and more concentrated involvement of provincial, business and labour leaders; and promoting person-to-person exchanges in the public affairs, cultural, academic, sport and tourism fields.

UNITED KINGDOM

Prime Minister Margaret Thatcher

Mrs. Margaret Thatcher has been Conservative Party leader for twelve years and Prime Minister for eight. She was first elected to Parliament in 1959 and became a member of the Shadow Cabinet in 1967. When the Conservatives were returned to power in 1970 she was appointed Secretary of State for Education and made a Privy Counsellor. Again in Opposition in 1974, she was concerned with environment and treasury questions until elected leader of the Party in February 1975. She became Prime Minister after the elections in 1979 and was confirmed at the polls in June 1983. Should she be elected on June 11, she will be the only British Prime Minister to hold three consecutive terms this century.

This will be Prime Minister Thatcher's ninth economic summit. She will be accompanied by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, Sir Geoffrey Howe and the Chancellor of the Exchequer, Nigel Lawson. Mrs. Thatcher's Personal Representative is Sir Robert Armstrong.

Recent Economic Performance

The most recent UK budget delivered on March 17, 1987, anticipated an increase of gross fixed investment and of volume of total exports of 4 per cent. A slower rate of government consumption and a higher growth in the volume of imports of goods and services is expected to partially offset these increases. Total GDP growth is estimated at 3 per cent.

Retail price inflation is expected to continue to edge upwards over 4 per cent. The economy is still adjusting to the collapse of oil prices, but it has been smoother than predicted. Unemployment remains high at 11.3 per cent (3 million) which is a major domestic economic liability as the government moves toward a general election on June 11.

The budget reduced the basic rate for income tax by two points to 27 per cent and is credited with lowering the interest rate immediately to 10 per cent. Some predict the rising inflation rate may go over 5 per cent without a post-election interest rate increase. On the whole, with the greatly reduced public sector borrowing requirement (from 7 to 4 billion pounds or 1 per cent of

GDP), slowly declining unemployment and significant growth, the prospects for 1987 appear very good.

Canada/UK Relations

Canada's relations with the UK are among the closest we enjoy anywhere in the world, although they have changed considerably over the years. Two important events, the British entry into the European Common Market in 1973 and, on the Canadian side, the growing concentration of trade with the US and the Pacific Rim countries, are considered significant signposts in the evolution of the current relationship.

The UK is Canada's most important trading partner in Europe. As well as being our second largest source of foreign investment, it is our third most important export market and our third most important source of imports after the USA and Japan. Total Canada/UK two-way merchandise trade for 1986 was C\$ 6.3 billion, representing a 10.5 per cent increase over 1985. Canadian exports to the UK accounted for C\$ 2.6 billion (a 4.5 per cent overall increase from 1985 representing 35 per cent of our exports to the EC). United Kingdom exports to Canada, by comparison, increased by 7.4 per cent to C\$ 3.7 billion in 1986, exceeding Britain's previous peak in 1985 of C\$ 3.3 billion. The moderate 1986 increase for our exports should be the trend for the rest of the decade as the UK economic recovery continues.

EUROPEAN COMMUNITIES

Jacques Delors, EC Commission President

Jacques Delors, who is a French national, born in 1925, has been President of the Commission of the European Communities since January 1985. He has combined a number of careers— banker, public servant, academic and politician. He served as Economics and Finance Minister of France between 1981 and 1984.

As president of the Commission, Mr. Delors has maintained a strong and direct interest in monetary affairs. Last year he also took a lead in promoting capital flow liberalization as part of the trend towards freer movement of goods and services within the Common Market. Another key area of community interest for Mr. Delors has been high technology research and development. He has been actively participating in the latest EC Institutional and Budgetary Reform efforts.

Mr. Delors will be accompanied by his Personal Representative, Mr. Pascal Lamy, who is his Chef du Cabinet.

Prime Minister of Belgium Wilfried Martens

Born in 1936, Mr. Martens is married and has two children.

He studied ancient civilizations at Eeklo College. In 1959, he graduated from Université catholique de Louvain with a doctorate in law, a notarial license and a Bachelor of Arts in Thomist philosophy.

From 1955 to 1965, he worked as a lawyer at the Court of Appeal in Ghent and is one of the leaders involved in the Vlaamse Volksbeweging. In 1965 and 1966 he served as advisor to Prime Ministers Harmel and Vanden Boeynants respectively. In 1968 he was appointed Head of Mission in the cabinet of the Minister responsible for relations amongst the ethnic communities and he became president of the Christeliuke Volkspartis.

In 1974, he was elected a Member of Parliament for the first time and played an important role at the European Union of Christian Democrats. In April 1977 and December 1978, he was re-elected as an MP, and on April 3, 1979, became Prime Minister. Defeated in April 1981,

he was re-instated as Prime Minister in December 1981, a position he still holds.

As a member of the most important Belgian political party (Social Democrat Flemish Party) Mr. Martens became involved in the resolution of conflicts between the two linguistic communities, and in the search for compromises both to linguistic problems and to those between the communities. His mother-tongue is Flemish.

Mr. Martens will be accompanied by his Foreign Minister, Mr. Leo Tindemans.

The Presidency of the EC

The Presidency of the Council of the EC rotates every six months amongst the Member States. The Presidency is responsible for overseeing progress on Community priorities and for coordinating extra-Community activities such as European Political Cooperation. Belgium acceded to the Presidency as the EC was striving to adjust to major developments such as the enlargement to Spain and Portugal and the awaited ratification of the "European Single Act", and to cope with a number of pressing problems including a budget crisis, the reform of the Common Agricultural Policy and the maintenance of momentum toward completion of the internal EC market.

As a process, integration is evolutionary rather than revolutionary, requiring the gradual building of a consensus. As an unhesitating advocate of closer European union, Belgium has been well suited to this role, and has contributed effectively to nurturing a growing consensus in collective EC political and economic decision-making.

The Economy of the European Community

The slump in oil prices and the decline in the dollar-denominated cost of other imports yielded the first-ever overall trade surplus - 5 billion ECU (C\$ 7.4 billion) - for the European Community in 1986. This was the net effect of a drop of 10 per cent in EC third-country exports and of an even steeper decline of 17 per cent in the EC's imports. The EC remained by far the world's largest trading bloc, with nearly one-fifth of global trade (one-third if intra-Community trade is counted). Cumulative 1986 GDP in the EC amounted to C\$ 3,976.6 billion in constant 1980

dollars, compared to C\$ 3,723.5 billion for the USA and C\$ 367.5 billion for Canada.

The unfavorable international economic climate — as evidenced by the decline in exports — the cyclical weakening of EC investment, and the expected contraction of domestic demand due to the slowdown in real income and investment growth have led the Commission of the European Communities to revise downward to 2.3 per cent of its growth forecast for 1987. This will take its toll on the EC's growth and employment strategy — unemployment is expected to return to 12 per cent this year.

Canada/EC Relations

The European Communities (EC) consist of 12 Member States: France, Italy, Belgium, Luxembourg, the Netherlands, the FRG, the United Kingdom, Denmark, Ireland, Greece, Spain and Portugal.

Two-way trade between Canada and the EC increased 21.8 per cent in 1986 to \$20.6 billion. The European Community is our second largest trading partner. While Canadian exports increased strongly (18.6 per cent) last year, our imports surged 23.8 per cent, yielding a deficit of \$5 billion. The recent trend towards deficits (1984: \$1.3 billion; 1985: \$3.8 billion) contrasts with Canada's traditional trade surplus which averaged \$1.3 billion per annum in the 10 years to 1983. On the basis of 1985 figures, the EC remains our second largest source of investment (\$14.2 billion) and the second most popular destination for Canadian investment abroad (almost \$6.2 billion).

Given the extent of our bilateral trade, relations are generally good. Our industrial cooperation and joint scientific and technological programs have been fruitful. There are problems, of course, particularly in the areas of agriculture and fisheries. Canada objects to EC export subsidies which disrupt our domestic and export markets for agricultural commodities (e.g. manufacturing-quality beef and wheat respectively), and has difficulty with certain EC veterinary and phytosanitary measures. The EC, for its part, maintains that the practices of provincial liquor boards have cost it sales; it is also seeking a GATT ruling on our countervailing duty action against Irish and Danish beef. In the fisheries sector disputes have arisen over the EC's administration of its import quotas, the fishing

by EC vessels of cod stocks adjacent to the Canadian economic zone, the closure of Canadian ports and other measures taken in response to overfishing, and bilateral and multilateral cooperation in scientific observation and management of fisheries resources.

Comparative Economic Tables

Main Economic and Financial Indicators — Seven Major Industrial Countries

Economic Indicators		Canada	U.S.	Japan	France	F.R.G.	Italy	U.K.
Growth in Real GNP	1985	4.0	2.7	4.7	1.4	2.5	2.3	3.4
	1986	3.1	2.5	2.5	2.2	2.4	2.8	2.5
	1987	2.0	2.3	2.7	1.8	1.9	2.9	3.0
	1988	3.0	3.1	3.3	2.1	2.0	2.3	2.3
Unemployment Rate	1985	10.5	7.2	2.6	10.4	8.2	10.3	11.3
	1986	9.6	7.0	2.8	10.7	7.9	11.1	11.6
	1987	9.2	6.7	3.1	10.8	7.8	11.2	11.2
	1988	8.8	6.6	3.0	11.0	7.6	11.4	11.0
GNP Deflator (per cent increase)	1985	3.4	3.3	1.4	5.8	2.2	8.8	6.1
	1986	2.8	2.6	1.8	5.3	3.3	9.1	3.6
	1987	3.5	2.8	1.1	3.0	2.5	5.7	4.6
	1988	3.2	3.4	2.6	2.6	2.6	5.2	5.0
Current Account Balance (U.S. \$ billion)	1985	-0.4	-117.7	49.2	-0.2	13.3	-4.2	3.8
	1986	-6.3	-140.6	86.0	3.7	36.0	4.7	-1.6
	1987	-8.8	-138.9	83.0	3.6	34.9	3.8	-4.9
	1988	-10.0	-129.4	82.0	2.1	28.7	1.4	-5.8
General Government Fiscal Balances (in per cent of GNP)	1985	-6.6	-3.5	-1.0	-2.6	-1.1	-14.0	-2.8
	1986	-5.4	-3.2	-1.1	-2.8	-1.0	-12.3	-2.9
	1987	-4.6	-2.9	-1.4	-2.8	-1.0	-11.5	-2.7
	1988	-4.1	-2.5	-1.3	-2.6	-1.1	-11.5	-2.6

Notes: Figures for Canada, France, Italy and the U.K. are GDP rather than GNP. Unemployment rates are based on national definitions which differ somewhat across countries. Current Account Balance includes official transfers. Historical data for 1985 and 1986, IMF forecast for 1987 and 1988.

Source: World Economic Outlook, April 1987.

Comparative Economic Tables (Cont'd)

Main Economic and Financial Indicators — Seven Major Industrial Countries

Financial Indicators		Canada	U.S.	Japan	France	F.R.G.	Italy	U.K.
Interest Rates								
	Short Term							
	Dec. 85	9.3	8.0	7.3	9.0	4.8	14.7	11.7
	Oct. 86	8.4	5.8	4.6	7.5	4.6	11.1	11.2
	Dec. 86	8.4	6.7	4.3	8.5	4.8	11.4	11.2
	Feb. 87	7.4	6.2	4.0	8.4	4.0	11.4	10.7
	Apr. 87	8.3	7.0	3.9	8.0	3.9	10.0	9.5
Long Term	1985 (IV)	10.1	9.6	5.8	11.2	6.5	13.7	9.9
	1986 (I)	9.5	8.1	4.7	9.9	5.9	13.4	8.7
	1986 (II)	9.4	8.2	5.0	8.2	5.9	10.8	8.8
	1986 (III)	9.5	8.1	5.0	7.7	5.8	10.4	10.2
	1986 (IV)	9.2	7.7	4.6	8.8	5.9	10.1	10.1
CPI (year/year per cent change)	1983	5.8	3.2	1.9	9.6	3.3	14.6	4.6
	1984	4.3	4.3	2.3	7.4	2.4	10.8	5.0
	1985	4.0	3.6	2.0	5.8	2.2	9.2	6.1
	1986	4.2	1.9	0.6	2.2	-0.3	5.9	3.4
Exchange Rate in U.S. \$	Dec. 84	.757	1	.0040	.105	.322	.00052	1.19
	Sept. 20/85	.727	1	.0042	.115	.351	.00052	1.37
	Dec. 85	.717	1	.0044	.130	.398	.00058	1.45
	Dec. 86	.725	1	.0062	.153	.502	.00072	1.44
	Feb. 20/87	.752	1	.0065	.165	.550	.00077	1.54
	Apr. 29/87	.747	1	.0072	.168	.559	.00078	1.66
Effective (1980 = 100)	1984 (IV)	96.4	138.2	110.6	77.6	106.0	77.4	83.8
	1985 (IV)	89.5	126.6	126.1	81.0	109.9	72.4	88.1
	1986 (I)	86.8	121.0	136.7	82.6	113.0	73.8	82.6
	1986 (II)	87.1	115.7	148.9	80.0	114.1	74.2	83.8
	1986 (III)	86.1	111.2	159.9	79.8	116.9	75.6	78.4
	1986 (IV)	86.2	111.2	154.5	80.7	119.5	76.5	73.8
	1987 (I)	88.2	105.3	157.8	80.7	122.0	75.9	74.9

Source: World Economic Outlook, Morgan Guaranty.
Department of Finance.

Summit countries: statistics, 1986

	Population	Total GDP ¹	GDP/ Capita	Total Trade ²	Trade/ Capita	*ODA Disburse- ments ³	*ODA/ Capita	Employ- ment Growth ⁴
		(US\$ Billion)	(US\$)	(US\$ Billion)	(US\$)	(US\$ Billion)	(US\$)	(%)
Canada	25,675,000	358.8	13,975	168.0	6,543	1.699	66.17	2.9
USA	240,468,000	4,166.8	17,328	587.3	2,442	9.784	40.69	2.3
Japan	121,440,000	1,958.5	16,127	338.5	2,787	5.700	46.94	0.9
FRG	61,048,000	890.0	14,579	432.1	7,078	3.879	63.54	1.2
France	55,679,000	705.5	12,671	248.0	4,454	**	**	0.3
UK	56,731,000	544.7	9,601	233.3 ⁵	4,150	1.796	31.66	0.4
Italy	57,221,000	504.0	8,808	197.4	3,450	2.423	42.34	0.6

*Official Development Assistance

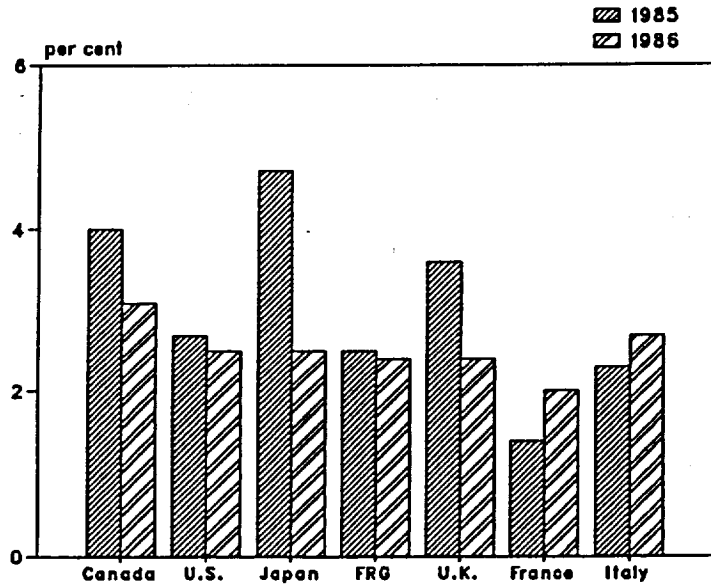
**Comparative statistics are not available.

Source: ¹ Provisional figures March 1987 OECD Main Economic Indicators
² Monthly Statistics on Foreign Trade OECD March 1987
³ OECD Provisional Estimates
⁴ April 1987 IMF World Economic Outlook
⁵ Central Statistic Office (UK) Monthly Digest of Statistics May 1987

N.B.: The figures are based on 1986 exchange rates, and thus reflect the relative values last year of the US and Canadian dollars against the yen and the European currencies.

A. OUTPUT AND DEMAND

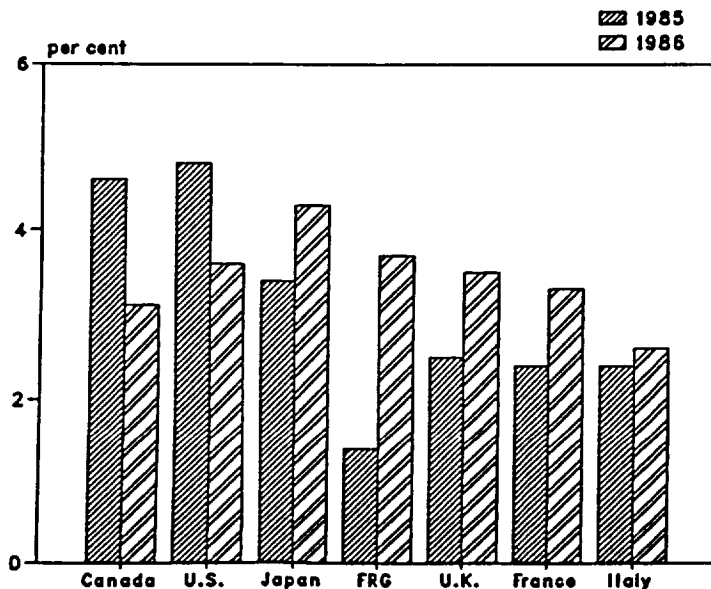
Chart 1
Change in Real GNP/GDP



Economic growth in the major OECD countries was unexpectedly sluggish in 1986, despite a sharp drop in world oil prices and interest rates. A slowdown was most noticeable in Japan where real GNP grew by only 2.5 per cent after a 4.7 per cent increase in 1985. Growth in the four European countries averaged 2.4 per cent.

Canada recorded the strongest growth of the G-7 countries in 1986 of 3.1 per cent.

Chart 2
Change in Real Final Domestic Demand

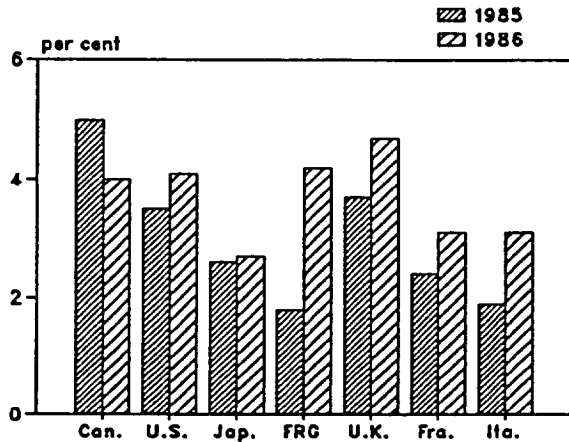


Declining real net exports have shifted the burden of continued economic expansion onto the domestic sector in most countries. Final domestic demand grew more rapidly in 1986 than in 1985 in all of the overseas countries, but slowed in Canada and the US.

In 1986, final domestic demand grew considerably more than GNP in Japan (4.3% compared to 2.5%), somewhat more in Europe (3.3% compared to 2.4%) and the US (3.6% compared to 2.5%), and at the same rate in Canada.

Chart 3 Components of Final Domestic Demand

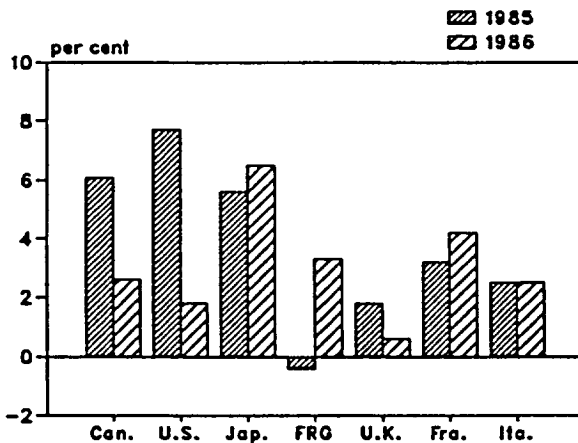
Change in Consumer Expenditure



Consumer expenditure, stimulated by lower world interest rates and real income gains, was the most robust component of final domestic demand among the major OECD countries.

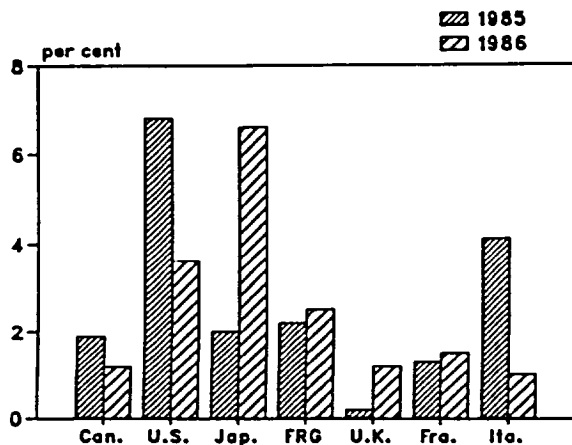
The UK experienced the most rapid growth in 1986, although Canada, FRG and the US also attained growth of over 4 per cent.

Change in Investment



Investment has been relatively sluggish across all the G-7 countries, except perhaps in Japan. In Europe and Japan, currency appreciation has weakened their export sectors and thus investment. On the other hand, those countries where investment could have been stimulated by depreciating currencies (the UK, Canada and the US), all have large energy sectors in which investment has declined substantially in response to lower world oil prices.

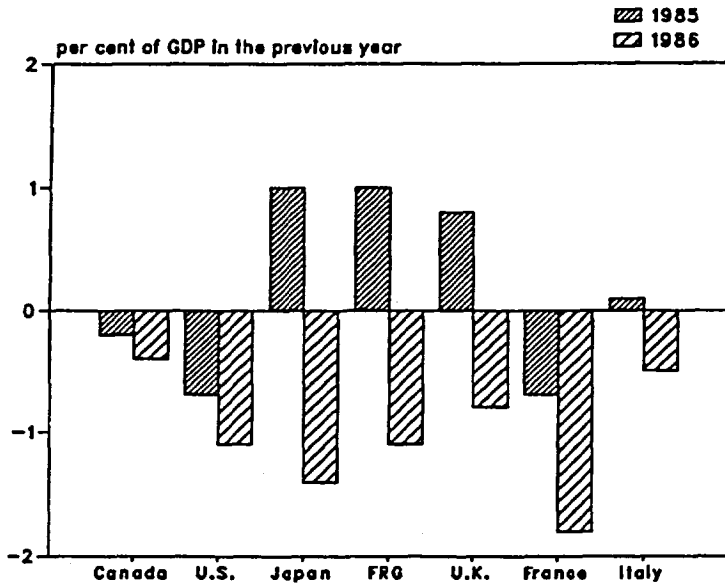
Change in Government Expenditure



In 1986, government spending slowed in Canada, the US and Italy, the three G-7 countries with the largest government deficit to GNP ratios.

The rapid increase in spending in Japan in 1986 is attributed to a 'one-shot' increase in the fourth quarter, after which spending is expected to return to earlier levels.

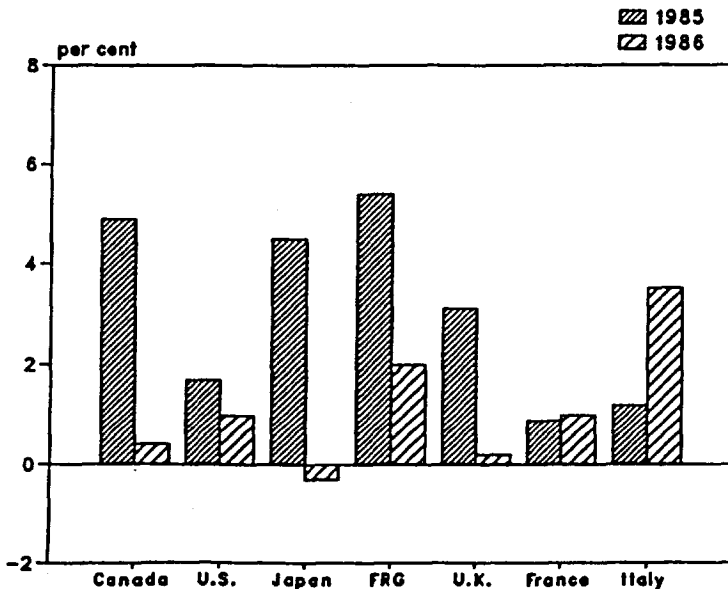
Chart 4
Change in Real Trade Balances



In most of the major world economies, real trade balances have deteriorated consistently from late 1985, constraining overall growth. In 1986, real trade balances contributed negatively to growth in all of the G-7 countries, and for the second consecutive year in Canada, the US and France.

In Japan and FRG, two countries with large current account surpluses, the decline in real net exports in 1986 lowered overall growth by 1.5 and 1 per cent, respectively.

Chart 5
Change in Industrial Production

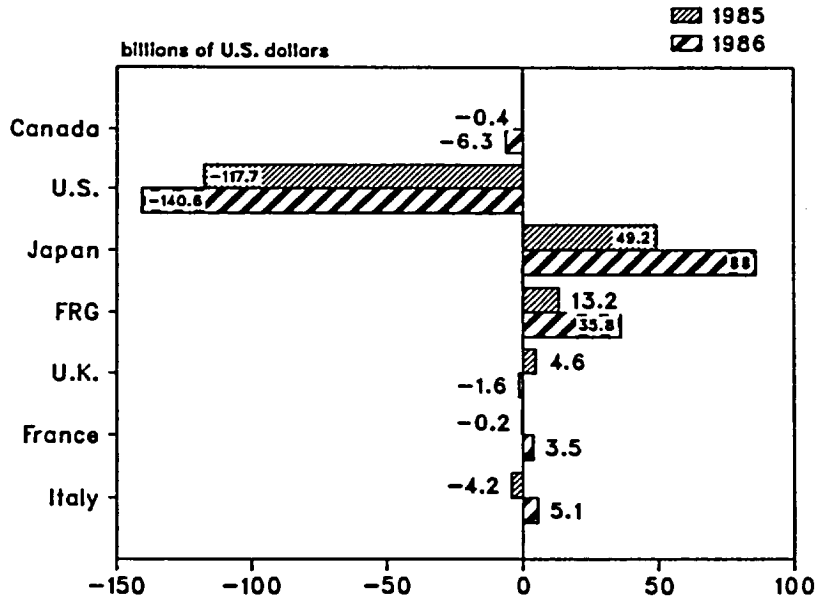


Industrial production slowed to under 2 per cent in 1986 in all of the major OECD countries, except Italy.

This weakness, particularly in FRG and Japan, has raised growing concerns over the ability of these countries to grow strongly in 1987. Both the IMF and the OECD have revised downwards their forecasts of real growth for 1987 for most of these countries.

B. EXTERNAL SECTOR

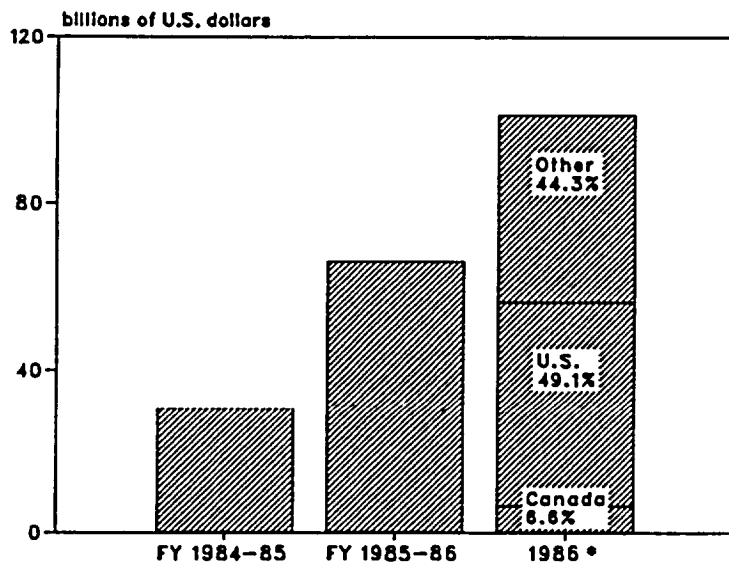
Chart 6
Current Account Balances



Current account data for the G-7 countries show that a turnaround in the persistent world trade imbalances did not take place in 1986. While the US deficit widened by US\$23 billion, the Japanese surplus almost doubled from US\$49 billion to US\$86 billion and the FRG surplus increased from US\$13 billion to US\$36 billion.

The Canadian current account moved further into deficit in 1986, as declining export demand continued to narrow the merchandise trade surplus.

Chart 7
Foreign Indirect Investment by Japan

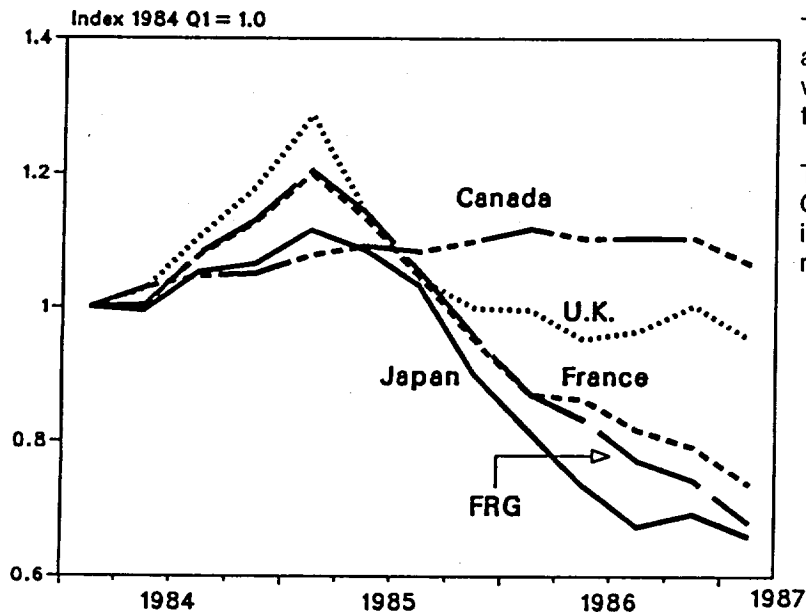


Both the huge current account surplus and a high propensity to save have resulted in rapid increases in foreign investment by Japan over the last few years. Approximately 90 per cent of all foreign investment is indirect, consisting mostly of government bonds. For secure investments and profitable yields the Japanese invest most of their funds in the US—49 per cent in 1986.

Although only a small portion of total investment is made in Canada, the share has been growing as the yen continued to appreciate against the US dollar.

* 1986 is a calendar year.
Source: Japanese Embassy, Ottawa.

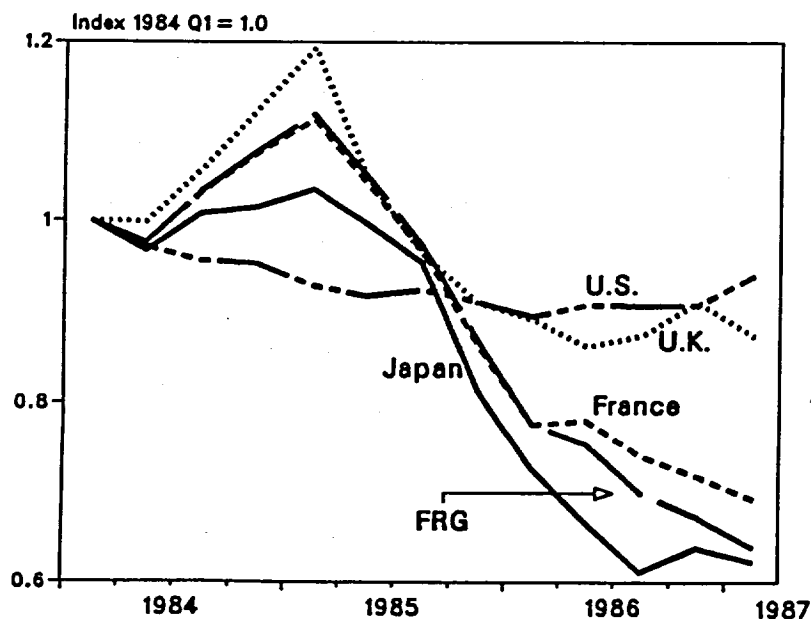
Chart 8
U.S. Dollar Depreciation against Selected Currencies



The depreciation of the US dollar against most overseas currencies, which began in early 1985, continued through 1986.

The US dollar appreciated against the Canadian dollar and the pound sterling in 1986, by 4 and 4½ per cent, respectively.

Chart 9
Canadian Dollar Depreciation against Selected Currencies



Like the US dollar, the Canadian dollar has also depreciated against the Japanese and most European currencies. Since early 1985, the Canadian dollar has fallen approximately 40 per cent against the yen, franc and deustchemark, and 24 per cent against the British pound.

INTERNATIONAL ECONOMIC ORGANIZATIONS AND INSTITUTIONS

Organization For Economic Cooperation and Development (OECD)

The OECD was founded in 1961, and replaced the Organization for European Economic Cooperation (OEEC) which had been established in 1948 in connection with the Marshall Plan. The OECD, which has its headquarters in Paris, is the forum where representatives of the governments of the industrialized democracies share information on their domestic economies and consult on approaches to international economic issues. It also discusses social policy. The OECD Council, comprising all 24 member-states including Canada, meets usually once a year at ministerial level. The latest meeting took place May 12-13, 1987. The Secretary-General is Mr. Jean-Claude Paye (France).

World Bank

The World Bank is a group of three institutions: the IBRD (International Bank for Reconstruction and Development) which was established in 1945; the International Development Association (IDA); and the International Finance Corporation (IFC). The common objective of the three institutions is to help raise standards of living in developing countries by channelling financial resources to those countries from developed countries.

The Board of Governors consists of one Governor appointed by each member nation (typically a country's finance minister or central bank governor) and it normally meets once a year. There are 151 member nations of the IBRD, including Canada. The President is Barber Conable from the USA. Tradition has it that the President of the IBRD comes from the USA, while the Managing Director of the IMF comes from Europe.

International Monetary Fund (IMF)

The International Monetary Fund (IMF) was established in December 1945. Its purpose is to promote international monetary cooperation, to facilitate the expansion and balanced growth of international trade and to promote stability in foreign exchange. The Fund makes financing available to member countries in balance-of-payments difficulties and assists them in improv-

ing their economic management. It also oversees the functioning of the international monetary system.

The Interim Committee of the Board of Governors, established in 1974, usually meets twice a year. It comprises 22 members, representing the same countries or groups of countries as those on the Board of Executive Directors. The Development Committee (the Joint Ministerial Committee of the Boards of Governors of the World Bank and the IMF on the Transfer of Real Resources to Developing Countries) was also set up in 1974, with a structure similar to that of the Interim Committee. It reviews development policy issues and financing requirements. There are 151 member nations of the IMF, including Canada. Its Managing Director is Michel Camdessus from France.

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)

The General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) is a multilateral trade agreement which came into force in 1948. GATT is the international instrument which lays down trade rules accepted by countries responsible for most of the world's trade. The Secretariat of the GATT is headquartered at the United Nations in Geneva. The basic aim of GATT is to liberalize world trade and under its auspices there have been seven rounds of trade liberalization talks (Multilateral Trade Negotiations). In September 1986, agreement was reached to launch the new round of multilateral trade negotiations known as the "Uruguay Round". There are 93 member states, including Canada. The Director-General is Arthur Dunkel (Switzerland).

Group of Seven (G-7)

At the 1986 Tokyo Economic Summit the Group of Seven Finance Ministers, with representation from all Summit nations, was created to work towards more effective surveillance, cooperation and coordination of international economic policies with a view to improving the economic performance of the major countries.

Since its formation last May the G-7 has met three times: in Washington on September 27, 1986, in Paris, on February 22, 1987; and in Washington on April 8, 1987. The managing

director of the IMF has participated in these sessions. These meetings represent important steps in the process of multilateral surveillance of their economies pursuant to the arrangements for strengthened economic policy cooperation and coordination agreed to at Tokyo.

The Finance Ministers and Central Bank Governors agreed at their Paris meeting to refine the use of economic indicators for multilateral surveillance arrangements. These refinements include periodic reviews of medium-term economic objectives and projections involving domestic and external variables, and regular examination, using performance indicators of whether current economic developments are consistent with medium-term objectives and projections and whether there is a need to consider remedial action. Initially, the objectives and projections have involved the following key trade variables: growth, inflation, current accounts/trade balances, budget performance, monetary conditions and exchange rates.

TOKYO SUMMIT DECLARATIONS

TOKYO ECONOMIC DECLARATION

1. We, the Heads of State or Government of seven major industrialized countries and the representatives of the European Community, meeting in Tokyo for the twelfth Economic Summit, have reviewed developments in the world economy since our meeting in Bonn a year ago, and have reaffirmed our continuing determination to work together to sustain and improve the prosperity and well-being of the peoples of our own countries, to support the developing countries in their efforts to promote their economic growth and prosperity, and to improve the functioning of the world monetary and trading systems.

2. Developments since our last meeting reflect the effectiveness of the policies to which we have committed ourselves at successive Economic Summits in recent years. The economies of the industrialized countries are now in their fourth year of expansion. In all our countries, the rate of inflation has been declining. With the continuing pursuit of prudent fiscal and monetary policies, this has permitted a substantial lowering of interest rates. There has been a significant shift in the pattern of exchange rates which better reflects fundamental economic conditions. For the industrialized countries, and indeed for the world economy, the recent decline in oil prices will help to sustain non-inflationary growth and to increase the volume of world trade, despite the difficulties which it creates for certain oil-producing countries. Overall, these developments offer brighter prospects for, and enhance confidence in, the future of the world economy.

3. However, the world economy still faces a number of difficult challenges which could impair sustainability of growth. Among these are high unemployment, large domestic and external imbalances, uncertainty about the future behaviour of exchange rates, persistent protectionist pressures, continuing difficulties of many developing countries and severe debt problems for some, and uncertainty about medium-term prospects for the levels of energy prices. If large imbalances and other distortions are allowed to persist for too long, they will present an increasing threat to world economic growth and to the open multilateral trading system. We cannot afford to relax our efforts. In formulating our policies, we need to look to the medium and longer term, and to have regard to the inter-related and structural character of current problems.

4. We stress the need to implement effective structural adjustment policies in all countries across the whole range of economic activities to promote growth, employment and the integration of domestic economies into the world economy. Such policies include technological innovation, adaptation of industrial structure and expansion of trade and foreign direct investment.

5. In each of our own countries, it remains essential to maintain a firm control of public spending within an appropriate medium-term framework of fiscal and monetary policies. In some of our countries there continue to be excessive fiscal deficits which the governments concerned are resolved progressively to reduce.

6. Since our last meeting we have had some success in the creation of new jobs to meet additions to the labour force, but unemployment remains excessively high in many of our countries. Non-inflationary growth remains the biggest single contributor to the limitation and reduction of unemployment, but it needs to be reinforced by policies which encourage job creation, particularly in new and high-technology industries, and in small businesses.

7. At the same time, it is important that there should be close and continuous coordination of economic policy among the seven Summit countries. We welcome the recent examples of improved coordination among the Group of Five Finance Ministers and Central Bankers, which have helped to change the pattern of exchange rates and to lower interest rates on an orderly and non-inflationary basis. We agree, however, that additional measures should be taken to ensure that procedures for effective coordination of international economic policy are strengthened further. To this end, the Heads of State or Government:

—agree to form a new Group of Seven Finance Ministers, including Italy and Canada, which will work together more closely and more frequently in the periods between the annual Summit meetings;

—request the seven Finance Ministers to review their individual economic objectives and forecasts collectively at least once a year, using the indicators specified below, with a particular view to examining their mutual compatibility.

With the representatives of the European Community:

- state that the purposes of improved coordination should explicitly include promoting non-inflationary economic growth, strengthening market-oriented incentives for employment and productive investment, opening the international trading and investment system, and fostering greater stability in exchange rates;
- reaffirm the undertaking at the 1982 Versailles Summit to cooperate with the IMF in strengthening multilateral surveillance, particularly among the countries whose currencies constitute the SDR, and request that, in conducting such surveillance and in conjunction with the Managing Director of the IMF, their individual economic forecasts should be reviewed, taking into account indicators such as GNP growth rates, inflation rates, interest rates, unemployment rates, fiscal deficit ratios, current account and trade balances, monetary growth rates, reserves, and exchange rates;
- invite the Finance Ministers and Central Bankers in conducting multilateral surveillance to make their best efforts to reach an understanding on appropriate remedial measures whenever there are significant deviations from an intended course; and recommend that remedial efforts focus first and foremost on underlying policy fundamentals, while reaffirming the 1983 Williamsburg commitment to intervene in exchange markets when to do so would be helpful.

The Heads of State or Government:

- request the Group of Five Finance Ministers to include Canada and Italy in their meetings whenever the management or the improvement of the international monetary system and related economic policy measures are to be discussed and dealt with;
- invite Finance Ministers to report progress at the next Economic Summit meeting.

These improvements in coordination should be accompanied by similar efforts within the Group of Ten.

8. The pursuit of these policies by the industrialized countries will help the developing countries in so far as it strengthens the world economy, creates conditions for lower interest rates, generates the possibility of increased financial flows to the developing countries, promotes transfer of

technology and improves access to the markets of the industrialized countries. At the same time, developing countries, particularly debtor countries, can fit themselves to play a further part in the world economy by adopting effective structural adjustment policies, coupled with measures to mobilize domestic savings, to encourage the repatriation of capital, to improve the environment for foreign investment, and to promote more open trading policies. In this connection, noting in particular the difficult situation facing those countries highly dependent on exports of primary commodities, we agree to continue to support their efforts for further processing of their products and for diversifying their economies, and to take account of their export needs in formulating our own trade and domestic policies.

9. Private financial flows will continue to play a major part in providing for their development needs. We reaffirm our willingness to maintain and, where appropriate, expand official financial flows, both bilateral and multilateral, to developing countries. In this connection, we attach great importance to an early and substantial eighth replenishment of the International Development Association (IDA) and to a general capital increase of the World Bank when appropriate. We look for progress in activating the Multilateral Investment Guarantee Agency.

10. We reaffirm the continued importance of the case-by-case approach to international debt problems. We welcome the progress made in developing the cooperative debt strategy, in particular building on the United States initiative. The role of the international financial institutions, including the multilateral development banks, will continue to be central, and we welcome moves for closer cooperation among these institutions, and particularly between the IMF and the World Bank. Sound adjustment programmes will also need resumed commercial bank lending, flexibility in rescheduling debt and appropriate access to export credits.

11. We welcome the improvement which has occurred in the food situation in Africa. Nonetheless a number of African countries continue to need emergency aid, and we stand ready to assist. More generally, we continue to recognize the high priority to be given to meeting the needs of Africa. Measures identified in the Report on Aid to Africa adopted and forwarded to us by our Foreign Ministers should be steadily implemented. Assistance should focus in particular on the medium- and long-term economic

development of these countries. In this connection we attach great importance to continued cooperation through the Special Facility for Sub-Saharan African countries, early implementation of the newly established Structural Adjustment Facility of the IMF and the use of the IDA. We intend to participate actively in the forthcoming United Nations Special Session on Africa to lay the foundation for the region's long-term development.

12. The open multilateral trading system is one of the keys to the efficiency and expansion of the world economy. We reaffirm our commitment to halting and reversing protectionism, and to reducing and dismantling trade restrictions. We support the strengthening of the system and functioning of the GATT, its adaptation to new developments in world trade and to the international economic environment, and the bringing of new issues under international discipline. The New Round should, *inter alia*, address the issues of trade in services and trade related aspects of intellectual property right and foreign direct investment. Further liberalization of trade is, we believe, of no less importance for the developing countries than for ourselves, and we are fully committed to the preparatory process in the GATT with a view to the early launching of the New Round of multilateral trade negotiations. We shall work at the September Ministerial meeting to make decisive progress in this direction.

13. We note with concern that a situation of global structural surplus now exists for some important agricultural products, arising partly from technological improvements, partly from changes in the world market situation, and partly from long-standing policies of domestic subsidy and protection of agriculture in all our countries. This harms the economies of certain developing countries and is likely to aggravate the risk of wider protectionist pressures. This is a problem which we all share and which can be dealt with only in cooperation with each other. We all recognize the importance of agriculture to the well-being of rural communities, but we are agreed that, when there are surpluses, action is needed to redirect policies and adjust structure of agricultural production in the light of world demand. We recognize the importance of understanding these issues and express our determination to give full support to the work of the OECD in this field.

14. Bearing in mind that the recent oil price decline owes much to the cooperative energy

policies which we have pursued during the past decade, we recognize the need for continuity of policies for achieving long-term energy market stability and security of supply. We note that the current oil market situation enables countries which wish to do so to increase stock levels.

15. We reaffirm the importance of science and technology for the dynamic growth of the world economy and take note, with appreciation, of the final report of the Working Group on Technology, Growth and Employment. We welcome the progress made by the United States Manned Space Programme and the progress made by the autonomous work of the European Space Agency (ESA). We stress the importance for genuine partnership and appropriate exchange of information, experience and technologies among the participating states. We also note with satisfaction the results of the Symposium on Neuroscience and Ethics, hosted by the Federal Republic of Germany and we appreciate the decision of the Canadian Government to host the next meeting.

16. We reaffirm our responsibility, shared with other governments, to preserve the natural environment, and continue to attach importance to international cooperation in the effective prevention and control of pollution and natural resources management. In this regard, we take note of the work of the environmental experts on the improvement and harmonization of the techniques and practices of environmental measurement, and ask them to report as soon as possible. We also recognize the need to strengthen cooperation with developing countries in the area of the environment.

17. We have agreed to meet again in 1987 and have accepted the invitation of the President of the Council of the Italian Government to meet in Italy.

LOOKING FORWARD TO A BETTER FUTURE

1. We, the Heads of State or Government of seven major industrial nations and the representatives of the European Community, with roots deep in the civilizations of Europe and Asia, have seized the opportunity of our meeting at Tokyo to raise our sights not just to the rest of this century but into the next as well. We face the future with confidence and determination, sharing common principles and objectives and mindful of our strengths.

2. Our shared principles and objectives, reaffirmed at past Summits, are bearing fruit. Nations surrounding the Pacific are thriving dynamically through free exchange, building on their rich and varied heritages. The countries of Western Europe, the Community members in particular, are flourishing by raising their cooperation to new levels. The countries of North America, enriched by European and Asian cultures alike, are firm in their commitment to the realization in freedom of human potential. Throughout the world we see the powerful appeal of democracy and growing recognition that personal initiative, individual creativity and social justice are main sources of progress. More than ever we have all to join our energies in the search for a safer and healthier, more civilized and prosperous, free and peaceful world. We believe that close partnership of Japan, North America and Europe will make a significant contribution toward this end.

3. We reaffirm our common dedication to preserving and strengthening peace, and as part of that effort, to building a more stable and constructive relationship between East and West. Each of us is ready to engage in cooperation in fields of common interest. Within existing alliances, each of us is resolved to maintain a strong and credible defence that can protect freedom and deter aggression, while not threatening the security of others. We know that peace cannot be safeguarded by military strength alone. Each of us is committed to addressing East-West differences through high-level dialogue and negotiation. To that end, each of us supports balanced, substantial and verifiable reductions in the level of arms; measures to increase confidence and reduce the risks of conflicts; and the peaceful resolution of disputes. Recalling the agreement between the United States and the Soviet Union to accelerate work at Geneva, we appreciate the United States' negotiating efforts and call on the Soviet Union also to negotiate positively. In addition to these efforts, we shall work for improved respect for the rights of individuals throughout the world.

4. We proclaim our conviction that in today's world, characterized by ever increasing interdependence, our countries cannot enjoy lasting stability and prosperity without stability and prosperity in the developing world and without the cooperation among us which can achieve these aims. We pledge ourselves afresh to fight against hunger, disease and poverty, so that developing nations can also play a full part in

building a common, bright future.

5. We owe it to future generations to pass on a healthy environment and a culture rich in both spiritual and material values. We are resolved to pursue effective international action to eliminate the abuse of drugs. We proclaim our commitment to work together for a world which respects human beings in the diversity of their talents, beliefs, cultures and traditions. In such a world based upon peace, freedom and democracy, the ideals of social justice can be realized and employment opportunities can be available for all. We must harness wisely the potential of science and technology, and enhance the benefits through cooperation and exchange. We have a solemn responsibility so to educate the next generation as to endow them with the creativity befitting the twenty-first century and to convey to them the value of living in freedom and dignity.

STATEMENT ON INTERNATIONAL TERRORISM

1. We, the Heads of State or Government of seven major democracies and the representatives of the European Community, assembled here in Tokyo, strongly reaffirm our condemnation of international terrorism in all its forms, of its accomplices and of those, including governments, who sponsor or support it. We abhor the increase in the level of such terrorism since our last meeting, and in particular its blatant and cynical use as an instrument of government policy. Terrorism has no justification. It spreads only by the use of contemptible means, ignoring the values of human life, freedom and dignity. It must be fought relentlessly and without compromise.

2. Recognizing that the continuing fight against terrorism is a task which the international community as a whole has to undertake, we pledge ourselves to make maximum efforts to fight against that scourge. Terrorism must be fought effectively through determined, tenacious, discreet and patient action combining national measures with international cooperation. Therefore, we urge all like-minded nations to collaborate with us, particularly in such international fora as the United Nations, the International Civil Aviation Organization and the International Maritime Organization, drawing on their expertise to improve and extend countermeasures against terrorism and those who sponsor or support it.

3. We, the Heads of State or Government, agree to intensify the exchange of information in relevant fora on threats and potential threats emanating from terrorist activities and those who sponsor or support them, and on ways to prevent them.

4. We specify the following as measures open to any government concerned to deny to international terrorists the opportunity and the means to carry out their aims, and to identify and deter those who perpetrate such terrorism. We have decided to apply these measures within the framework of international law and in our own jurisdictions in respect of any state which is clearly involved in sponsoring or supporting international terrorism, and in particular of Libya, until such time as the state concerned abandons its complicity in, or support for, such terrorism. These measures are:

Refusal to export arms to states which sponsor or support terrorism;

—strict limits on the size of the diplomatic and consular missions and other official bodies abroad of states which engage in such activities, control of travel of members of such missions and bodies, and, where appropriate, radical reductions in, or even the closure of, such missions and bodies;

—denial of entry to all persons, including diplomatic personnel, who have been expelled or excluded from one of our states on suspicion of involvement in international terrorism or who have been convicted of such a terrorist offence;

—improved extradition procedures within due process of domestic law for bringing to trial those who have perpetrated such acts of terrorism;

—stricter immigration and visa requirements and procedures in respect of nationals of states which sponsor or support terrorism;

—the closest possible bilateral and multilateral cooperation between police and security organizations and other relevant authorities in the fight against terrorism.

Each of us is committed to work in the appropriate international bodies to which we belong to ensure that similar measures are accepted and acted upon by as many other governments as possible.

5. We will maintain close cooperation in fur-

thering the objectives of this statement and in considering further measures. We agree to make the 1978 Bonn Declaration more effective in dealing with all forms of terrorism affecting civil aviation. We are ready to promote bilaterally and multilaterally further actions to be taken in international organizations or fora competent to fight against international terrorism in any of its forms.

STATEMENT ON THE IMPLICATIONS OF THE CHERNOBYL NUCLEAR ACCIDENT

1. We, the Heads of State or Government of seven major industrial nations and the representatives of the European Community, have discussed the implications of the accident at the Chernobyl nuclear power station. We express our deep sympathy for those affected. We remain ready to extend assistance, in particular medical and technical, as and when requested.

2. Nuclear power is and, properly managed, will continue to be an increasingly widely used source of energy. For each country the maintenance of safety and security is an international responsibility, and each country engaged in nuclear power generation bears full responsibility for the safety of the design, manufacture, operation and maintenance of its installations. Each of our countries meets exacting standards. Each country, furthermore, is responsible for prompt provision of detailed and complete information on nuclear emergencies and accidents, in particular those with potential transboundary consequences. Each of our countries accepts that responsibility, and we urge the Government of the Soviet Union, which did not do so in the case of Chernobyl, to provide urgently such information, as our and other countries have requested.

3. We note with satisfaction the Soviet Union's willingness to undertake discussions this week with the Director-General of the International Atomic Energy Agency (IAEA). We expect that these discussions will lead to the Soviet Union's participation in the desired post-accident analysis.

4. We welcome and encourage the work of the IAEA in seeking to improve international cooperation on the safety of nuclear installations, the handling of nuclear accidents and their consequences, and the provision of mutual emergency assistance. Moving forward from the relevant

IAEA guidelines, we urge the early elaboration of an international convention committing the parties to report and exchange information in the event of nuclear emergencies or accidents. This should be done with the least possible delay.

NOTES